

- P L A N -

PROBLÉMATIQUE :

- a) Place dans la problématique d'ensemble.
- b) Hypothèses sur les types de discours des producteurs.
- c) Hypothèses sur les logiques de reproduction.

I. Situations concrètes dans lesquelles se réalisent ces hypothèses= position des producteurs enquêtés.

- a) Les systèmes de production du secteur Privé.
- b) Les unités du secteur Public.
- c) Les communes étudiées.
- d) Degré d'exposition aux appareils idéologiques.
 - 1. Le niveau d'information.
 - 2. Les pratiques religieuses
 - 3. Relations avec les appareils de formation.
 - 4. Position à l'égard des trois critères.

II. Les attitudes.

A. Attitudes des parents relatives au devenir des enfants.

- a) Pour les fils.
 - 1. L'Ecole.
 - 2. Devenir professionnel
- b) Pour les filles.
 - 1. L'Ecole.
 - 2. Devenir professionnel.

B. Le rapport des producteurs à l'Etat.

- b1. Attitude à l'égard de l'Etat selon les conditions objectives= Par secteurs et systèmes.
- b2. Variations selon les fonctions dans les unités du secteur Public;



- b3. Variations selon les résultats des unités du secteur public.
- b4. Variations selon l'âge dans le secteur public.
- b5. Variations dans les attitudes, selon la formation, dans le secteur public.

C. Rapport au monde rural.

D. Attitudes à l'égard des autres secteurs d'activité.

III. Comportements des producteurs.

Affectation de la force de travail.

A. Départs des unités de production

- a) Affectation de la force de travail familiale à partir de l'origine des revenus.
- b) Affectations opérées à l'intérieur des systèmes de production du secteur privé.
- c) Comportement des producteurs des unités du secteur RA.
- d) Dans le secteur autogéré.

B. La force de travail en place dans les unités.

- a) Origine professionnelle de la force de travail.
- b) L'âge de la force de travail.
- c) Le niveau d'instruction des producteurs.
- d) La préparation à l'intensification.
- e) Scolarisation des enfants.

CONCLUSION.

1870-1871

1870-1871

1870-1871

1870-1871

1870-1871

1870-1871

1870-1871

1870-1871

1870-1871

---oo--
P R O B L E M A T I Q U E
---oo--

- a) Place dans la problématique d'ensemble.
- b) Hypothèses sur les types de discours des producteurs.
- c) Hypothèses sur les logiques de reproduction



PROBLÉMATIQUE.

a) Place dans la Problématique d'Ensemble.

Nous pouvons dégager des parties précédentes, portant sur les situations concrètes dans lesquelles sont impliqués les producteurs, les grandes lignes suivantes :

- Qu'il y a une tendance à l'élargissement des catégories marchandes dans l'agriculture.
- Que la majorité des unités de production ne peuvent retenir la force de travail nécessaire à l'intensification, celle-ci se déplaçant vers les lieux où elle est le mieux payée, en vue d'améliorer les revenus des familles auxquelles elle appartient.

Notre but est de tenter une approche du deuxième temps de l'analyse en interrogeant les attitudes et les comportements qui expriment à travers le vécu des agents sociaux leur façon d'appréhender ces situations.

Ce deuxième niveau nous importe dans la mesure où il va déterminer la reproduction des unités de production étudiées sur la base des stratégies des producteurs groupés en familles et en collectifs.

Notre tâche sera de tenter d'expliquer comment les producteurs agricoles interprètent les tendances signalées et comment **ils** construisent les stratégies qui soit assurent la reproduction du phénomène pour eux et leurs enfants, soit élargissent le champ des possibles et fondent **un** terme nouveau à l'alternative.

Notre analyse constituera une première approche du discours des producteurs sur leur vécu.

Nous disons première approche car nous n'y intégrons pas un niveau d'investigation plus profond qui porterait à la fois sur la structure et sur les modalités de production de ce discours.

Toutefois nous pensons que le niveau d'investigation auquel nous nous situons contitue en soit un lieu d'analyse car il permet de définir la façon dont les producteurs des catégories de la paysannerie dégagées précédemment expriment les rapports qu'ils entretiennent avec l'idéologie dominante et leurs attentes à l'égard de l'économie globale; ceci dans une logique de reproduction à l'échelle sociale dont la nature est aussi l'enjeu de la lutte des classes.

C'est en ce sens que notre analyse, qui constitue un moment nécessaire de la réflexion à mener sur la conscience des producteurs pris dans des situations objectives, s'intègre dans une perspective de passage de l'analyse en terme de catégories ou systèmes de production à une analyse visant à faire apparaître le rôle des représentations et des attitudes dans les rapports de force entre les classes et groupes sociaux.

En tant qu'appartenant à des catégories de la paysannerie, les producteurs apparaissent comme situés dans un champ idéologique spécifique traversé par trois courants concurrents sous tendus par une idéologie modernisante qui manipule différemment les survivances, utilisées ou combattues, de l'idéologie traditionnelle.

Ces trois courants pouvant renvoyer à des intérêts distincts =

- 1°. La mise en place d'une organisation étatique de l'économie.
- 2°. L'organisation d'un capitalisme de type privé utilisant partiellement l'aménagement par l'Etat de l'économie.

3°. Le renforcement d'un capitalisme de type libéral qui ne se reconnaît pas de possibilités d'utiliser les structures étatiques et dont les tenants n'identifient pas, même partiellement, leurs intérêts à ceux de la classe dominante⁷.

Sans vouloir ni pouvoir faire, ici, la théorie de "l'idéologie dominante en Algérie" nous présenterons sommairement les fonctions des idéologies "modernisantes" et "traditionnelles".

- Selon nous, la première vise aux modifications de l'activité agricole par l'introduction de techniques induites par le projet d'intensification. Elle porte, pensons-nous, en son sein la contradiction née du modèle algérien de développement basé sur l'activité industrielle.

- La forme dite traditionnelle porte principalement sur la famille et peut avoir pour effet l'organisation de la force de travail selon les besoins du développement du capitalisme dans l'économie. Elle est née en fait de la manipulation de la tradition (famille élargie favorisant la combinaison des revenus) par le capitalisme colonial.

b) - Hypothèses sur les types de discours des producteurs.

Dans le cadre de ces alternatives nous pensons que le discours des producteurs peut prendre les formes suivantes :

- Un discours de l'identification des intérêts de certains paysans à la politique agricole de l'Etat, qui passera par l'adoption des projets de ce dernier. Ce discours peut autant exprimer une dépendance qu'une identité d'intérêts.

- Un discours qui peut être basé sur l'intériorisation de la domination, organisée dans et par la politique économique globale, du secteur agricole par d'autres secteurs d'activité.

Ce discours peut se traduire par un refus de l'activité agricole justifié par l'attraction exercée par les autres projets d'Etat et principalement par l'industrie.

- Un discours pouvant comporter des indices d'une apparition d'une conscience propre et distincte qui prenne la forme d'une revendication d'autonomie.

Nous proposons d'approcher ces différentes positions à travers l'étude des attitudes telles que les expriment les producteurs des unités étudiées, sur la base de l'analyse des pôles suivants :

- Les aspirations concernant les enfants.
- Les rapports à l'Etat à travers l'organisation de l'agriculture qu'il met en place.
- Les rapports au monde rural en tant qu'espace organisé autour de l'activité agricole.
- Les rapports aux autres secteurs d'activité.

L'étude de ces données sera sous-tendue par une analyse des comportements des groupes étudiés; ces derniers devant nous permettre de vérifier si les attitudes recueillies sont seulement verbales, provoquées par une volonté de représentation de soi aliénée par l'interview, ou l'expression d'attitudes s'inscrivant dans des stratégies effectives des groupes.

C. Hypothèses sur les logiques de reproduction.

Ces éléments doivent donc contribuer à expliquer des logiques de reproduction différentes : Logiques pour lesquelles nous formulons les hypothèses suivantes.

- Organisation de la reproduction à partir de la valorisation du travail familial.
- A partir de la substitution, sur l'unité, du travail sous sa forme salariée au travail familial.

- A partir de la substitution du facteur capital au facteur terre par le biais d'amendements des sols et/ou de changements de pratiques culturales pour accroître le produit agricole par unité de superficie.

Ces situations constituant aussi des réponses au modèle de transformation véhiculé par les appareils d'Etat et d'autres canaux circulant à l'intérieur de la paysannerie, et dont le contenu trouve ses fondements dans l'histoire de cette dernière.

Ces attitudes et comportements n'apparaissent pas en l'état mais subissent des variations qui sont liées aux différentes situations que nous rapportons aux réalités suivantes :

- Les différents systèmes de production dégagés par l'enquête dans le cas du secteur privé.
 - Les deux formes d'organisation de la production dans le secteur public.
 - Les communes dans lesquelles fonctionnent les unités étudiées.
 - Les degrés d'exposition à l'idéologie dominante à travers les rapports aux mass-média, l'instruction et la fréquentation des mosquées.
- a- Les systèmes de production du secteur privé :
- I. Le système de subsistance : la présentation des systèmes de production montre que les producteurs de ce système ont peu de moyens pour réaliser l'intensification, toutefois certaines unités tentent de diversifier leurs activités en ayant recours à l'élevage, à l'introduction d'inputs industriels et la location de matériel.

En fait le projet d'intensification ne s'adresse pas aux unités de ce système (mais aux autres qui ont une production marchande bien plus importante) mais la logique de fonctionnement du système économique d'ensemble) les place dans une position de fournisseurs de force de travail (pas de crédit, peu de terres, pas de formation s'adressant à leur propre structure) *.

* En fait ils pourraient obtenir cela en s'intégrant aux unités de la R.A. mais pas en demeurant propriétaire de leur terre.

Malgré cette politique, les producteurs peuvent valoriser

l'Etat dans leur discours, dans la mesure où ce dernier par ses projets dans d'autres secteurs crée des emplois et leur permet donc de vendre leur force de travail pour subsister.

2. Les exploitants du système partiellement marchand possèdent plus de moyens que le précédent, la qualité de la traction augmente, les inputs industriels aussi, ainsi que la part de production commercialisée.

La reproduction de ces unités peut s'exprimer par un discours de la dépendance traduisant le désir d'utiliser une partie du secteur d'Etat pour la mise en oeuvre possible du projet étatique d'intensification. Il s'agit en particuliers de l'utilisation possible de la CAPCS qui fournit aux agriculteurs un certain nombre de services à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur le marché privé.

3. Le système marchand est celui qui utilise la plus d'inputs industriels et a recours essentiellement à une traction mécanique qu'il loue, il commercialise plus de 80% de sa production.

Le fort taux de commercialisation de la production dans les conditions actuelles du marché, non contrôlé par l'Etat, peut entraîner la revendication d'une autonomie encore plus grande par rapport à l'Etat.

4. Le système capitaliste ne repose pas tant sur la propriété privée de la terre que sur celle du capital. C'est celui qui a le plus recours à la force de travail salariée et présente une consommation limitée d'inputs. Il pratique une exploitation extensive des terres et commercialise la grosse majorité de sa production. Les producteurs peuvent exprimer leur stratégie de reproduction par la revendication d'une autonomie tout en utilisant leurs alliances au niveau des appareils d'Etat. C'est ce qu'il font à court terme, par le biais, de leur assise locale, pour maintenir des locations et des formes d'association, acheter du matériel.

A plus long terme ils font bénéficier leurs enfants de la scolarisation la plus poussée en vue, pensons-nous, de les voir accéder à des postes de décision dans les appareils d'Etat.

Pour l'analyse des discours des producteurs de ces systèmes nous travaillerons à partir des interviewx des chefs d'exploitation qui sont aussi les chefs de famille.

Il s'agira, pour nous, de voir s'il existe des rapports entre leurs positions et leurs attitudes.

b) Les Unités du Secteur Public.

L'échantillon global des chefs de ménages enquêtés se répartit comme suit = 44 attributaires de la R.A. et 33 autogestionnaires.

Nous avons tenté de saisir les positions qu'ils occupent dans les collectifs auxquels ils appartiennent à partir des critères suivants :

- Pour l'autogestion = être élus ou nommés, déclarer une qualification, assumer des fonctions d'encadrement.
- Pour la RA = être élu, déclarer une qualification ce qui nous donne cette répartition.

R.A. : 9 Présidents

5 Attributaires qualifiés.

35 Attributaires non qualifiés.

Autogestion :

I élu

6 Cadres nommés qualifiés.

9 Travailleurs qualifiés.

18 Travailleurs agricoles.

Nous formulons ainsi l'hypothèse que les élus, les cadres et les éléments qualifiés adhèrent d'avantage au projet d'Etat dans le but de valoriser leurs positions par rapport aux travailleurs agricoles et attributaires non qualifiés, ainsi qu'aux propriétaires du secteur privé. Ceci tout en exprimant des revendications quant à leur niveau de vie.

C. Les communes étudiées.

Cette présentation doit nous permettre de cerner au niveau local les conditions dans lesquelles se déroule l'activité agricole.

- Les communes de la zone I, qui ont les meilleures terres, présentent les pourcentages les moins importants de population active agricole excepté Tamzoura. Par ailleurs Sig et Thénia sont les seules communes de notre échantillon à posséder actuellement une activité industrielle.

Ceci, joint à l'importance de la population résidant en agglomération, au fait de posséder les taux les plus forte de colonisation ainsi que la proximité des centres industriels d'Arzew et Rouiba Réghaia, nous permet de faire l'hypothèse que les paysans de ces communes sont placés dans des conditions de polarisation autour de l'industrie. De même qu'on peut penser qu'ils ont des aspirations de type urbain considèrent la proximité des villes d'Alger et Oran.

Tamzoura, bien qu'à 28 kilomètres d'Oran, nous a paru bien différente des deux autres communes de la zone. On y trouve une organisation par douars qui recouvre des groupes familiaux souvent en conflit au niveau de la vie de la commune (luttres pour l'APC en 1976, problèmes pour le choix des emplacements des stations de bus...). Les moyens de communication y sont très peu développés à l'intérieur des terres, l'existence d'une zone montagnaise sur une superficie importante de la commune, une partie des terres de la plaine inexploitées à cause des remontées de sel, sont peut être des éléments explicatifs des différences que nous pourrions trouver dans cette commune par rapport aux caractéristiques de la zone à laquelle elle appartient.

- El Attaf, tout en étant placé sur un axe routier important (Alger-Oran), présente aussi cette dualité dans sa composition territoriale= existence d'une zone montagneuse et d'une plaine avec périmètre.

- Babor est une commune dépourvue de ressources : l'itinéraire de la force de travail y mène à l'émigration, hors d'Algérie ou en Algérie, en passant par une vente temporaire dans le secteur des travaux public et du Batiment. Les producteurs que nous y avons rencontrés sont tous nés à Babor ce qui exprime bien le fait que, contrairement à des communes comme Thénia ou Sig, personne ne vient à Babor pour travailler dans l'agriculture. Encore faudrait-il que les personnes étrangères à Babor et qui y travaillent, au niveau des services, habitent sur place.

Nous savons au moins que pour le président d'APC et le Directeur de la CAPCS cela n'était pas vrai lors de notre passage. On peut admettre, ici, que les paysans vont tout attendre de l'état mais pas dans le domaine des activités agricoles, plutôt dans le sens de création d'autres activités en vue de permettre une reconversion de l'économie communale. Reconversion pour laquelle, ils doivent sentir mal lotis considérant la topographie, la localisation de leur commune et aussi le faible taux de scolarisation déterminé en majeure partie par la faible infrastructure scolaire et routière. Ils ont par ailleurs une longue tradition de travail à l'extérieur de la commune. M'érouana et Ras El Oued subissent aussi une forte attraction de l'extérieur de la commune, en Algérie et hors d'Algérie. En effet la première voit 36 % de sa population active partir travailler ailleurs en Algérie et 18 % hors du pays. A Ras El Oued la tendance est la même puisque 43% de cette population active émigre dans le pays et 24% hors du territoire national.

La distinction entre les deux s'opère à travers l'histoire et la nature de la propriété privée agricole.

A Mèrouana on trouve surtout de petits propriétaires, alors qu'à Ras El Oued il existe des propriétaires privés à tradition citadine qui ont un poids important dans la vie de la commune et dont les terres ont servi de base à la constitution des exploitations de la révolution agraire.

Les éléments présentés nous permettent de penser que nous allons nous trouver confrontés sur le terrain à des systèmes de pouvoir impliquant des combinaisons différentes en fonction de l'histoire sociale locale.

a) Degré d'exposition aux appareils de diffusion idéologique.

Nous avons, pour cerner, ce critère, retenu trois indices: le niveau d'information (saisis par l'écoute de la Télé, de la Radio, le fait d'être militant ou syndiqué), les pratiques religieuses (saisies par la fréquentation de la mosquée), le niveau d'instruction (saisies par la fréquentation d'institutions scolaires).

La parenté entre ces différents indices reposé sur la maîtrise des lieux d'émission idéologiques par l'Etat. Ceci constitue en soi une limite à l'analyse puisque nous excluons ainsi, par manque d'information, l'étude des rapports entretenus par les paysans avec les autres centres de diffusion idéologique propres ou pas à la paysannerie.

Une autre limite de ce travail se situe au niveau du manque d'analyse du discours émis et des modalités de sa perception par les différentes catégories de paysans rencontrés lors de l'enquête.

I. Le niveau d'information :

Nous l'avons organisé graduellement (*).

- Niveau I : à peine informé
- Niveau II : moyennement informé
- Niveau III : informés.

Tableau I : Niveau d'information des enquêtes selon le secteur agricole auquel ils appartiennent.

Secteur agricole niveau d'information.	Secteur Privé		Révolution agraire		Autres Gestion		T O T A L	
	en nombre	en pourcentage	en nombre	en pourcentage	en nombre	en pourcentage	en nombre	en pourcentage
Niveau I	45	64,2%	7	20%	17	34,6%	69	44,8 %
Niveau II	17	24,2%	19	54,2%	22	44,8%	58	37,6%
Niveau III	4	5,7%	5	14,2%	8	16,3%	17	11%
Non réponses	4	5,7%	4	11,4%	2	4 %	10	6,4%
Total	70	99,8% = 100%	35	99,8%	49	99,7%	154 154	99,8%

(*) à partir de l'écoute radio/télé : niveau I = Rarement

niveau II = Fréquemment

niveau III = Tous les jours

- des rapports aux organisations de masse :

niveau I = Carte

niveau II = Assiste aux réunions

niveau III = Elu.

Proportionnellement les interviewés de 26-35 ans sont plus représentés au niveau 2 - A partir de 46 ans on les retrouve majoritairement au niveau I. On peut noter qu'il n'y a que deux enquêtés de moins de 25 ans dans notre échantillon. Cette catégorie de la population comprend peu de chef de famille or nous avons rencontré principalement, les chefs de ménage.

- Par fonction dans le secteur Public.

TABEAU 3. Niveau d'information par fonction dans le Secteur Public.

	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Non réponses	T O T A L
RA PRESIDENTS %	2	4	I	I	8
ATTRIBUTAIRES QUALIFIES %	25 %	50 %	12,5 %	12,5 %	100 %
ATTRIBUTAIRES NON QUALIFIES %			I		I
ATTRIBUTAIRES NON QUALIFIES %	15	18	6	I	40
TOTAL R.A. %	37,5 %	45 %	19 %	2,5%	100 %
S.S. PRESIDENT %	17	22	8	2	49
					49
	34,6 %	44,8 %	16,3%	4 %	99,7 %
S.S. PRESIDENT %		I			I
		100 %			100 %
CADRES %	2	5	I	2	10
	20%	50%	10 %	20%	100%
TRAVAILLEURS QUALIFIES %	2	4	2		8
	25%	50%	25%		100%
TRAVAILLEURS NON QUALIFIES %	3	9	2	2	16
	18,7%	56,2%	12,5%	12,5%	99,9
	7	19	5	4	35
T O T A L S.S. %	20%	54,2%	14,2%	11,4 %	99,8
	24	41	13	6	84
T O T A L %	28,5%	48,8%	15,4%	7,4%	99,8%

Proportionnellement les cadres, nommés ou élus, qualifiés de l'autogestion et les présidents des unités de la Révolution agraire sont plus nombreux que les travailleurs ou attributaires sans qualification à être représentés dans les cases correspondant aux niveaux 2 et 3. Les autogestionnaires semblent mieux informés que les attributaires de la Révolution Agraire.

2. Les pratiques religieuses.
Par secteurs.

TABLÉAU 4. Pratiques religieuses par secteurs.

pratiques religieuses	NON	%	OUI	%	QUELQUES FOIS	%	NON REPONSES	%	TOTAL	%
Secteurs										
SECTEUR PRIVE	20	36,3	14	30,4	I	9	35	83,3	70	45,4
R.A.	18	92,7	21	35,6	5	45,4	5	11,9	49	31,8
AUTOGESTION	17	30,9	11	23,9	5	45,4	2	4,7	35	22,7
TOTAL	55	99,9	46	99,9	11	99,8	42	99,9	154	99,9
%	35,7 %		29,8 %		7,1 %		27,2 %		99,8 %	

La pratique religieuse n'est saisie qu'à travers un indicateur insuffisant : la fréquentation déclarée de la mosquée. Fréquenter la mosquée, à l'heure actuelle, constitue une forme légitime de pratique valorisée par l'Etat. Souvent pour expliquer une non-pratique les enquêtés nous ont dit que la mosquée était loin ou qu'il n'y en avait pas

Nous ne considérons pas les réponses comme indiquant le degré d'attachement à la religion, mais seulement le degré d'exposition au discours religieux officiel. Les variations révélées par le tableau ne semblent pas très significatives excepté le fait que les non-réponses soient relativement importantes dans le secteur privé. A l'intérieur de ce secteur les producteurs des systèmes capitalistes et de subsistance sont ceux qui déclarent le moins cette pratique religieuse. On peut faire l'hypothèse, pour les premiers, que c'est l'expression d'une distance à l'égard de l'idéologie religieuse véhiculée par l'appareil religieux officiel et que, dans le cas des seconds, ceci traduit la difficulté (s'agissant en majorité de producteurs vivant dans des zones montagneuses (Babor), d'accès aux mosquées = faiblesse des voies de communications et Habitat dispersé.

Pratiques religieuses selon l'âge.

TABLEAU 5. PRATIQUES RELIGIEUSES SELON L'ÂGE.

Pratiques Age	NON	OUI	QUELQUES FOIS	NON REPONSES	TOTAL
- 25 ans %				2 100%	2 100%
26 - 35 ans %	12 57,1 %	3 14,2 %	2 9,5 %	4 19 %	21 99,8 %
36 - 45 ans %	18 45 %	12 30 %	3 7,5 %	7 17,5 %	40 100 %
46 - 55 ans %	14 31,8 %	14 31,8 %	3 6,8 %	13 29,5 %	44 99,9 %
56 - 65 ans %	9 30 %	10 33 %	2 6,6 %	9 30 %	30 99,6 %
66 ans %	2 12,5 %	6 37,5 %	I 6,2 %	7 43,7 %	16 99,9 %
NON REPONSE %		1 100 %			1 100 %
T O T A L %	55 35,7%	46 29,8%	II 7,1 %	42 27,2 %	154 99,8 %

46 ans marque une étape. En effet avant 46 ans on trouve moins de producteurs déclarant une pratique que de producteurs n'en déclarant pas.

- Par fonction dans le secteur public.

TABLEAU 6. PRATIQUES RELIGIEUSES PAR FONCTION DANS LE SECTEUR PUBLIC

Pratiques Fonctions	NON		OUI	QUELQUES FOIS	NON REPONSES	T O T A L
	en nombre	en %				
RA PRESIDENTS	2		4	1	1	8
ATTRIBUTAIRES QUALIFIES		25 %	50 %	12,5 %	12,5 %	100 %
ATTRIBUTAIRES NON QUALIFIES			1			1
			100 %			100 %
ATTRIBUTAIRES NON QUALIFIES	16		16	4	4	40
		40 %	40 %	10%	10%	100 %
TOTAL	18		21	5	5	49
		36,7%	42,8 %	10,2 %	10,2 %	99,9 %
S.S. PRESIDENT	I					I
		100 %				100 %
CADRES NON QUALIFIES	3		3	3	I	10
		30 %	30 %	30 %	10 %	100 %
TRAVAILLEURS QUALIFIES	4		2	2		18
		50 %	25 %	25 %		100 %
TRAVAILLEURS NON QUALIFIES	9		6		I	16
		56,2 %	37,5 %		6,2 %	99,9 %
T O T A L	17		II	5	2	35
		48,5 %	31,4 %	14,2 %	5,7 %	99,8
T O T A L	35		32	10	7	84
		41,6 %	38 %	11,9 %	8,3 %	99,8 %

De façon générale on trouve dans le secteur public, moins d'enquêtés déclarant ce type de pratique religieuse que dans le total global. Toutefois des variations révélées par le critère de qualification, concernent les présidents et les attributaires non qualifiés de la révolution agraire. Les derniers se répartissent, en effet, de façon égale entre les deux types d'attitude et les premiers sont les seuls à exprimer une tendance inverse de celle de l'ensemble du secteur public. Les présidents d'unité de la R.A. semblent exprimer ainsi un rapport plus étroit à l'appareil religieux d'Etat; les attributaires non qualifiés, qui sont les plus nombreux, montrent qu'il est difficile de saisir de façon claire et cohérente une attitude propre à ces enquêtés. Les autogestionnaires semblent se situer de façon légèrement plus nette dans une attitude négative à l'égard de la fréquentation de la mosquée.

3. Relations avec les appareils de formation.

Nous appellerons l'un de formation l'Ecole et les centres de formation professionnelle où sont assurés des stages réservés aux producteurs agricoles.

- Par secteurs et systèmes de production.

TABEAU 7. FORMATION SELON LES SECTEURS ET SYSTEMES DE PRODUCTEURS.

Système et secteurs	P R I V E			R.A.	S.S.	TOTAL
	Subsistance	Partielle- ment marchand	Marchand	Capita- liste		
Formation						
Non formés	19 en %	15	14	2	36	105
	18 %	14,2%	13,3 %	1,9 %	34,2%	99,6%
	4 en nombre	4	2	1	6	21
	19%	19%	9,5%	4,7%	28,5%	99,7%
Formés avec Français	I en nombre		2	3		8
	12,5 %		25%	37,5 %		100%
Formés avec technique					5	14
					35,7%	99,9%
Non réponses	2 en nombre		I		2	6
	33,3%		16,6 %			99,8%
	26 en nombre	19	19	6	49	154
T O T A L	16,8 %	12,3 %	12,3 %	3,8 %	31,8%	99,7%

43 enquêtés de notre échantillon ont reçu une formation. Les plus grands nombres, **en proportion**, étant situés dans l'autogestion et le système capitaliste (15/35 et 4/6). Nous pouvons noter l'importance de l'alphabétisation en langue arabe.

Pour les producteurs formés du système de subsistance et les attributaires de la RA il semble, selon les questionnaires, qu'il s'agisse surtout d'une passage par l'école coranique.

Quel est l'intérêt d'une telle approche ? Les trois appareils idéologiques dégagés sont maîtrisés par l'Etat; l'Ecole et les masses-média pourraient, théoriquement, plus particulièrement, favoriser des modifications dans l'activité agricole basées sur l'intensification(nous parlons en particuliers des systèmes de production du secteur privé ou la notion de choix est plus réelle). Cette hypothèse n'est pas vérifiée dans le cas du système capitaliste. Alors que le système marchand intensifie sans avoir de rapports particuliers avec l'Ecole et les moyens d'information étatiques.

Ces cas laissent supposer d'une part que les mieux informés forment des projets hors de l'activité agricole mais pas nécessairement hors de la sphère d'Etat. D'autre part qu'il existe d'autres canaux importants et efficaces d'information non présentés (CAPCS, discours de responsables, paysans) qui permettent aux paysans d'identifier leurs intérêts au projet agricole de l'Etat.

- 4. Mise en relation des trois critères.

TABLEAU 8. POSITION DES PRODUCTEURS A L'EGARD DE L'ECOLE, LA FORMATION, L'INFORMATION.

Informa- tion réponse	NIVEAU I			NIVEAU II			NIVEAU III			NON répon- ses	TOTAL			
	NON	OUI		NON	OUI		NON	OUI						
Non formés	en %	20,9	11,4	1,9	16,1	8,5	13,3	3,8	6,6	4,7	0,9	2,8	5,7	99,4
	en nbre	22	12	2	17	9	14	4	7	3	5	I	6	105
Formés avec arabe	en %	14,2	19	.	4,7	24,2	23,8	5,7	9,5			4,7	4,7	99,5
	en nbre	3	4		I	3	5	I	2			I	I	21
Formés avec français	en %	12,5	12,5		25	37,5			12,5					100
	en nbre	I	I		2	3			I					18
Formés avec techni- que	en %				14,2	21,4	21,4	14,2		7,1	14,2		7,1	99,6
	en nbre				2	3	3	2		I	2		I	14
Non réponse	en %	16,6			33,3			16,6		16,6			16,6	99,7
	en nbre	I			2			I		I			I	6
TOTAL	en %	17,5	11	1,2	15,5	11,6	14,2	5,1	6,4	3,2	4,5	0,6	2,5	99,1
	en nbre	27	17	2	24	18	22	8	10	5	7	I	4	154

Le seul élément notable est que ceux qui ont reçu une formation technique se situent majoritairement parmi ceux qui ont le meilleur niveau d'information (12/14 sont de niveaux II et III).

Un tiers des producteurs est analphabète, et non informé. De façon plus précise et par systèmes de production les producteurs du système capitalistes, les attributaires et les autogestionnaires qualifiés ont surtout eu des relations avec les circuits d'Etat d'information (mass-média) et les appareils de formation (Ecole et Stage).

Les attributaires non qualifiés, les présidents des unités de la révolution agraire et les autogestionnaires non qualifiés ont surtout des relations avec l'appareil religieux et l'Ecole coranique.

Les producteurs du système de subsistance semblent n'avoir en accès qu'à l'école coranique sans impact sur la fréquentation de la mosquée; non pas de façon générale car, nous l'avons dit, l'information que nous possédons repose sur la fréquentation des mosquées. Notre point de vue est donc celui des rapports entretenus avec l'appareil religieux officiel. Les enquêtés des systèmes marchand et partiellement marchand semblent n'avoir, en majorité, pas eu de rapports particuliers avec les trois appareils. Nous pensons, à l'étape actuelle, que l'information dont nous disposons ne nous permet pas d'aller plus loin dans la définition des conditions d'existence des producteurs enquêtés. Nous tenterons, à présent, de voir si des rapports peuvent apparaître entre les tendances dégagées dans ce chapitre (contraintes socio-économique, milieu idéologique) et les attitudes exprimées par les producteurs.

II. Les attitudes des producteurs.

A. Attitudes des parents relatives au devenir des enfants.

- a- Pour les fils
 - I. L'Ecole
 - 2. Devenir professionnel
- b- Pour les filles
 - I. L'Ecole
 - 2. Devenir professionnel.

B. Le rapport des producteurs à l'Etat.

- b1. Attitude à l'égard de l'Etat selon les conditions objectives :
 Par secteurs et systèmes de production.
- b2. Variations selon les fonctions dans les unités du secteur public.
- b3. Variations selon les résultats des unités du secteur public.
- b4. Variations selon l'âge dans le secteur public.
- b5. Variations dans les attitudes, selon la formation, dans le secteur public.

C. Rapport au monde rural.

D. Attitudes à l'égard des autres secteurs d'activité.

Les attitudes des producteurs n'ont pas été étudiées sur la base d'un questionnaire organisé spécialement à cet effet mais à partir d'un questionnaire prévu pour une enquête à objectifs multiples. Enquête qui a permis l'élaboration de l'ensemble de l'étude présentée dans ce travail.

L'analyse de notre point n'a donc pu se mener qu'à partir d'éléments recueillis ponctuellement, que nous avons, ici, tenté de synthétiser à travers des systèmes d'attitudes.

Ce premier passage sur le terrain a donc d'avantage permis de réaliser certains "coups de sonde" dans ce champ d'investigation qu'une réelle analyse; coups de sonde qui permettent une première appréhension du discours des producteurs agricoles sur les thèmes centraux, selon nous, et que nous avons organisé ainsi :

- A. Attitude des parents relatives au devenir des enfants = l'Ecole et le travail futur:
 - Les garçons.
 - Les filles.
- B. Attitude des producteurs à l'égard de la politique agricole de l'Etat.
- C. Le rapport au monde rural en tant qu'espace où se déroule une activité spécifique = l'activité agricole et qui impose un certain genre de vie.
- D. Le rapport aux autres secteurs d'activité comme vision exprimée de la place de l'activité agricole dans l'économie nationale.

Ces quatre lieux d'investigation devraient nous permettre de définir des types de discours de producteurs renvoyant aux conditions sociales dans lesquelles s'exercent des mécanismes de reproduction que nous tenterons de définir dans notre troisième partie qui porte sur les comportements.

A. Attitudes des parents relatives au devenir des enfants.

Nous pensons que le désir de conserver les enfants, mâles, sur l'unité de production peut traduire une volonté de maintien d'une économie paysanne.

En ce sens l'évolution souhaitée pour les descendants peut correspondre à une stratégie du noyau familial qui traduirait à la fois une appréhension de soi, en tant que catégorie de la paysannerie, et une tentative d'insertion dans l'économie globale qui constituerait une définition partielle de l'organisation de la société.

a) Pour les fils.

I. Ecole. TABLEAU 9. ATTITUDE A L'EGARD DE LA SCOLARISATION DES GARÇONS.

Secteurs Ecole	Secteur Privé	%	R.A.	%	S.S.	%	T O T A L	%
ECOLE MAXIMUM	36	51,4	28	57,1	22	62,8	86	55,8
ECOLE	9	12,8	5	10,2	7	20	21	13,6
ECOLE LIMITEE	I	1,4	I	2			2	1,2
ECOLE IMPOSSIBLE	4	5,7	I	2	I	2,8	6	3,8
NON REPONSES	20	28,5	14	28,5	5	14,2	39	25,3
T O T A L	70	99,8	49	99,8	35	99,8	154 154	99,7

2. Devenir professionnel des garçons = les aspirations exprimées.

TABLEAU 10. DEVENIR SOUHAITE DES GARCONS PAR SECTEUR

Secteur	S. Privé	%	R.A.	%	S.S.	%	TOTAL	%
Devenir								
Quitter	36	51,4	28	57,1	27	77,1	91	59,
1 ^{re} Agriculture								
Agriculture	3	4,2	1	2	1	2,8	5	3,2
Sans pers- pectives ex- primées (non réponses)	31	44,2	20	40,8	7	20	58	37,6
T O T A L	70	99,8	49	99,9	35	99,9	154	99,8

b) Les filles
I. L'école. TABLEAU II. APPÉTITUDE A L'EGARD DE LA SCOLARISATION DES FILLES PAR SECTEUR.

Secteurs	Privé	%	R.A.	%	S.S.	%	TOTAL	%
Ecole								
Ecole Maximum	16	22,8	14	28,5	12	34,2	42	27,2
Ecole	9	12,8	11	23,4	7	20	27	17,5
Ecole Limitée	4	5,7	7	4,2	3	8,5	14	9
Ecole Impossible	14	20	6	12,2	8	22,8	28	18,1
Non réponse	27	38,5	11	22,4	5	14,2	43	27,9
T O T A L	70	99,8	49	99,7	35	99,7	154	99,7

2. Eventualité d'un devenir professionnel pour les filles = les aspirations exprimées.

TABLEAU 12 : ASPIRATION CONCERNANT LE DEVENIR DES FILLES PAR SECTEURS

Secteur	PRIVE	%	R.A.	%	S.S.	%	TOTAL	%
Aspirations								
Pour travail- ler	12	17,1	21	42,8	11	31,4	44	28,5
Sans perspec- tives de travail	24	34,2	12	24,4	15	42,8	51	33,1
Non Réponses	34	48,5	16	32,6	9	25,7	59	38,3
T O T A L	70	99,8	49	99,8	35	99,9	154 154	99,9

Ces tableaux ont été composés à partir de réponses à des questions ouvertes sur les aspirations, en matière d'école et de devenir professionnel, que nous avons classées, selon les rubriques précédentes. Ce qui nous permet de voir que seuls cinq enquêtés souhaitent que leurs fils fassent la même chose qu'eux. Ce qui peut signifier soit un profond malaise dans leur situation actuelle, soit le désir de se valoriser en parlant à des gens instruits, soit aussi les deux. Donc un discours de conformité à l'intérieur de rapports de force dans lesquels, nous enquêteurs, nous serions dans une position de domination. Dès lors le rapport entre les deux attitudes possibles peut être rendu plus clair et apparaître comme organisé par le discours dominant qui contribue et/ou est perçu par les enquêtés comme contribuant) à dévaloriser le paysan "ignare gauche - vivant dans des conditions insalubres et à valoriser le fonctionnaire "instruit propre ayant un salaire fixe

Dans le Secteur Privé : Dans le système capitaliste, l'ensemble des chefs de famille aspirent à faire quitter l'agriculture à leurs fils par l'école; la famille utiliserait sa base matérielle en vue de dégager et de placer dans les meilleurs conditions, la force de travail familiale. Meilleurs conditions que nous tenterons de définir ultérieurement en tentant d'analyser les rapports entretenus par les paysans des différents, systèmes avec les autres secteurs d'activité et les autres catégories de la paysannerie.

- Le système dit de subsistance est celui qui comprend le plus de chefs de ménages n'exprimant aucune perspective claire quand au devenir de leurs fils. Serait-ce justement parcequ'ils n'ont pas les moyens d'envisager et d'organiser un avenir à leurs enfants. Ils n'ont pas les moyens de les garder sur leurs terres et, de plus, cette force de travail jeune et non qualifiée est mise en valeur tôt afin de permettre l'entretien de la famille.

- Les quelques producteurs qui souhaitent voir leur fils rester dans l'agriculture appartiennent au système marchand. On peut penser qu'ils ont les conditions, pour le faire et que ce voeu traduit un certain optimisme quant à l'avenir de leur système.

- Les chefs de ménage du système partiellement marchand souhaitent voir leurs fils quitter l'agriculture au moyen de la scolarité.

DANS LA R.A. ET L'AUTOGESTION : Dans les unités de la Révolution Agraire, les attributaires qualifiés souhaitent tous que leurs enfants (filles et garçons) aillent en classe et puissent travailler; les perspectives sont plus claires pour les garçons et se situent hors de l'agriculture.

C'est parmi les attributaires sans qualification que l'on trouve les personnes les plus attachées au maintien des filles dans des tâches dite "féminines", justifiant ainsi le refus de les envoyer à l'école. C'est d'ailleurs la même position que l'on trouve chez les travailleurs agricoles du secteur autogéré.

Ceci rejoint l'explication donnée par Tayeb KENNOUCHE concernant l'impact du statut du chef de famille sur la réténance à scolariser les filles, à savoir que l'incapacité à investir dans la modernité entraîne un repli dans un traditionalisme plus accentué.

En ce qui concerne les garçons tous les enquêtés, moins un souhaitent qu'ils travaillent hors de l'agriculture mais seuls ceux qui ont une qualification parlent de l'industrie. Les autres parlent de la ville, ce qui est aussi l'expression possible d'un rejet de leur situation actuelle. La grande majorité intègre dans la même logique le souhait exprimé de scolarisation pour leurs fils; toutefois le nombre de non réponses à cette question est relativement important ce qui peut être déterminé par la difficulté objective d'envoyer les enfants à l'école (distance, fournitures scolaires...). Le rejet de leur condition par la majorité des enquêtés nous pousse à nous interroger et à tenter de saisir ce qui est remis en cause dans cette situation.

A Sig un enquêté a déclaré qu'il voulait que son fils "soit respecté", à Babor un autre a dit qu'il souhaitait que son fils vive plus facilement, pas comme moi". Les aspirations de réussite associées au respect et à de meilleurs gains ont été citées fréquemment. En fait ce qui semble le plus souvent remis en cause c'est le manque d'argent et le statut social inférieur.

Dans ce contexte nous souhaiterions savoir, à présent, dans quelle mesure les producteurs reconnaissent dans la politique de l'état un espoir d'améliorer leur condition.

2.- C'est ce que montre T. KENNOUCHE A.201 tableau 40, p.178 tableaux 31 et 32 : Scolarisation et avancées sur revenus. 7
Sociologie : Les "Attributaires et l'Ecole " soutenu à Alger.

Nous avons choisi de privilégier l'analyse du rapport à l'Etat car cette instance politique est constamment présente dans le discours des producteurs. Nous voudrions saisir la nature de ce rapport à travers les modifications apportées par la politique de l'Etat dans les relations avec, l'environnement (CAPCS), l'existence de différents secteurs, le contrôle exercé sur ces secteurs et sur le marché.

A partir de ces indicateurs et, en liaison avec la situation objective dans laquelle ils se trouvent par rapport à l'organisation étatique de l'agriculture (que nous avons saisie par le secteur auquel appartiennent les enquêtés), nous avons construit quatre types d'attitudes.

Type 1.

- Les enquêtés veulent travailler seul (rejet des formes coopératives).
- Ils choisissent le secteur privé.
- Ils refusent tout contrôle d'Etat. (rejet du contrôle de l'Etat)
- Ils légitiment les bénéfices du secteur commercial, ou du secteur privé agricole, par le travail. Ou alors ils pensent que personne ne réalise de bénéfices. Ou encore que les gains des travailleurs du secteur public proviennent des fraudes.

Cette attitude, qui passe par un rejet constant de l'inter-vention de l'Etat comme on peut le voir, devrait être celle des producteurs du système capitaliste et, peut-être, d'une partie des producteurs du secteur marchand (c'est-à-dire les mieux pourvus en moyens de production).

Type 2.

- Dans ce type les enquêtés sont favorables à la coopération et souhaitent travailler en liaison avec la CAPCS.
- Ils choisissent le secteur public agricole ou non agricole.
- Ils réclament un contrôle de l'Etat sur toutes les activités.
- Ils pensent que les commerçants ou les producteurs du secteur privé font des profits illicites.

- Selon eux, le secteur public agricole peut être bénéficiaire et s'il ne l'est pas cela est dû à des causes naturelles.
- Hypothèse = les interviewés de ce type, qui valorisent le secteur public et réclament une plus grande intervention de l'Etat, devraient être les privilégiés du secteur public, qui soit auraient bénéficié de privilèges individuels (poste ou formation) soit collectifs (les bénéfices).

Type 3.

- Les producteurs souhaitent travailler en liaison avec la CAPCS.
- Ils sont favorables au travail dans l'autogestion ou dans les unités de la RA pour l'autonomie dont ils pensent qu'elles jouissent.
- Ils réclament un contrôle de l'Etat sur le secteur privé et le commerce
- Selon eux, les conditions d'une vie décente ne sont réunies que pour les commerçants et les propriétaires du secteur privé, par les bénéfices qu'ils réalisent, ou pour les salariés de l'industrie et des administrations qui jouissent de salaires élevés.

Nous formulons l'hypothèse que ce type d'attitude correspond à une dévalorisation de l'intervention directe de l'Etat dans l'Agriculture par des producteurs qui sont dans le secteur public, travailleurs agricoles et attributaires non qualifiés et qui définissent cette intervention, du point de vue de l'organisation sociale des campagnes, comme les plaçant dans des situations inférieurs à celles que connaissent les propriétaires privés ou les travailleurs des villes.

Type 4.

- Les enquêtés souhaitent travailler avec la CAPCS.
- Ils formulent le choix de travailler dans le secteur privé ou hors de l'agriculture ils peuvent aussi exprimer le choix formel de travailler dans l'autogestion (en valorisant les salaires) ou dans les unités de la R.A. (en valorisant l'autonomie).
- Ils demandent un contrôle de l'Etat sur tout sauf **sur le secteur privé**.
- Ils déclarent qu'il est possible de réaliser des bénéfices dans l'activité agricole lorsqu'on possède des moyens de production suffisants.

- De façon générale ils expliquent les résultats des unités par le niveau des moyens de production.

Deux systèmes d'attitudes peuvent correspondre à ce type = soit une valorisation de l'intervention de l'Etat qui correspondrait à une tentative d'utiliser les moyens de production offerts par le circuit statique, attitude qui correspondrait à celle exprimé par des producteurs des systèmes marchand et partiellement marchand.

- Soit à une valorisation de l'intervention de l'Etat, en particulier hors de l'agriculture, les conditions de travail dans l'agriculture n'étant pas suffisantes pour servir de base à une stratégie de promotion à l'intérieur de ce secteur. Nous pensons que le discours qui l'exprimerait le mieux sera celui des propriétaires des unités du systèmes de subsistance.

Le Tableau des hypothèses que nous formulons ici serait le suivant.

Situations objectives	DANS LE SECTEUR D'ETAT		TOTAL
	Type 2.	Type 4.	
Attitudes à l'égard de l'Etat.			
Valorise l'intervention de l'Etat	<u>Hypothèse</u> : Privilégiés du système d'Etat individuels (postes-form. collectifs(bénéficiaires))	<u>Hypothèse</u> : producteurs des systèmes de subsistance marchands, partiellement marchands	
Valorise l'intervention de l'Etat	Type 3. <u>Hypothèse</u> : producteurs non qualifiés et sans responsabilité du secteur d'Etat.	Type 1. <u>Hypothèse</u> : producteurs du système capitaliste et une partie du système marchand.	
Attitudes contradictoires			
on réponses			
T O T A L			

Situation Attitude égard. Etat	Secteur Privé	%	Secteur Privé	%	T O T A L	%
Valorise l'inter. Etat	27	32,1	38	54,2	65	42,2
Dévalorise l'intervent. de l'Etat	26	30,9	16	22,8	42	27,2
Attitudes contradictaires	25	29,7	12	17,1	37	24,
Non réponses	6	7,1	4	5,7	10	6,4
T O T A L	84	99,8	70	99,8	154	99,8

TABEAU 14 : VARIATIONS DANS LES ATTITUDES A L'EGARD DE L'ETAT SELON LES SYSTEMES ET SECTEURS.

Situation object.	RA	%	SS	%	SECTEUR PRIVE							T.	%
Attitudes égard.Etat					I	%	II	%	III	%	IV	%	
Valorise interv.Etat	14	28,5	13	37,1	19	67,8	8	42,1	10	58,8	1	16,6	65 42,2
Dévalorise interv. Etat	16	32,6	10	28,5	I	3,5	5	26,3	5	29,4	5	83,3	42 27,2
Attitudes contradict.	16	34,6	9	25,7	7	25	4	21	I	5,8			37 24
Non réponses	3	6,1	3	8,5	I	3,5	2	10,5	I	5,8			10 6,4
TOTAL	49	99,8	35	99,8	28	99,8	19	99,8	17	99,8	6	99,9	154 154 99,8

La première lecture du tableau montre qu'il y a davantage de producteurs agricoles valorisant l'intervention de l'Etat que de producteurs la dévalorisant (64 contre 41).

En proportion ce sont les propriétaires privés, plus de la moitié, qui la valorisent le plus.

Il s'agit de ceux qui voient en l'Etat d'abord un pourvoyeur d'emploi, cas du système I, ou un fournisseur de moyens de travail (location de matériel et approvisionnement) cas des systèmes II et III.

Ceci est valable si on avance l'hypothèse que ceux qui expriment des attitudes contradictoires expriment leur confiance en l'intervention de l'Etat malgré les difficultés qu'ils rencontrent actuellement.

Toutefois si on fait plutôt l'hypothèse que les attitudes contradictoires correspondent massivement au recours aux louanges habituelles à l'égard de l'Etat (les discours de référence étant ceux des représentants de l'Etat, de la presse et de la Radio) et en même temps à la tentative de dire combien la vie que connaissent ces producteurs est difficile dans les conditions actuelles.

De même, les non-réponses pourraient correspondre à une autocensure, face à des agents qu'on sait venir d'un organisme public (ce qui doit être au moins le cas de deux producteurs du système capitaliste que nous avons personnellement interrogés.

Ceci étant la proportion apparaîtrait comme inverse de ce que nous disions au début et l'Etat serait alors peu valorisé (96 contre 64) par l'ensemble des producteurs. Dans cette seconde hypothèse ceux qui le valoriseraient davantage resteraient les propriétaires privés.

Les systèmes du Secteur Privé.

- Le système de subsistance : Les producteurs de ce système veulent quitter l'agriculture avec l'aide de l'Etat. Ils se trouvent en majorité dans le type 4, un seul de ces enquêtés est du type 1 et donc dévalorise l'intervention de l'Etat.

Il s'agit, en fait, d'un attributaire individuel classé comme propriétaire du système I, de plus il pratique un élevage qui lui permet d'améliorer ses revenus.

Réussissant à vivre de son activité agricole, il souhaiterait bénéficier d'une autonomie plus large vis à vis des circuits d'Etat afin, en particulier, de commercialiser sa production sur le marché privé. En fait ceci pourrait correspondre à la revendication d'une donation des terres par l'Etat plutôt qu'une attribution entraînant des obligations à l'égard du secteur mis en place par cet état.

On trouve par ailleurs sept propriétaires du système de subsistance exprimant des attitudes que nous avons qualifiées de contradictoires à l'égard de l'Etat.

L'expression de ces contradictions se situe au niveau de l'exercice d'un contrôle par l'Etat (ce qui est le lieu où s'expriment les attitudes contradictoires des exploitants de tous les autres systèmes) et dans deux cas au niveau du recours aux services de la CAPCS:

L'ensemble des enquêtes de cette catégorie est de type "impur", c'est à dire qu'ils ne correspondent pas totalement aux critères de classement de ce système = trois sont à ranger en système II, l'un en système III, l'un bénéficie d'un élevage et le dernier est un ancien combattant titulaire, à ce titre, d'une pension.

C'est à dire qu'ils possèdent, en réalité, une base matérielle plus large que celle des autres producteurs de ce système.

Les Capitalistes : comme prévu ils se situent tous, sauf un dans la catégorie 1. Ils ^{ne} veulent avoir aucune relation avec l'Etat et justifient cette position par le recours aux notions de travail et d'autonomie qu'ils lient étroitement aux bénéfices réalisés.

Les producteurs du système partiellement marchand.

Près de la moitié des enquêtes de ce système (8/19) est le type 4. Ils désirent entretenir des relations avec l'Etat à la fois pour ce qui est des approvisionnements et des moyens de production, ce qui est l'expression d'une dépendance à l'égard des circuits d'Etat.

Ils restent, toutefois, réservés pour ce qui est du contrôle de cet Etat sur le secteur auquel ils appartiennent en ayant recours au critère de compétence.

Le reste des producteurs exprime, dans une même proportion, des attitudes de type 1 et des attitudes contradictoires à l'égard de l'Etat.

Parmi les cinq propriétaires à ranger dans le type 1, on trouve un exploitant qui correspond plutôt à la définition du "Capitaliste" (tracteurs - élevage - amandiers) et qui n'a pas autant besoin de l'aide de l'Etat que les autres. Les trois autres sont situés dans la commune de Babo et, correspondent, dans cette commune, à la catégorie de paysans les plus aisés (exception faites de trois autres rattachés au système marchand par l'exploitation d'un élevage avicole.).

Réussissant à vivre de l'activité agricole dans une commune désignée et dans laquelle la seule possibilité, d'emploi stable est offerte par les deux GMV, on peut supposer qu'ils renforcent leur statut social par la dévalorisation de l'intervention de l'Etat.

Trois des quatre enquêtes ayant exprimé des attitudes contradictoires bénéficiaient d'un petit élevage et ils expriment ces attitudes à partir du principe du contrôle d'Etat : Soit le voulant total alors qu'ils déclarent ne pas pouvoir faire de bénéfices sans autonomie soit le refusant pour toutes les activités. Le quatrième est un ancien moudjahid qui assure avoir été battu plusieurs fois par la police parcequ'il dénonçait la corruption. Il demande un contrôle plus grand de l'Etat alors qu'il dévalorise toutes les interventions de ce même Etat. Un Etat justicier, mais abstrait dans la situation actuelle.

Les producteurs du secteur Marchand plus de la moitié des interviewés valorise l'intervention de l'Etat et désire bénéficier de son aide au niveau des approvisionnements, ceci sans contrôle sur leur activité, en particulier la commercialisation. Les producteurs de ce système expriment une dépendance moins grande à l'égard de l'Etat pour ce qui est des moyens de travail que ceux du système précédent. Ils déclarent que le secteur d'Etat offre l'avantage de salaires fixes.

Le reste des enquêtes exprime des attitudes dévalorisant l'intervention de l'Etat. Il s'agit essentiellement de propriétaires privés à rattacher au système de subsistance, donc de marchands qui n'arrivent pas à fonctionner dans la logique de leur système du fait, principalement, de la qualité des sols. L'un des enquêtés est un attributaire individuel qui réalise des bénéfices depuis son installation grâce à la culture de l'artichaut et, n'ayant pas besoin d'une aide en matériel, possédant des revenus suffisant pour s'approvisionner dans le secteur privé, souhaiterait commercialiser librement afin d'accroître ses bénéfices et investir dans l'élevage. Il aspire à devenir, en égard aux conditions actuelles du marché, propriétaire de sa terre plutôt qu'attributaire dans le secteur public.

b3 - Variations selon les résultats des unités du secteur public.

Tableau 16 : ATTITUDES, SELON LES RESULTAT DES UNITES, A L'EGARD DE L'ET.

Résultats des unités	Producteurs d'unités déficientes	Producteurs d'unités bénéficiaires	Producteurs de GMV	%	Non réponses	%	TOTAL	%
Attitudes								
Valoriser l'intervention de l'Etat	11	24,4	11	45,8	4	40	27	32
Dévaloriser l'intervention de l'Etat	17	37,7	6	25	2	20	26	30
Attitudes contradictoires	12	26,6	7	29,1	4	40	25	29
Non réponses	5	11,1					6	7
TOTAL	45	99,8	24	99,9	10	100	84	99

b4 - Variations dans les attitudes selon l'âge.

Tableau 17 - Attitudes, selon l'âge, à l'égard de l'Etat

Attitudes à l'égard de l'Etat	25 ans	%	26-35 ans	%	36-45 ans	%	46-55 ans	%	56-65 ans	%	Plus de 66ans	T.	%
Valoriser l'intervention de l'Etat			8	61,5	10	37	6	24	3	25		27	32,
Dévaloriser l'intervention de l'Etat			2	15,3	10	37	9	36	4	33,3	1	26	30
Attitudes contradictoires	1	100			5	18,5	9	36	3	25	4	24	28
Non réponses					2	7,4	1	4	2	16,6	1	6	7,
TOTAL	1	100	13	99,8	27	99,9	25	100	12	99,9	6	84	98,

b 5 - Variations dans les attitudes selon le niveau de formation.

Tableau 18 : ATTITUDES, SELON NIVEAU DE FORMATION, A L'EGARD DE L'ETAT.

Formation attitudes à l'égard de l'Etat.	Non formés	%	Formés avec Arabe	%	Formés avec Français	%	Formés avec techni- ques	%	Non réponse	%	T.	%
Valorisation l'interven- tion de l' Etat	16	28,5	5	50	1	50	5	35,7			27	33,1
Dévalorise l'interven- tion de l'Etat	21	37,5	1	10			3	21,4	1	50	26	30,9
Attitudes contradi- ctaires	14	25,	4	40	1	50	5	35,7	1	50	25	29,7
Non réponse	5	8,9					1	7,1			6	7,1
T O T A L	56	99,9	10	100	2	50	14	99,9	2	100	84 84	99,8

L'analyse de l'information concernant ces points nous révèle

que :

1° Dans les unités de la Révolution Agraire le fait d'être président n'entraîne aucune variation particulière dans l'attitude à l'égard de l'Etat (ce qui peut signifie soit que les présidents sont représentatifs de leur base, soit qu'il n'y a pas encore de phénomène de structuration des collectifs du point de vue qui nous concerne.

2° Dans l'autogestion, les producteurs qualifiés expriment une tendance inverse, dans leur attitudes, à celle du reste du groupe auquel ils appartiennent : ils ont tendance à dévaloriser d'avantage l'intervention de l'Etat qu'à la valoriser.

3° Dans le Secteur Public les producteurs des unités bénéficiaires valorisent davantage l'intervention de l'Etat qu'ils ne la dévalorisent ce qui est un comportement logique puisqu'ils obtiennent des bénéfices qui leurs permettent de croire en la politique agricole de l'Etat.

4° Le critère de l'âge nous révèle le fait que les plus jeunes (-de 35 ans) valorisent davantage l'intervention de l'Etat que les autres. De même que les réponses correspondant aux attitudes contradictoires ont tendance à croître avec l'âge, ce qui peut être l'indice d'une intériorisation moins bonne de la politique d'Etat, qu'on peut rapprocher du fait d'avoir eu auparavant une expérience professionnelle dans d'autres formes d'organisation du travail agricole.

5° Les producteurs ayant reçu ^{une} information ont tendance à valoriser davantage l'action de l'Etat dans l'agriculture que les producteurs analphabètes; ceci peut envoyer à la capacité des circuits de formation à servir de relais entre les conditions objectives de travail et l'expression de ces conditions d'un point de vue l'intériorisation de la politique agricole de l'Etat.

5° La rubrique "attitudes contradictoires" réunit massivement les producteurs valorisant l'Etat :

" C'est la justice, l'Egalité " ou le président" c'est notre père, il doit tout nous expliquer"; mais très amers à l'égard de leur situation propre:

" Il y a un fossé entre les instruits et nous"

" Seuls les privés ou ceux qui ont du piston arrivent à vivre".

" L'Etat est propre mais ici il y a trop de voleurs". Ceci est aussi l'expression de la complexité des situations réelles et donc de la difficulté d'intégrer le discours sur l'Etat aux modifications.

Dans le Secteur Révolution Agraire, nous avons trouvé trois producteurs ayant absolument un discours de type "Privatiste" ce qui nous a fait les rapprocher des types 1 et 4 : L'un d'entre eux, exprime des positions allant dans le sens d'une valorisation de l'Etat et les deux autres dans celui d'une dévalorisation à partir d'un discours proche des privés partiellement marchands dans le premier cas, des producteurs capitalistes dans le second cas.

Dans le premier cas il s'agit d'un attributaire de Tamzoura dont l'unité fonctionne relativement mal et produit essentiellement des céréales massivement autoconsommées (60% dans le cas du blé dur). Ce coopérateur nous a d'ailleurs déclaré consacrer six mois de l'année au travail saisonnier chez des propriétaires privés de la commune. Il est donc assez logique qu'il rejoigne, au niveau du discours, les petits paysans dont il est proche au plan du niveau de vie et du type d'unité exploitée.

Les deux autres cas, posent de même des problèmes fondamentaux concernant le type de spéculation pratiqué. Fondamentaux dans la mesure où il montre les luttes qui se mènent autour de ce critère.

Il s'agit ici des "Fourrages" qui renvoient à la maîtrise des circuits d'alimentation du bétail.

Les 2 unités dont les producteurs enquêtés dévalorisent l'intervention de l'Etat obtiennent des résultats différents : celle d'El-Attaf possédant un fonctionnement plus efficace que celui de Thénia.

Toutefois les deux sont soumises à un double système de contrainte : au niveau national dans la mesure où elles produisent des fourrages qui sont l'enjeu d'une lutte entre le secteur public et le secteur privé.

Au niveau communal car, dans les deux cas, on est en présence d'un secteur public organisé (Domcine autogéré pratiquant l'évase bovin) et d'un secteur privé fortement demandeur.

Ou comprend aisement considérant les conditions de prix offertes par les deux secteurs, qu'il y ait un rejet ^{par} des producteurs des contraintes auxquelles ils sont soumis dans le secteur d'Etat, qui passe par une dévalorisation des interventions de ce dernier. De plus, l'unité d'El Attaf atteint en ce qui concerne cette spéculation un seuil de valorisation brut de 2593 DA/ha ce qui les place, au dessus des résultats obtenus dans certains cas de maraichers.

En fait ces deux exemples posent ainsi le problème de l'intégration du secteur R.A. dans le secteur public et montrent le rôle important, si ce n'est décisif, du marché dans le fonctionnement du secteur public.

Nous avons pu voir dans le chapitre précédent qu'il y avait réellement des rapports à l'Etat différents selon les situations concrètes dans lesquelles étaient placés les producteurs et donc que ces rapports obéissaient à des logiques distinctes selon les groupes dégagés (surtout pour le secteur privé).

Il nous faut à présent saisir si leurs rapports à leurs situations concrètes, précisément, s'expriment aussi à travers des systèmes d'attitudes.

C'est ce que nous appellerons leurs rapports au monde rural et que nous définirons à deux niveaux :

- En tant que lieu dans l'espace défini dans un rapport conflictuel : la campagne saisie à partir du rapport ville - campagne.
- En tant qu'activité définie par/et dans le champ de l'économie globale.

L'agriculture et la place que leur discours lui alloue par rapport aux autres secteurs d'activité.

C - RAPPORT AU MONDE RURAL.

Tableau 19 : CHOIX DE LIEU DE RESIDENCE PAR SECTEURS ET SYSTEMES DE PRODUCTION.

Systèmes secteurs ruraux	S E C T E U R P R I V E					Auto- gestion	R. A.	TOTAL
	Système de sub- sistance	Partiel- lement marchand	Marchand	Capita- liste	TOTAL			
VILLE	14	9	8	3	34	14	20	68
Pourcentage	51,8	50		50	48,5	40	40,8	44,1
CAMPAGNE	10	8	6	2	26	15	22	63
Pourcentage	37	44,4		33,3	37,1	42,8	44,8	40,9
NON REPONSES	3	1	5	1	10	6	7	23
Pourcentage	15,5	5,5		16,6	14,2	17,1	14,2	14,9
TOTAL	27	18	19	6	70	35	49	154
Pourcentage	99,9		99,9	99,9	99,8	99,9	99,9	99,9

On note que les producteurs se répartissent de façon pratiquement égale entre les deux choix principaux.

Le tableau suivant tente de montrer les corrélations existantes, si corrélations il y a entre le choix formulé d'investir dans l'agriculture, ou celui d'améliorer les conditions d'existence de la famille (construire une maison, acheter des meubles, une voiture, des bijoux) et le désir de vivre à la ville ou à la campagne.

Tableau 20 : CHOIX D'INVESTISSEMENT ET CHOIX DE VIVRE EN VILLE OU A LA CAMPAGNE SELON LE SECTEUR.

Choix d'investissement Choix de lieu	Améliorer des conditions d'existence			Investir dans l'agriculture			Non réponse		
	Secteur privé	Auto-gestion	R.A. Total	Sect. Privé-gestion	Auto-gestion	Total R.A.	sect. Privé-gestion	R.A. T.	T.
VILLE	24	14	15	5		3	5	2	68
%	60	42,4	38,4	33,7		50	31,2	50	33,4
Campagne	13	15	19	7		1	6	2	63
%	32,5	45,4	48,7	50		16,6	37,5	50	40,2
Non réponses	3	4	5	2	1	2	5	1	23
%	7,5	12,1	12,8	14,2	100	33,3	31,2	28,5	4,9
Total	40	33	39	14	1	6	16	4	154
%	100	99,9	99,8	99,9	100	99,9	99,9	100	99,9

La grande majorité de producteurs souhaite d'abord voir s'améliorer les conditions d'existence de leur famille. Très peu d'entre eux (21/154) sont prêts à investir dans l'agriculture et ils s'agit surtout d'achat de bétail.

Les producteurs prêts à le faire appartiennent aux systèmes marchand, partiellement marchand, trois enquêtés du système de subsistance et six tributaires.

On peut noter qu'un seul autogestionnaire exprime le souhait d'investir dans l'agriculture, et qu'aucun propriétaire d'unité du système capitaliste ne le dit.

53 enquêtés sur 112 pensent que le meilleur moyen d'améliorer ces conditions d'existence réside dans le fait de vivre en ville alors que 47 sur ces 112 déclarent que cela est réalisable à la campagne.

Nous allons tenter de voir si le village socialiste peut constituer, comme, le prétend le discours politique une réponse au désir exprimé de vivre en ville. En effet le projet, même, de réalisation des villages s'intègre dans la volonté de remise en cause des différences dans les conditions de vie à la ville et à la campagne. Ce projet visant, explicitement à réduire l'écart existant dans le rapport à ce qui est défini généralement comme la vie moderne (confort savoir-progrès) et qui est identifié à la ville dans le discours des producteurs, un producteur de Babo 58 ans: " Il vaut mieux vivre en ville, tout est plus facile, il y a des bus". Un autre de 66 ans: " Ici personne ne vit bien, c'est la misère. En ville : il y a l'école, la propreté et on trouve tout à portée de la main".

Un troisième de 49 ans: "La ville est mieux, ils ont l'électricité, la route, des voitures, la propreté. Un quart de pain en ville c'est mieux que de la galette ici". Nous pourrions multiplier les déclarations à volonté. Nous choisissons d'étudier la place occupée par le village socialiste dans la définition de leurs conditions de vie par les producteurs afin d'analyser l'impact du projet et du discours des appareils d'Etat sur ce projet.

Tableau 21 : Attitude à l'égard du village socialiste et le lieu de résidence par secteurs.

Village socialiste	Oui au village socialiste				Non au village socialiste				Non réponse				T.
	privé	RA.	Auto- gestion	Total	Privé	R.A.	Auto- gestion	Total	Privé	R.A.	Auto- gestion	T.	Total
ville	12	17	9	38	13	5	5	18	9	3		12	68
%	54,5	47,2	33,3	44,7	41,9		83,3	39,1	52,9	75		52,1	44,1
campagne	6	12	14	32	16	9	1	26	4	1		5	63
%	27,2	33,3	51,8	37,6	51,6	100	16,6	36,5	23,5	25		21,7	40,9
réponses	4	7	4	15	2		2	4			2	6	23
%	18,1	19,4	14,8	17,6	6,4		4,3	23,5			100	26	14,9
Total	22	36	27	85	31	9	6	46	17	4	2	23	154
%	99,8	99,9	99,9	99,9	99,9	100	99,9	99,9	99,9	100	100	99,9	99,9

Tableau 22 : Attitude à légard de la vie à la campagne selon les secteurs et systèmes de production.

50.

attitude vil- Choix ville campagne	lage socia- liste	Oui au village socialiste							Non au village socialiste							Non réponses							Total
		Syst I	Syst. II	Syst. III	Syst. IV	Syst. RA	Syst. SS	T.	Syst. I	Syst. II	Syst. III	Syst. IV	Syst. RA	Syst. SS	T.	Syst. I	Syst. II	Syst. III	Syst. IV	Syst. RA	Syst. SS	T.	
Ville et améliorer les conditions d'existence.		5	1	3		12	9	30	3	2	1	2		5	13	1	5	1		3		10	53
	%	35,7	100	60		33,3	33,3	36,1	33,3	20	12,5	50		8,3	28,2	20	4,4	16,6		75		40	34,4
Ville et investir dans l'agriculture		1				3		4		1	2				3			1				1	8
	%	7				8		4,8		10	25				6,5			16,6				4	5,1
campagne et améliorer les conditions d'existence.		5				10	14	29	2	2	2		8	1	15			1	1	1		3	47
	%	35,7				27,7	5,8	34,9	22,2	20	25		88,8	16,6	32,6			16,6	10	25		12,	30,5
Campagne et investir dans l'agriculture		1						1	1	2	3		1		7								8
	%	7						12	11,1	20	37,5		11,1		15,2								5,1
Non réponses		2		2		11	4	19	3	3		2			8	4	2	3			2	11	38
	%	14,2		40		30,5	14,8	22,8	33,3	30		50			17,3	80	8,5	50			100	44	24,6
T O T A L		14	1	5		36	27	83	9	10	8	4	9	6	46	5	7	6	1	4	2	25	154
	%	99,6	100	100		99,5	99,9	99,8	99,9	100	100	100	99,9	99,9	99,8	100	99,9	99,8	100	100	100	100	99,7

De façon générale la majorité des producteurs est favorable au village Socialiste. Toutefois on peut noter que 63 enquêtés sur 85 favorables au village socialiste sont des producteurs du secteur public alors que 31/46 des personnes formulant une attitude négative et 17/23 des non réponses sont le fait de propriétaires du secteur privé.

Globalement les réponses favorables à la vie en village socialiste ne varient pas selon le choix exprimé d'habiter en ville ou à la campagne. Toutefois sur 22 privés qui choisissent de vivre à la campagne, 6 seulement sont prêts à vivre en village socialiste.

Nous allons tenter de voir, à présent, si le fait de vouloir vivre en village socialiste correspond au désir de voir s'améliorer les conditions d'existence des familles.

Auquel cas cette forme d'organisation de l'espace peut constituer une réponse à l'heure actuelle à une demande, de modernisation de ces conditions = eau, électricité.

On remarque que 30/84 des producteurs du secteur public se regroupent dans la rubrique ^Fdésirer aller en ville améliorer les conditions d'existence de leur famille et être favorable aux villages socialistes ⁷⁷ mais la préoccupation qui semble claire et organiser le tout pour les autogestionnaires est celle de voir s'améliorer les conditions d'existence de leur famille puisqu'ils sont encore 14/29 à exprimer le désir de ^Fvivre à la campagne, de voir s'améliorer leurs conditions de vie et être prêt à vivre en village socialiste. >>

Il s'agit là des seules rubriques, excepté six non réponses, où on trouve des autogestionnaires. L'attitudes des attributaires est plus floue puisque sur 15 enquêtes qui expriment le désir de vivre à la campagne, de voir s'améliorer leurs conditions de vie refusent d'envisager l'éventualité de vivre en village socialiste, on trouve 8 attributaires de la Révolution Agraire.

De même il y a 11 attributaires sur 19 interviews qui n'ont pas répondu aux questions relatives aux investissements éventuel et au choix de vivre en ville ou à la campagne et qui souhaiteraient vivre en village socialiste.

Dans le Secteur Privé les producteurs du système de subsistance sont 14/28 à déclarer à être prêts à vivre en village socialiste dont 10 dans l'espoir d'améliorer leur conditions d'existence.

- 10/18 producteurs du système partiellement marchand refusent d'envisager la possibilité de vivre en village socialiste dont quatre souhaiteraient vivre à la campagne et quatre autres voir s'améliorer leur conditions d'existences sans, donc, identifier une possibilité de le réaliser par le village socialiste.

-8/19 propriétaires d'unités du système marchand refusent de vivre en village socialiste dont 5 souhaitent vivre à la campagne et cinq investir dans l'agriculture.

- Dans le système capitaliste 4/5 propriétaires refusent de vivre en village socialiste et un producteur seulement envisage la possibilité de vivre à la campagne.

Nous notons, donc, qu'il s'agit massivement pour nos enquêtés d'améliorer leur conditions d'existence. Dans le secteur public et le système de subsistance du secteur privé, le village socialiste constitue, une première étape en vue de cette amélioration: maison en dur, électricité, eau, dispensaire, école .

Pour les exploitants du secteur privé qui arrivent à vivre de leur activité agricole, le village socialiste ne constitue pas une réponse à leur demande d'élévation des conditions de vie et ils justifient cela par la perte de leur autonomie, par la perturbation des rapports sociaux née d'une trop grande promiscuité entre des familles sans lieux de parenté, de "beranya".

Certains de nos enquêtés, nous l'avons vu, ne pensent plus qu'à quitter la campagne pour vivre mieux.

Nous souhaiterions, à présent, saisir s'il existe ou pas de corrélation entre le fait de croire en la possibilité de voir se réaliser cette aspiration à la campagne et les résultats qu'ils prêtent aux différents système et secteurs agricoles, et d'abord à ceux auxquels ils appartiennent.

Pour ce faire nous avons, défini 8 types d'attitudes à l'égard de la vie à la campagne, comme lieu, de vie, que nous avons construits de la façon suivante :

- a - Producteurs voulant vivre à la ville, améliorer les conditions d'existence de leur famille et prêts à vivre en village socialiste.
- b- Producteurs voulant vivre à la ville, améliorer les conditions d'existence de leur famille et refusant de vivre en village socialiste, en général par refus des rapports sociaux nouveaux (promiscuité avec des personnes n'appartenant pas au clan ou au groupe familial).
- c- Producteurs voulant vivre à la campagne, améliorer les conditions d'existence de leur famille et favorables à la vie en village socialiste.
- d- Producteurs voulant vivre à la campagne, améliorer les conditions d'existence de leur famille et défavorables à la vie en village socialiste.
- e- Producteurs voulant vivre en ville, investir dans l'agriculture et prêts à vivre en village socialiste.
- f- Producteurs voulant vivre en ville, investir dans l'agriculture et refusant de vivre en village socialiste.
- g- Producteurs voulant vivre à la campagne, investir dans l'agriculture et prêts à vivre en village socialiste.
- h- Producteurs voulant vivre à la campagne, investir dans l'agriculture et refusant de vivre en village socialiste.
- i- Non réponse.

Nous avons ensuite regroupé ces attitudes en 4 types d'attitudes fondamentales :

1- Hypothèse : Les enquêtes de ce type sont favorables au monde rural sans modifications apportées par l'Etat et ils l'expriment

- en voulant vivre à la campagne, investir dans l'agriculture et en refusant de vivre en village socialiste (attitude h).

- en voulant vivre à la campagne, améliorer leurs conditions d'existence et en refusant de vivre en village socialiste (attitude f)

2 - Hypothèse : Les enquêtes de ce type sont favorables au monde rural et souhaitent que l'Etat intervienne pour modifier la vie à la campagne et ils l'expriment :

- en voulant vivre à la campagne, investir dans l'agriculture et en souhaitant vivre en village socialiste (attitude g)

- en voulant vivre à la campagne, améliorer leur conditions d'existence et en souhaitant habiter en village socialiste (attitude e)

- en voulant vivre en ville, investir dans l'agriculture et en souhaitant habiter en village socialiste. Le fait de choisir la ville étant selon les producteurs l'expression surtout d'une demande en services sociaux (attitude c).

3 - Hypothèse : Les enquêtes de ce type sont défavorables au monde rural et l'expriment :

- en voulant vivre en ville, améliorer leur conditions d'existence et en **acceptant de vivre** en village socialiste (celui-ci pouvant n'être vécu, selon nous que comme une première étape pour quitter la campagne) (attitude a).

- en voulant vivre en ville, améliorer leurs conditions d'existence et en refusant d'habiter en village socialiste (ce qui peut constituer un refus de l'étape **intermédiaire**) (attitude b).

4 - Hypothèse : l'attitude des enquêtés de ce type ne nous paraît pas claire et, il peut s'agir de l'expression du désir d'investir, en fait, dans n'importe quel secteur d'activité et qu'ils expriment en :

- en voulant vivre en ville, investir dans l'agriculture et en refusant de vivre au village socialiste (attitude d).

Tableau 23 : ATTITUDE A L'EGARD DU MONDE RURAL SELON LE SECTEUR.

Secteurs Attitudes à l'égard du monde rural	Secteur Privé	%	Autogestion	%	R.A.	%	T O T A L %
Type 1	12	17,1	1	2,8	9	18,3	14,2
Type 2	6	8,5	14	40	11	22,4	20,1
Type 3	18	25,7	14	40	13	26,5	29,2
Type 4	3	4,2				3	1,9
Non réponses	31	44,2	6	17,1	16	32,6	34,4
Total	70	99,7	35	99,9	49	99,8	154 154 99,8

S'il existe un grand nombre de non-réponses, une partie importante des producteurs enquêtés expriment une attitude défavorable au monde rural.

Toutefois les autogestionnaires sont **aussi** nombreux à être favorables au monde rural en souhaitant que l'Etat intervienne pour modifier la vie à la campagne.

Les attributaires sont bien plus proches des positions des producteurs du secteur privé : au niveau, de la représentation dans la rubrique non réponse et dans celle du type 3 (défavorable au monde rural) ; toutefois ils sont plus nombreux à être favorables au monde rural en souhaitant l'intervention de l'Etat qu'à exprimer le désir que l'Etat n'intervienne pas : Ceci est le rapport inverse de celui observé dans le secteur privé.

Tableau : 24 : ATTITUDES A L'EGARD DU MONDE RURAL SELON LES RESULTATS PRETES
AUX DIFFERENTS SECTEURS.

Résultats prêts Attitudes monde rural	Leur pro- pre secteur peut pas être béné- ficiaire	Pourcentage	Leur pro- pre secteur ne peut pas être bénéficiaire si.	Pourcentage	Aucun secteur ne peut être bénéfi- ciaire	Pourcentage	Non réponse	Pourcentage	TOTAL	100 %
1	7	58,3	1	8,3	2	16,6	2	16,6	12	99,8
2	5	83,3	1	16,6					6	99,9
3	14	17,7	1	5,5	3	16,6			18	99,8
4	3	100							3	100
Non réponses	17	54,8	1	3,2	5	16,1	8	25,8	31	99,9
Total	46	65,7	4	5,7	10	14,2	10	14,2	70	99,9
1	1	100							1	100
2	4	28,5	10	71,4					14	99,4
3	7	50	7	50					14	100
4										
Non réponses	1	16,6	4	66,6			1	16,6	6	99,8
Total	13	37,5	21	60			1	2,8	35	99,9
1	6	66,6	3	33,3					9	99,9
2	4	36,3	6	54,5	1	9			11	99,8
3	5	38,4	7	53,8			1	7,6	13	99,8
4										
Non réponses	4	25%	9	56,2	1	5,2	2	12,5	16	99,9
Total	19	38,7	25	51	2	4	3	6,1	49	99,8
Total	78	50,6	50	32,4	12	7,7	14	9	154	99,7

Nous pouvons constater à la lecture de ce tableau que seuls les propriétaires du secteur privé déclarent majoritairement que leur secteur peut être bénéficiaire. Image que leur renvoie d'ailleurs les producteurs de l'autogestion et de la R.A. puisque ces derniers sont nombreux à exprimer l'idée selon laquelle leur propre secteur ne peut pas être bénéficiaire mais d'autres le peuvent, en particuliers le Secteur Privé. Toutefois les autogestionnaires et les attributaires ne déclarent pas pour autant (exceptés deux autogestionnaires) qu'aucun bénéfice n'est réalisable dans l'agriculture, ce qui nous permet de supposer que leur réponse concernant les résultats de leur propre secteur ne correspond pas à une attitude de remise en cause de l'activité agricole mais plutôt de l'organisation de l'agriculture dans laquelle ils sont insérés.

Aussi para doxal que cela puisse sembler ce sont précisément les producteurs qui pensent pouvoir réaliser des bénéfices dans l'agriculture, ceux du secteur privé, qui ont une attitude défavorable à l'égard du monde rural et qui déclarent vouloir s'installer en ville. Alors que les autogestionnaires sont aussi nombreux à vouloir quitter le monde rural qu'à vouloir rester à la campagne en exprimant le souhait que l'Etat intervienne davantage pour transformer leurs conditions de vie.

Les attributaires expriment des positions plus proches des propriétaires privés. En fait il s'agit, sans doute, dans le cas des propriétaires privé d'une possibilité réelle qui est exprimée : en effet il s'agit de producteurs du système capitaliste qui ont les moyens d'opérer une reconversion en allant s'installer en ville ou de producteurs des systèmes de subsistance qui n'ont pas d'autre solution que celle de renoncer à un statut de propriétaire de leur moyens de production pour devenir autogestionnaires ou attributaires, ce qu'ils semblent rejeter en refusant le monde rural. Nous pouvons approfondir ce point en étudiant leur rapport, aux différents secteurs de production.

La possibilité d'organiser, à partir de la base économique possédée, son passage à la ville étant moins claire pour les producteurs du secteur public qui ne possèdent que leur force de travail peut expliquer qu'un grand nombre des autogestionnaires enquêtés expriment le souhait de voir plutôt l'Etat intervenir pour transformer leur existence à la campagne.

L'attitude exprimée par les attributaires semble plus floue, ou alors elle est à rapprocher de celle des producteurs du système de subsistance, et en vue de saisir de façon plus fine le devenir dans lequel ils peuvent investir leurs aspirations, nous allons analyser les différentes réponses qui nous ont été faite concernant les autres secteurs d'activité de l'économie.

D - Les autres secteurs d'Activité.

Tableau 25 : Attitude à l'égard des autres secteurs d'activité par secteurs de production.

Secteurs Attitudes	Secteur Privé	%	R.A.	%	Autogestion	%	TOTAL
Gagne de l'argent	Commerce	26	37,1	10	20,4	7	43
	Salaire	10	14,2	15	30,6	9	34
	Non réponse	10	14,2	6	12,2	7	23
	Personne	15	21,4	1	2		16
	Agriculture	9	12,8	17	34,6	12	38
T O T A L		70	99,7	49	99,8	35	154
Contrôler Commerce	Oui	34	48,5	36	73,4	21	91
	Non réponse	32	45,7	7	14,2	8	47
	Non	4	5,7	6	12,2	6	16
T O T A L		70	99,9	49	99,8	35	154
Choix d'activité	Agriculture	18	25,7	15	30,6	6	39
	Bureau	18	25,7	13	26,5	6	37
	Industrie	23	32,8	18	36,7	21	62
	Commerc"	1	1,4				1
	Non réponse	10	14,2	3	6,1	2	15
T O T A L		70	99,8	49	99,9	35	154

Alors que la majorité des producteurs pensent que c'est dans le commerce qu'on réalise le plus de gain et réclament un plus grand contrôle de l'état sur cette activité afin d'en maîtriser les bénéfices, les agriculteurs souhaitent travailler dans l'industrie. Seuls 25,32% des personnes enquêtées expriment le **le** désir de rester dans l'agriculture.

Le secteur privé.

- Les paysans du système marchand, s'ils souhaitent rester dans l'agriculture, pensent que l'industrie offre des salaires intéressants et une situation stable. Ils pensent aussi que les commerçants réalisent des bénéfices importants et souhaitent voir l'Etat intervenir pour les réduire. Ce qui traduit leur appréhension de leur situation de classe en référence à l'activité de commerce et à l'industrie.

- Les enquêtés appartenant au système partiellement marchand sont attirés à la fois par l'agriculture et les avantages de la salarisation dans les "bureaux" et l'industrie.

Il partagent cette opinion avec les propriétaires du système dit "Capitalistes" et confirment une tendance qui apparaît dans le système précédent. Toutefois si les partiellement marchands réclament un contrôle d'Etat sur le commerce afin d'en réduire les bénéfices, les capitalistes sont contre ce contrôle. Cette attitude pouvant être l'expression d'un rapport réel différent avec les commerçants et avec l'Etat, les capitalistes étant en position de réaliser davantage de bénéfices que les partiellement marchands et donc souhaitant que l'Etat n'exerce pas de contrôle sur les résultats de leur activité, ont objectivement des intérêts proches de ceux des commerçants sur ce point au moins.

Le système dit de "subsistance" regroupe les agriculteurs qui sont en majorité attirés par la salarisation offerte en particuliers par les "bureaux, car le travail y est jugé moins pénible et par l'industrie. Ils souhaitent que l'Etat intervienne dans la sphère commerciale afin de diminuer les inégalités. Ce sont ceux qui à la fois subissent l'arbitraire des commerçants et ne peuvent objectivement envisager de le devenir.

- Les autogestionnaires : 34% des producteurs de ce secteur pensent qu'on peut réaliser des gains dans l'agriculture mais, et nous l'avons déjà vu, dans le secteur privé. C'est le secteur qui valorise le plus le travail dans l'industrie pour les salaires qu'elle accorde (60%). Ceux qui expriment le souhait de travailler dans les bureaux, se heurtent à la difficulté d'y travailler, ce qu'ils verbalisent en déclarent que "c'est bien mais impossible". Ils espèrent toutefois que cela sera possible pour leurs fils car cette activité offre à la fois de bons salaires et un travail de tout repos.

Les réponses des enquêtés nous renvoient donc davantage à une hiérarchisation des secteurs d'activité du Secteur Public, organisée à partir des revenus, qu'à un désir de s'intégrer au secteur privé ou de se situer par rapport à lui. Ceci bien que les interviewés déclarent que ce secteur réalise des bénéfices dans l'agriculture et qu'ils réclament massivement un contrôle plus étroit sur ses bénéfices dans l'activité commerciale (60% des cas).

Le secteur de la Révolution Agraire, comme les producteurs de l'autogestion ils aspirent à toucher des "salaires" plus élevés (63%). Toutefois ils sont moins nombreux que les autogestionnaires à valoriser le travail dans l'industrie (63,7%) et un plus grand nombre parle de travail dans les bureaux (26,5%) dans la R.A. et 10,7% dans l'autogestion).

On note de plus que 38,5 % des producteurs pensent qu'il est possible de réaliser des gains dans l'agriculture ce qui est une portion proche de celle rencontrée dans le cas de l'autogestion mais plus nombreux sont les attributaires qui souhaiteraient rester dans l'agriculture, en étant propriétaires privés (30,6% dans le cas de la RA et 17,1% dans l'autogestion).

On voit donc assez clairement que les aspirations des attributaires de la Révolution Agraire apparaissent de façon moins nette par rapport à celles qu'expriment les autogestionnaires.

Nous voudrions à présent conclure à ce premier niveau en tentant de saisir si l'ensemble des attitudes dégagées nous ont permis de définir des discours distincts selon les conditions concrètes dans lesquelles sont placés les enquêtes comme nous nous proposons de le faire. De façon plus claire il s'agira pour nous d'appréhender à ce premier niveau l'expression de consciences des groupes dégagées.

Conclusions partielles sur les consciences propres aux groupes dégagés, tel qu'exprimées par le discours des producteurs.

LE SECTEUR PRIVE.

- Le système de subsistance semble interioriser totalement un mécanisme de système fournisseur de travailleurs aux villes. Il apparaît à un sous prolétariat n'exprimant pas une conscience de ses difficultés, en liaison avec des transformations nécessaires dans le monde rural, qui viserait à améliorer les conditions de vie et de travail.

Les producteurs de ce système n'expriment pas de revendications en liaison avec leurs statuts d'agricultures, mais principalement ils attendent de l'Etat des emplois salariés extérieur au secteur agricole.

- Le système partiellement marchand et marchand ~~la~~ majorité exprime des attitudes revendicatives à l'égard de l'Etat. Attitudes renvoyant à la revendication d'une plus grande disponibilité des conditions de production (approvisionnement. Matériel).

Leur demande d'un élargissement du soutien que leur fournissent les structures d'Etat les conduit à adopter une attitude apparemment contradictoire à l'égard de cet Etat : Ils sont positifs à l'égard de l'action de l'Etat dans l'agriculture, sauf la commercialisation mais expriment aussi une attitude négative à l'égard des résultats des secteurs mis en place par lui : autogestion et RA. Ils pensent en majorité que le secteur privé est le seul à pouvoir réaliser des bénéfices.

De même que l'ensemble du Secteur Privé, ils expriment une attitude favorable au monde rurale sans modifications apportées à l'espace par l'Etat (les villages socialistes). On est donc, en présence d'une paysannerie privée qui s'organise à partir de sa base économique et en utilisant l'Etat, pour accroître son rapport au marché à partir de la politique agricole qui est menée et qui semble lui offrir des possibilités réelles.

Le système capitaliste renvoie aussi à un groupe qui semble avoir une conscience claire de ses intérêts : il exprime un rejet de l'action de l'Etat dans les campagnes, mais jouissant des conditions actuelles de marché pour accumuler à une rapidité suffisante pour éventuellement investir ailleurs. Un ailleurs qui pourrait être encore le secteur privé, dans la mesure où ils refusent un contrôle de l'Etat sur l'ensemble de ce secteur. Ceci même pour le commerce contrairement aux producteurs des autres systèmes. Nous pensons que cela signifie qu'ils identifient clairement leurs intérêts.

Nous faisons aussi l'hypothèse qu'ils pourraient envisager pour leurs enfants un avenir dans "les bureaux", c'est à dire là où ils déclarent que les salaires sont les plus intéressants.

Nous pensons qu'il n'est pas possible de parler des producteurs du secteur public comme d'un groupe distinct ayant et identifiant des intérêts divergents de ceux du secteur privé et dont ils possèderaient donc une conscience claire. L'histoire de la constitution de l'autogestion et de la R.A. a été trop différente pour qu'aujourd'hui cela soit possible. La première date de 1963 et la seconde seulement de 1972 d'une part, l'autogestion s'est constituée par la prise en main par les travailleurs de leurs unités de production, alors que la R.A. a consisté en attributions de terres par l'Etat d'autre part.

Ces éléments connus nous placent aujourd'hui face à des attitudes différentes de la part des producteurs des deux types d'unité.

Les uns, ceux de l'autogestion, exprimant de façon plus claire que les autres la vision qu'ils ont de leur situation. Nous l'avons perçu dans certaines réponses en particulier, concernant leurs aspirations professionnelles : les autogestionnaires ont répondu en majorité en fonction de possibilités réelles : soit demeurer à la campagne avec une amélioration de leurs conditions de vie soit passer à l'industrie. Les réponses des tributaires rejoignent davantage à des situations difficilement réalisables : travailler dans des bureaux, devenir propriétaire privé. Ceci signifie, selon nous, que les autogestionnaires ont interiorisé davantage leurs chances objectives et qu'ils ont une conscience de classe plus claire parceque constituée par 15 années d'expérience et une histoire différente de celle de la Révolution agraire.

Toutefois, par opposition au secteur privé, on est en présence d'un secteur qui se constitue par le sentiment exprimé d'être relativement exploité au niveau surtout des prix pratiques dans le secteur public. En effet l'existence du marché privé apparaît comme une possibilité d'accumulation laissée aux propriétaires du Secteur Privé.

La représentation que les groupes se font d'eux mêmes, même lorsqu'il s'agit d'une intériorisation d'un discours produit pour eux par les agents (mass-média-discours officiel) des classes dominantes, de même que celle qu'ils se font des autres groupes, contribue pour une part à définir ce qu'ils font, c'est à dire la façon dont ils se reproduisent.

Nous disons pour une part car ceci se réalise ou ne se réalise pas dans un champs des possibles délimité ^{aussi} à l'extérieur de ces groupes.

Partant de la réalité de ces déterminations différentes nous allons tenter dans notre troisième partie de saisir ce que nous avons appelé les comportements des producteurs. Comportements que nous essaierons d'appréhender à partir de l'affectation de la force de travail, décision de reproduction qui nous apparaît ^{comme} significative du rapport qu'entretiennent les producteurs avec leurs conditions de travail.

III - COMPORTEMENTS DES PRODUCTEURS

Affectation de la force de travail

- A - Départ des Unités de Production
- B - La force de travail en Place
- C - La scolarité des enfants.

Tableau 26: A - Les départs des Unités de Production.

ORIGINE DES
REVENUS PAR
SECTEURS

a - Affectation de la force de travail familiale à partir
de l'origine des revenus familiaux. L'échantillon repose sur l'ensemble
des actifs des familles et pas seulement sur les chefs de ménages.

Secteurs Origine des revenus	Secteur Privé	%	S.S.	%	R.A.	%	T O T A L	%
Unité de Production	106	43,4	50	68,4	49	49.	205	49,1
Unité de Production et Trav. agric.	17	6,9					17	4
Unité de pro- duction + trav. non agricole	30	12,2					30	7,1
Hors Unité de Production du Chef de famille mais dans l'agric.	7	2,8	5	6,8	9	9	21	5
Hors Unité de production du chef de famille le hors agric.	39	15,9	9	12,3	25	25	73	17,5
Chômeurs	45	18,4	9	12,3	17	17	71	17
T O T A L	224	99,6	73	99,8	100	100	417	99,7

Source : Baya Radji : L'origine des revenus des familles nous révèle
les activités assurant la reproduction de la force de travail.

De façon générale on peut constater que lorsque la force de travail est affectée à l'extérieur des unités de production dans lesquelles travaillent les chefs de ménage, elle l'est majoritairement hors de la sphère d'activité agricole = 103 affectation hors agriculture pour 38 dans l'agriculture.

b - Affectations opérées à l'intérieur des systèmes de production du secteur privé.

Tableau 27 : ORIGINE DES REVENUS PAR SYSTEMES DE PRODUCTION DUSECTEUR

Système Affectation	Système de sub- sistance	%	Système partiel- lement Marchand	%	Système Marchand	%	Système Capita- liste	%	Total	%
Unité de Production	23	28,7	28	48,2	29	44,6	26	63,4	106	43,4
Unité de produc- tion + travail Agricole	4	5	2	3,4	8	12,3	3	7,3	17	6,9
Unité de produc- tion + travail non agricole	19	23,7	8	13,7	1	1,5	2	4,8	30	12,2
Hors unité de production du chef de famille mais dans l'agri.			2	3,4	4	6,1	1	2,4	7	2,8
Hors unité de production du chef de famille hors agriculture	17	21,2	9	15,5	6	9,2	7	17	39	15,9
Chômeurs	17	21,2	9	15,5	17	26,1	2	4,8	45	18,4
T O T A L	80	99,8	58	99,7	65	99,8	41	99,7	224 224	99,6

Tableau 28 : REVENUS, OBTENUS SUR L'EXPLOITATION, DES ACTIFS FAMILIAUX
PAR SYSTEME DE PRODUCTION.

Système Journées revenus	Système de subsistance 28 exploît.	Système par- tiellement March. 19 expl.	Système marchand 19 exploitations	Système capitaliste 11 exploitations
Journées	5 140 jours	5 220 jours	4 420 jours	5 420 jours
Revenu moyen par Actif/jour	12,65 DA	28,09 DA	40,87 DA	44,69 DA

Tableau 29 : SALAIRES, OBTENUS HORS EXPLOITATIONS, DES ACTIFS FAMILIAUX
PAR SYSTEME DE PRODUCTION.

Systèmes Salaires	Système de subsistance	Système par- tiellement marchand	Système marchand	Système capitaliste
Salaires Total	805,32DA	334,48DA	576,92DA	684,14 DA
Salaire moyen par jour par actif	25,14DA	30,20DA	47,08DA	52,62 DA

Ces deux derniers tableaux montrent le poids, pour la reproduction des familles des revenus acquis hors de l'exploitation, de même d'ailleurs que la hiérarchisation de ces revenus selon la position acquise dans l'agriculture, les producteurs du secteur capitalistes jouissant des salaires journaliers les plus élevés dans et hors de l'exploitation.

-Le système capitaliste est celui qui affecte le moins de force de travail à l'extérieur des unités, lorsqu'il le fait c'est en priorité hors de l'agriculture = dans l'administration dans 4 cas, un agréeur sollicité par l'ONAB, un commerçant.

Lorsque cette force de travail est affectée dans l'agriculture, il s'agit d'aide à d'autres propriétaires (Touiza) sans rémunération dans les trois cas rencontrés, et d'affectation sur une terre appartenant à des membres de la famille dans un cas. D'autre part 100% des unités de ce système embauchent de la force de travail salariée et utilisent de façon limitée des inputs.

Il y a donc, au plan de la reproduction, une substitution naissante du travail sous sa forme salariée au travail familial dans la mesure où on commence à affecter cette dernière dans d'autres secteurs. Ce qu'exprime, bien les deux "chômeurs" rencontrés dans ce système; en effet il s'agit de deux jeunes qui ne sont pas utilisés volontairement sur l'unité de production et auxquels on tente de trouver des stages de formation en vue d'une préparation à une qualification professionnelle dans d'autres secteurs : Industrie.

- Le système dit de subsistance conserve seulement 30,4% de ses actifs comme permanents dans l'unité contre 60,2% dans le cas des producteurs du système capitaliste.

Ceci exprime la nécessité, dans laquelle ils sont placés, de vendre leur force de travail à l'extérieur. Ceci alors que seuls 8 unités sur 32 embauchent de la force de travail (soit 30,1%).

De plus ils consacrent moins de 200 DA à l'achat d'inputs, ce qui est le niveau le plus faible concernant ce critère. Ce système semble donc centré, au niveau des revenus sur la vente de la force de travail disponible, hors de l'agriculture en majorité. Il comprend le plus de chômeurs ce qui pose le problème de l'emploi, pour les membres de ces familles.

- Le système partiellement marchand n'affecte que 2 actifs sur 14 dans l'agriculture et de façon perméente.

40,4 % des unités utilisent tous les membres actifs des familles sur place alors que 70,2% ont recours à de la force de travail salariée. Ce système a plus recours aux imputs que le précédent ainsi qu'à de la mécanisation. Il y a donc, ici, une tendance à la substitution à la force de travail familiale à la fois de force de travail salariée et de facteur "machine", de même qu'on note un début de substitution du capital, par les amendements des sols, au facteur terre.

C - Comportements des producteurs des unités du secteur R.A.

Ce qui va être déterminant pour la reproduction de ces unités pensons-nous, c'est le fonctionnement des collectifs eux-mêmes. Aussi nous allons tenter de décrire leurs comportements.

a - Les désistements.

Nous présentons leur évolution en fonction de la taille des collectifs à leur création, de celle qu'ils ont actuellement et des résultats obtenus.

Tableau 28 = Evolution des collectifs de la R.A.

C R É A T I O N	Départs	en place dans les Unités	Taux de remplacement.
476	113	363	29%

Si les départs sont importants ce qui nous frappe davantage c'est la faiblesse du taux de remplacement; ceci est l'indice selon nous d'un certain essoufflement du secteur dans la mesure où il n'arrive pas à intégrer de nouveaux paysans en nombre suffisant alors même que nous savons qu'il existe sur le marché du travail une force de travail importante non employée.

Cet essoufflement ne semble pas, dans ce cas, correspondre au niveau des résultats atteints par les unités. Niveau étant entendu ici en terme de bénéfices dégagés. Toutefois pris dans le sens revenu fixe, dans le cas des GMY, on constate que dans les communes concernées, Babor et Merouana, les désistements sont relativement faibles. Ainsi il semblerait que la tendance révélée par cette approche corresponde à la revendication d'un relèvement du salaire mensuel.

Nous voudrions saisir à présent la signification sociale des départs des producteurs en nous interrogeant sur leur devenir lorsqu'ils quittent leurs unités de production. Sur les 113 désistements, nous en avons repérés 86 qui se répartissent comme suit :

Tableau 29 = Devenir des attributaires de RA après désistement :

A G R I C U L T U R E		H O R S A G R I C U L T U R E			
Privé	Public	BTP	Adminis- tration	Usine	com- merce
19	8	45	6	3	5
					Chauf. T
				/	86

Nous avons travaillé à partir des déclarations des producteurs qui sont restés dans les unités de production. Même si les réponses enregistrées ne correspondent pas à la réalité elles sont de toutes façons significatives d'un rapport entretenu par les enquêtés eux-mêmes avec l'agriculture et les activités qui existent dans un rayon voisin.

Nous pouvons noter, à partir des déclarations, que lorsqu'on signale un départ vers un travail agricole, il s'agit massivement d'un emploi dans le secteur privé. Par ailleurs nous devons signaler l'importance des réponses qui portent sur un recrutement dans les BTP.

Toutefois on note des tendances différentes selon les communes enquêtées ce qui renvoie à des offres différentes d'emploi selon la situation géographique, qui elle-même exprime une intégration différente à l'économie nationale :

- Les attributaires de Babor quittent majoritairement leur commune afin de travailler sur des chantiers.

- Ceux d'El-Attaf demeurent à El-Attaf ou partent travailler ailleurs comme ouvriers saisonniers du Secteur Privé.

- A Thénia 75% des coopérateurs qui quittent les unités de la RA quittent l'agriculture pour l'Industrie et hors de la commune, vraisemblablement dans les communes limitrophes.

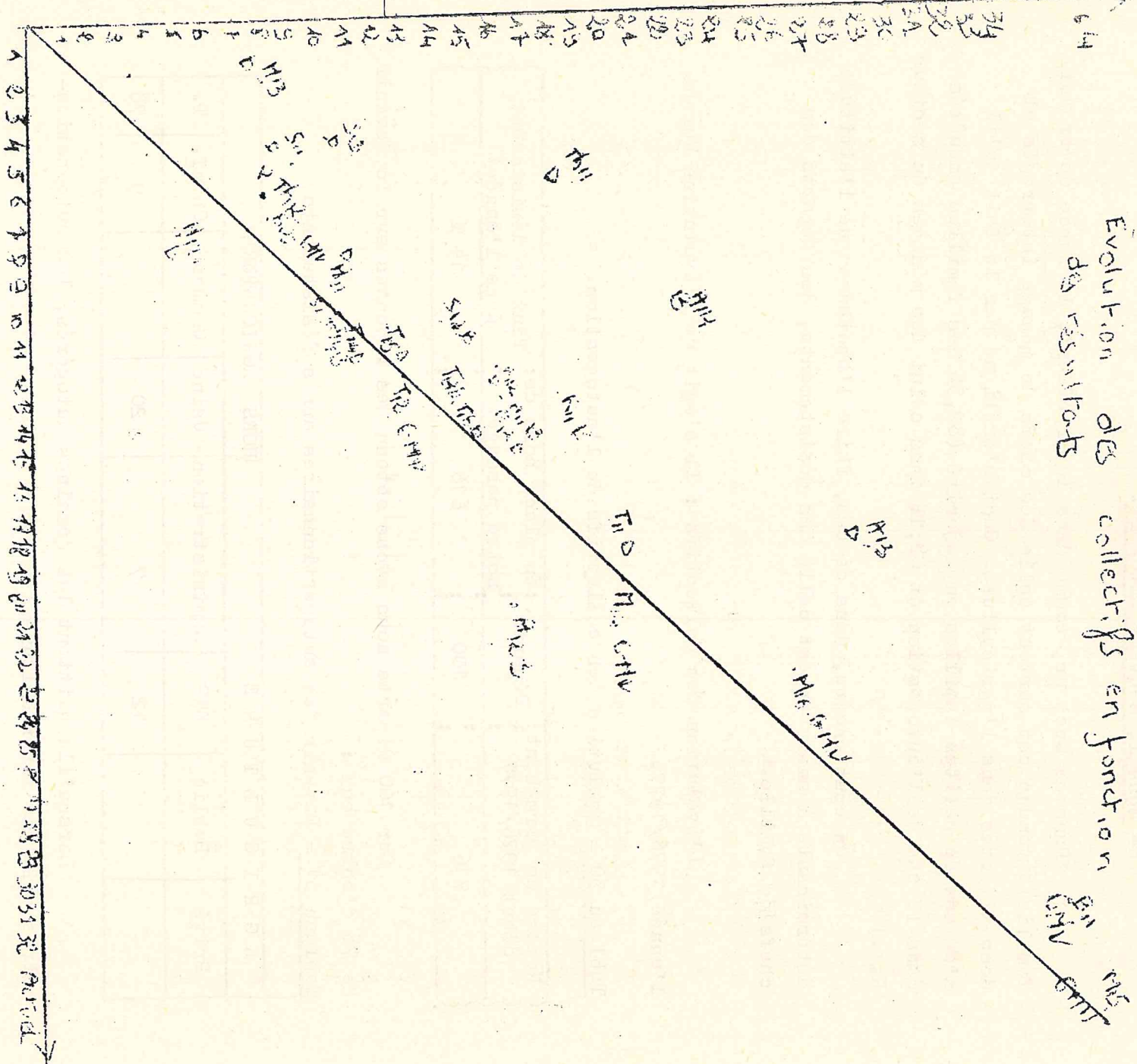
- A Ras-El-Oued 60% restent dans la commune, hors de l'agriculture.

Evolution des collectifs
Unités R.A. Selon les résultats

D = Déficit en 76
B = Bénéfices en 76

Th	12	=	bénéf. en 76
Th	11	=	bénéf. en 74 puis déficit
T	16	=	bénéf. en 76
A	11	=	Bénéf. en 76,77
A	12	=	bénéf. en 76,77
A	14	=	bénéf. en 76
R	11	=	bénéf. en 74,76
R	13	=	bénéf. en 74,75, déficit en 75-76
S	12	=	bénéf. en 76
S	14	=	bénéf. en 76
A	13	=	déficitaire
M	11	=	déficitaire
M	12	=	déficitaire
M	13	=	bénéfice en 75-76
S	15	=	bénéfices en 75
S	11	=	déficitaire
T	14	=	déficitaire
T	15	=	déficitaire
T	13	=	déficitaire
S	13	=	déficitaire
R	12	=	déficitaire
T	11	=	déficitaire

Evolution des collectifs en fonction des résultats



b- Dans le secteur Autogéré.

Dans ce secteur, comme dans le précédent, la force de travail familiale vendue est surtout celle des chefs de ménage interrogés et donc affectés dans l'agriculture. Ceci s'explique par le fait qu'il s'agisse de petites familles en majorité (82,3% des familles enquêtés dans le cas de l'autogestion et 68,1% dans celui des ménages du secteur R.A.).

On eut encore, dans ce cas, faire l'hypothèse que l'attitude déterminante à analyser est celle des désistements, des départs des chefs de famille.

L'évolution des collectifs : Il s'agit de l'évolution durant l'année 1976/1977.

Tableau 30 = Evolution des collectifs de l'autogestion.

(	Nombre de permanent : début 1976/1977	Départs	En place hors de :	Taux de désistement dans l'année.
(			notre passage.	
(	716	100	616	14 %
{				

Sur 100 départs nous avons obtenu des réponses sur le devenir de 78 d'entre eux :

Tableau 31 = Devenir des autogestionnaires après désistements

A G R I C U L T U R E			H O R S A G R I C U L T U R E			
Privé	Public	BTP	Administration	Usine	Commerc.	Chauf. T.
		42	7	20	9	78

Lorsqu'ils quittent les domaines autogérés, les autogestionnaires quittent l'agriculture.

Par ailleurs si, comme pour les attributaires, un grand nombre va travailler dans les BTP, certaines autres possibilités s'offrent davantage à eux qu'aux attributaires : principalement l'industrie.

L'évolution des collectifs en fonction des résultats montre nettement (voir ~~code~~ page suivante) que les désistements sont fonction de la réalisation, ou pas, de bénéfices par l'unité.

Ainsi les aspirations exprimées des autogestionnaires semblent recouvrir partiellement leur devenir réel lorsqu'ils quittent l'agriculture. En effet un grand nombre avait exprimé le souhait de trouver un emploi dans l'industrie, possibilité qui leur est davantage accessible qu'aux attributaires.

De plus l'hypothèse d'un intériorisation plus grande de leurs conditions réelles par les autogestionnaires est renforcée par la rationalité exprimée par la corrélation positive entre les départs et la non réalisation de bénéfice par les unités.

Après l'analyse des départs nous allons tenter de présenter les éléments qui définissent les producteurs qui restent sur place.

Evolution des collectifs
Unités P.S. Selon résultats.

Th2 : déficitaire

T1 : déficitaire

T2 : bénéficiaire

A1 : bénéficiaire

R1 : bénéfices en 74/75 et en 77

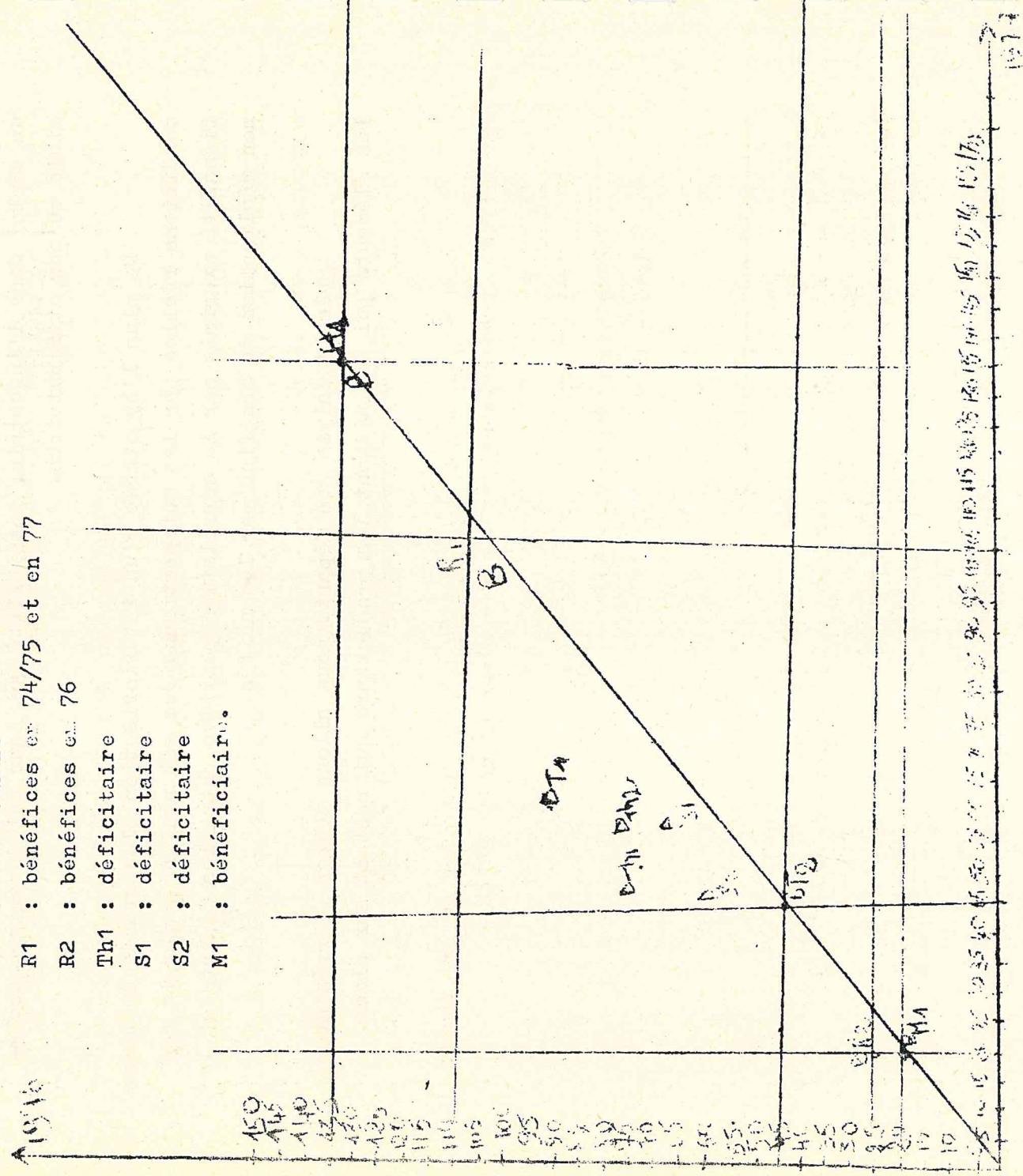
R2 : bénéfices en 76

Th1 : déficitaire

S1 : déficitaire

S2 : déficitaire

M1 : bénéficiaire.



B - La force de travail en place dans les unités.

Nous nous intéresserons à elle du point de vue de la maîtrise technique entendue comme la capacité de mise en oeuvre du projet d'intensification (1)

Capacité de mise en oeuvre que nous testerons à partir :

- de l'âge
 - de l'origine professionnelle en tant que déterminant un stock de connaissance.
 - de la formation professionnelle dont elle a pu bénéficier
- donc des connaissances offertes et acquises à partir des circuits mis en place par l'Etat, puisqu'il est placé dans ce cas en situation de monopole, à ces fins.

a) - Activité antérieure de la force de travail.

Nous avons travaillé à partir du dépouillement de 348 fiches producteurs et questionnaires ménages répartis comme suite :

Secteur privé	=	126
Révolution Agraire	=	137
Autogestion	=	85

(1) Tel que défini par I.C. Karsenty dans "Cahiers du CREA" n°3 Janvier Mars 1977 p. 202.

(2) Lecture du t

Tableau 32 : Origine de la force de travail par secteur.

	A G R I C U L T U R E										HORS AGRICULTURE					Sous Emploi		Non	Total
Origine	E X P L O I T A N T S				S A L A R I E S						Chantiers et manoeuvre du Bâtiment	Industrie	Transport	Commerce	Administ	1er Emploi	Chomeurs	ré- ponses	
Secteur	Aide Famil.	Prép.	Locat.	Kham.	P	S	P	S	P	S									
Secteur Privé	14	26			1	3		1			6	5	1	1	5	3		59	125
%	11,2	20,8			0,8	2,4		0,8			4,8	4	0,8	0,8	4	2,4		47,2	100
R.A.	1		19		12	47	1		8	8	20	7		2			3	8	136
%	0,7		13,9		8,8	34,5	0,7		5,8	5,8	14,7	5,1		1,4			2,2	5,8	99,4
Autoges- tion	4			1	2	10	28	9	4	7	1	2		2			5	12	87
%	4,5			1,1	2,2	11,4	32,1	10,3	4,5	8	1,1	2,2		2,2			5,7	13,7	99,
TOTAL	19	26	19	1	15	60	29	10	12	15	27	14	1	5	5	3	8	79	348
%	5,4	7,4	5,4	0,2	4,5	17,2	28,3	2,8	3,4	4,3	7,7	4	0,2	1,4	1,4	0,8	2,2	22,7	99,1

Lecture du tableau : P = Permanents - Aid.Fami = Aides Familiaux
 S = Saisonniers - Prop = Propriétaires
 Locat = Locataires - Administ. = Administration - Kham. = Khamès.

Tableau 33 : ACTIVITE ANTERIEURE DES PRODUCTEURS PAR SYSTEMES DE PRODUCTION.

Origine	HORS AGRICULTURE									
	SALAIRE					HORS AGRICULTURE				
	SALAIRE					HORS AGRICULTURE				
	SALAIRE					HORS AGRICULTURE				
Systeme de production	Exploitants					HORS AGRICULTURE				
	Aides Famil.	Prop.	Locataires	Khamés		Chantiers et mangrove	Industrie	Transport	Commerce	Administ.
De	Subsistance					HORS AGRICULTURE				
	2	6				5	3	2		
Partielle-	Pourcentage					HORS AGRICULTURE				
	5,1	15,3				12,8	7,6		5,1	
ment marchan	Pourcentage					HORS AGRICULTURE				
	5	8				1	1		2	
Marchand	Pourcentage					HORS AGRICULTURE				
		6					1	1	1	
Pourcentage	Pourcentage					HORS AGRICULTURE				
		24					4	4	4	
Capitelliste	Pourcentage					HORS AGRICULTURE				
	6	6					1	1	2	
Pourcentage	Pourcentage					HORS AGRICULTURE				
	26	26					4,3	3,6		
TOTAL	TOTAL					HORS AGRICULTURE				
	14	26				6	5	1	5	3
Fourcentage	Fourcentage					HORS AGRICULTURE				
	11,2	20,8				4,8	4	0,8	0,8	4

79bis.

- Les producteurs du système capitaliste, comme tous les autres, ont en majorité, toujours eu une activité agricole. Pour le plus grand nombre d'entre eux elle était basée sur la propriété des moyens de production.

Lorsque les enquêtés de ce système ont eu une activité non agricole ils ont été fonctionnaires, employés ou enseignants.

- Dans le système marchand, si on trouve beaucoup de propriétaires c'est dans une proportion moindre que dans le cas précédent.

Hors de l'agriculture les trois exploitants rencontrés ont travaillé dans l'industrie ou comme ouvriers qualifiés du bâtiment, dans les transports et l'administration.

Pour ce qui est des producteurs du système partiellement marchands les 2 enquêtés qui ont eu une activité non agricole ont travaillé dans les chantiers et l'industrie.

- Ils rejoignent on cela les producteurs du système de subsistance. De plus ces derniers sont plus nombreux à avoir ou une activité hors agriculture avant leur installation sur l'unité de production.

Les enquêtés du dernier système sont plus proches des attributaires de la Révolution -graire que des autres producteurs du secteur privé, du point de vue de l'origine professionnelle.

b - L'âge de la Force de travail.

Tableau 34 / AGE DE LA FORCE DE TRAVAIL PAR SECTEURS.

Secteur	Age						N.R.	Total
	- 25 ans	26 - 35 ans	36-45ans	46-55ans	56-65ans	66et +		
Secteur Privé	P 25,6%	13,6%	12,8%	17,6%	15,2%	13,6%	1,6%	12%
	N 32	17	16	22	19	17	2	125
R.A.	P 5,1	22,7	24,5	30,8	12,5	5,1		99,7
	N 7	31	32	42	17	7		136
Auto-gestion	P 13,9	20,6	22,9	12,6				99,8
	N 12	18	20	26	11			87
Total	P 14,6	18,9	19,5	25,8	13,5	6,8	0,5	99,6
	N 51	66	68	90	47	24	2	34,8

La force de travail, la plus jeune se trouve dans le secteur privé, elle représente les aides familiaux. C'est aussi ce secteur qui présente le plus fort taux de producteurs ayant 66 ans et plus, ce qui peut correspondre à une sorte de retraite.

Les formes R.A. et autogestion, disposent d'une force de travail qui est concentrée entre 26 et 55 ans, la pointe étant située entre 46 et 55 ans.

Nous rappelons que cette catégorie de la population étudiée est précisément celle qui, dans le chapitre 4 de notre deuxième partie, se déclarait comme la plus positive à l'égard de la vie à la campagne.

Nous faisons l'hypothèse que la population de moins de 45ans correspond à la force de travail qui peut être considérée comme celle qui est en pleine possession de ses capacités physiques de production. Nous avons la répartition suivante : Secteur Privé = 65 producteurs ont moins de 45 ans, 60 ont plus de 57 ans RA = 70 moins de 45 ans, et 66 plus de 45 ans.

individus qui n'ont pu poursuivre plus loin leurs études qu'au début du secondaire, que nous retrouvons dans les niveaux 1,2, 3 de formation en Français. Au niveau 4 il s'agit d'un enseignant qui a choisi de s'occuper des terres familiales pour ne pas être déclaré absentéiste dans le cadre de l'application de la R.A.

Dans le secteur privé la division entre l'arabe et le français du point de vue de la formation traduit un rapport entretenus par les producteurs aux deux catégories de savoir : un savoir ^{dit} religieux (niveau 1 en arabe = école coranique) et un savoir scientifique qui est celui d'un apprentissage à l'école francophone permettant de quitter le monde de l'oral-rural pour une promotion à l'écrit-urbain. Les paysans n'ont pas fait le choix d'un investissement, ou n'ont pas pu le faire du point de vue de la formation, dans l'enseignement technique qui serait une tentative de mieux appréhender leurs conditions actuelles de vie. De même l'Etat n'a pas investi dans ce dernier sens en ce qui concerne ce secteur.

A l'intérieur du secteur R.A. Les attributaires qualifiés ont en majorité reçu une formation, l'essentiel de celle-ci étant représentée par les stages techniques.

- Les présidents et attributaires non qualifiés sont surtout analphabètes et lorsqu'ils ont été formés, c'est par le biais de l'école coranique.

Ces remarques peuvent indiquer que pour ce point et dans notre échantillon les présidents sont représentatifs de leur base et que l'accès à un savoir technique (par les stages) ne permet pas une position de pouvoir au sein du collectif, du moins au niveau le plus apparent, si nous pensons que le fait d'être président peut constituer un enjeu pour les attributaires.

Dans le secteur autogéré, la catégorie regroupent le maximum d'analphabètes est celle des travailleurs agricoles, celle qui en contient le moins est celle des qualifiés ayant fait l'objet d'une nomination à des postes d'encadrement et dont la formation repose en priorité sur des stages.

- Les auto-gestionnaires qualifiés présentent les mêmes caractéristiques globales que les "hommes qualifiés" avec cette restriction qu'on trouve davantage de producteurs ayant suivi une scolarité dans cette catégorie.

- Les élus se répartissent de façon quasi-égale entre les trois caractéristiques possibles : analphabétisme, formation par les stages et formation par l'école.

On peut retenir que le fait d'avoir suivi des stages fait quitter la catégorie des "travailleurs agricoles" mais que celui d'avoir été à l'école ne recoupe aucune distinction entre les auto-gestionnaires.

Il nous reste à présent à définir comment les producteurs se définissent à l'égard du projet de l'état de développement agricole. Nous nous posons ainsi la question suivante : la force de travail en place dans les unités a-t-elle la capacité de mettre en oeuvre le projet d'intensification qui vise à un dégagement d'une production importante pour le marché.

La notion de capacité renvoie certes à l'idée de savoir faire (connaissances techniques et rationalité orientée vers le marché) mais aussi au choix fait par ceux qui possèdent ce savoir de demeurer dans les unités de production agricoles.

Si la diffusion de ce capital connaissance est différente selon les catégories sociales (ici les catégories définies de producteurs) elle va varier aussi en fonction de la place occupée et réclamée par ces catégories dans "la répartition des coûts économiques et sociaux qu'implique la modernisation de l'agriculture" (14).

En effet la mise en oeuvre de la politique d'intensification va demander un investissement humain et financier que d'une part seules certaines catégories d'unité peuvent s'offrir et d'autres part qu'à l'intérieur de ces catégories seules, quelques unes vont décider de réaliser.

Il s'agira, dans le secteur privé comme dans le secteur public (avec ici une tension moindre du point de vue de l'investissement financier dans la mesure où il est pris en charge par l'Etat), de l'indice d'une adhésion à la politique agricole dans la mesure où ceci traduira la foi en l'amélioration de ses conditions de vie par la mise en oeuvre de cette politique.

D. La préparation à l'intensification.

Nous allons étudier ce point à partir de la typologie suivante que nous proposons.

Nous l'avons organisé en privilégiant le critère du rapport avec le marché, rapport pour lequel nous situons la préparation de la force de travail à partir :

- 1 - De la formation
- 2 - De l'ancienneté dans les Unités commercialisant leur production.
- 3 - D'une pratique dans un secteur non agricole mais basée sur la salarisation.

(14) Ait Amara Hamid = "Revue Algérienne des Sciences juridiques, Economiques et politiques" p.166 - Mar 1973.

La combinaison de ces éléments nous a donné les possibilités suivantes :

- A - Producteur non préparé
- B - Producteur préparé par les stages et la scolarité
- C - Producteur préparé par l'ancienneté dans des unités ayant un rapport avec le marché
- D - Producteur préparé par une activité dans un secteur moderne non agricole
- E - Producteur préparé par les stages et la scolarité, et par l'ancienneté dans des unités ayant un rapport avec le marché
- F - Producteur préparé par les stages et la scolarité, et par une activité dans un secteur moderne non agricole.
- G - Producteur préparé par l'ancienneté dans des unités ayant un rapport avec le marché et par une activité dans un secteur moderne non agricole.
- H - Producteur préparé par les stages et l'instruction, par l'ancienneté dans des unités ayant un rapport avec les marchés et par une activité dans un secteur moderne non agricole.

Notre but est moins de saisir la préparation à l'intensification de chaque producteurs, que de définir des capacités pratiques existant dans une unité de production, qui permettent donc la mise en oeuvre de procès de production obéissant au procès d'intensification. Or ceci ne peut être déduit à partir de la seule identité des individus vu, en particuliers, le peu d'information dont nous disposons sur le fonctionnement des rapports hiérarchiques dans les unités autogérées et de la Révolution Agraire. Aussi nous allons plutôt tenter de définir des tendances dominantes au sein des unités.

Pour qualifier les populations de producteurs de ces exploitations nous allons considérer qu'excepté dans le type A, l'hypothèse de l'homogénéité est à rejeter car, nous semble-il, non fondée méthodologiquement.

Tableau 40 : CARACTERISTIQUES DE LA FORCE DE TRAVAIL PAR SYSTEME ET SECTEURS.

Systèmes sect. Caracté- rist.	Système de Subsist.	Système partiel marchand	Système marchand	Système Capitalist	Secteur R.A.	AUTOGESTION
Origine	Agriculture + manoeuvre chantiers	agriculture + Industrie + manoeuvre chantiers	agricult. +Industr. ou travail qualifié du bâtiment	agricult. +fonction. employé enseignant	pdt= sai+Ind+ qualif.Bât. qualif.=perm. +Ind+qualif Bât. att=sais + Manoeuvre bât.	Elu=travail.Colon nommés qualif= colon qualif=colon travailleur=colon privé + Ind et Bâtiment.
AGE	-25 ans et 36-45 ans	- 25 ans et 46 - 55ans	46 - 55 ans	- 25 ans ou 26-35 ou 46-55 ans	pdt =26-45 ans qualifiés= 26-45 ans Attrib=36-55 ans	Elu= 26-45 ans nommés qualif=36- 45 ans qualif.=36-55ans travailleurs = 46 - 65 ans
Instruct.	Ecole coranique	Ecole Coranique	Faible scolarité en arabe	Français	pdt = faible école coranique qualif= stage att= faible école coranique.	Elu=analphabètes nommés qualif.= stage qualif=analph+Stage + Ecole Trvailleurs=analph
Prépara- tion à l'inten- sif.	Ancienneté unité en rapport avec le marché+ secteur non agri- cole.	Faible Instruction +(Un peu) activité non agricole.	Instruction +activité non agric. + ancien- neté unité en rapport avec marchés	Instruc. + activi- té non agricole.	Stage (faible) + Instruction (faible)+ activité non agricole.	Stage + Ecole + ancienneté unité en rapport avec le marché.

A partir de ce tableau on peut signaler l'existence de certains points communs entre des producteurs appartenant à des systèmes ou à des secteurs différents.

Ainsi certains des chefs de ménage du système de subsistance et la majorité des attributaires sans qualification de la Révolution Agraire ont en commun un passé.

A partir de ce tableau on peut signaler l'existence de certains points communs entre des producteurs appartenant à des systèmes ou à des secteurs différents.

Ainsi certains des chefs de ménage du système de subsistance et la majorité des attributaires sans qualification de la Révolution Agraire ont en commun un passé de manoeuvre du Bâtiment, une pratique (baible dans les deux cas) de l'école coranique et entre 36 et 45 ans dans le premier cas et 36 et 55 ans dans le second.

Les deux n'ont comme préparation à l'intensification qu'un passage dans une situation de salarié particulièrement précaire.

Le travailleurs agricoles de l'autogestion partagent avec un grand nombre des producteurs du système marchand le fait d'avoir oeuvré dans l'industrie ou comme travailleurs qualifiés du bâtiment, et d'avoir longtemps servis dans des unités commercialisant une part importante de la production.

Ils ont, dans l'autogestion, entre 36 et 65 ans et entre 46 et 55 dans le système marchand.

La grille de lecture que nous avons mise en place pour définir la force de travail dans les unités agricoles, c'est à dire la typologie organisée autour de l'Ecole et du rapport au marché(marché de l'emploi et des produits) porte en elle une vision du travail agricole. Vision qui fait de ce dernier un métier nécessitant une formation pour répondre à une demande sociale organisée à partir de la ville.

La formation, dans le chapitre précédent, correspond à un niveau de qualification, or l'ensemble de ces systèmes de formation (salarisation scolarité-centres marchands) fonde une hiérarchie des niveaux de qualification dont le point culminant se situe en ville

et marque une rupture avec le travail agricole.

Le point culminant ne se définit pas ~~seulement~~ par le lieu de l'activité mais aussi par les conditions qui permettent le mieux d'y accéder : l'Ecole et le capital. Ces derniers permettent aux ruraux de réduire les écarts entre leur place par rapport à l'institution scolaire et leurs projets.

Aussi nous allons à présent nous poser la question des investissements réels consentis par les groupes de producteurs pour une introduction à l'Ecole-Ville.

Ce qui fera apparaître, pensons-nous, trois types de situations possibles :

- 1 - Les producteurs ont des conditions trop difficiles pour investir dans l'Ecole.
- 2 - Les producteurs bénéficient d'un minimum de conditions (école proche, moyens de financement) et investissent dans l'école.
- 3 - Les producteurs bénéficient de conditions suffisantes pour investir dans l'école mais ne le font pas. Ils ne font donc pas passer l'avenir du groupe par l'école.

Nous tenterons de ^lévaluer à partir de ceux qui sont l'avenir du groupe, c'est à dire les enfants, et de leur scolarisation.

E - Scolarisation des enfants.

Nous n'avons retenu que les réponses concernant les garçons car elles peuvent être immédiatement représentatives d'un investissement familial en vue d'un devenir du groupe. Les réponses concernant les filles portent de plus en elles un jeu d'alliance que nous ne pouvons pas maîtriser.

Par ailleurs nous avons étudié les réponses concernant la scolarisation dans le secondaire qui est l'indice d'une adhésion plus grande à la scolarisation que celle rendue obligatoire par l'Etat, le primaire, et qui n'implique pas nécessairement une maîtrise de l'écrit.

Dans l'exploitation des résultats il faut tenir compte du fait que les aides familiaux, n'ayant pas d'enfants, dans la majorité des cas, ne font pas partie de notre échantillon.

Tableau 41 : SCOLARISATION DES ENFANTS DANS LE SECONDAIRE PAR SECTEURS.

Scolarisation Secondaire		NON	%	OUI	%	Non réponses	%	Enfants trop jeunes	%	TOTAL	%
Secteur Privé		39	55,7	26	37,1	5	7,1			70	99,9
R.A.		34	69,3	10	20,4	5	10,2			49	99,9
Autogestion		20	57,1	14	40			1	2,8	35	99,9
T.O.T.A.L		93	60,3	50	32,4	10	6,4	1	0,6	154 154	99,7

On peut constater que si la majorité des chefs de famille enquêtés ne scolarisent pas leurs enfants dans le secondaire, le nombre de ceux qui le font est tout de même très important si l'on tient compte des difficultés rencontrées sur ce plan par les ruraux.

- difficultés d'accès d'ordre matériel à l'enseignement secondaire = localisation, argent.
- Difficultés d'accès d'ordre culturel = aucun soutien n'est fournis aux lycéens par leur milieu d'origine.

Il semble que le secteur sur lequel pèsent le plus ces contraintes soit celui de la R.A. Les producteurs du secteur privé et de l'autogestion semblent entretenir un rapport de même niveau à la scolarité dans le secondaire. Toutefois comme il est impossible de considérer le secteur privé comme un ensemble homogène nous allons tenter d'affiner les tendances constatées précédemment.

A - L'intérieur du Secteur Privé.

Tableau 42 : Scolarisation des enfants dans le secondaire par système.

Scolarité secondaire Système	NON	%	OUI	%	Non répon- ses	%	Enfants trop jeunes	%	TOTAL	%
Système subsistance	18	68,2	9	32,1	1	3,5			28	99,8
Système partiellement marchand	9	56,2	6	37,5	1	6,2			16	99,9
Système marchand	11	57,8	7	36,8	1	5,2			19	99,8
Système capitaliste	1	14,2	4	57,1	2	28,5			7	99,8
T O T A L	39	55,7	26	37,1	5	7,1			70	99,9

Nous voyons clairement que les deux tiers des chefs de famille du système de subsistance n'envoient pas leurs enfants au lycée alors que cela n'est vrai que pour 1 sur 7 des enquêtés du système capitaliste.

Les producteurs des systèmes marchand et partiellement marchand le font dans les mêmes proportions que ceux de l'autogestion.

Les chefs de ménage du système capitaliste avaient exprimé le souhait de voir leurs enfants rester le plus longtemps possible dans le système scolaire pour quitter l'agriculture et travailler, si possible, dans l'administration.

Nous constatons que cette aspiration se traduit dans un comportement réel puisqu'ils sont les plus nombreux, proportionnellement à envoyer leurs enfants au lycée et lorsque ces derniers rentrent dans le circuit scolaire ce sont les plus favorisés des ruraux du point de vue des conditions matérielles :

Leur départ de l'unité de production n'affecte pas le déroulement des travaux, car les chefs d'unité ont les moyens de faire appel à de la force de travail salariée. Ils peuvent aussi bénéficier, grâce à l'argent de leur famille, d'un équipement suffisant et bénéficiaire de moyens de transport. Du point de vue des conditions culturelles ils sont issus du groupe de producteurs les plus alphabétisés, comme nous avons pu le voir, et du point de vue du rapport à l'activité agricole il s'agit surtout d'une force de travail préparée à l'abandonner puisque l'histoire de sa formation ne repose, en grande partie, que sur l'instruction et une activité non agricole du type = fonctionnaire, enseignant, employé.

Au niveau des aspirations nous avons pu voir que les producteurs du système de subsistance avaient un discours révélant une appréhension d'eux mêmes comme fournisseurs de force de travail à d'autres secteurs d'activité. Or nous venons de voir que d'une part ils n'ont pas les moyens de vendre une force de travail qualifiée à ces secteurs, que d'autre part ils n'ont pas la possibilité de participer à une modification de l'agriculture basée sur l'intensification.

Ce qui se confirme lorsque nous considérons le fait que les actifs de ce système quittent massivement les unités de production agricole. Certains vont travailler dans les chantiers et bâtiments mais beaucoup sont chômeurs ce qui traduit bien la situation des actifs de ce système = Ils ne bénéficient pas d'une base matérielle suffisante qui leur permette de demeurer sur leurs unités de production mais ils ne trouvent pas non plus à s'embaucher dans d'autres secteurs d'activité, sauf occasionnellement comme travailleurs temporaires.

Les producteurs du système partiellement marchand souhaitent, en majorité, pouvoir tenter le pari de l'agriculture. Cela leur semble, selon leurs discours, soumis à la condition de bénéficier de l'aide de l'Etat en ce qui concerne les approvisionnements et les moyens de production, sans que ce fait nuise à l'autonomie dont ils jouissent.

Sinon ils souhaiteraient passer dans l'industrie et la vente de force de travail qu'ils pratiquent actuellement se réalise surtout hors de l'agriculture.

Toutefois ils ne sont pas, à l'heure actuelle, particulièrement prêts à participer à une conversion de l'agriculture : seule une aide de l'Etat orientée vers ce système pourraient faire d'eux des éléments actifs dans le processus d'intensification de l'agriculture.

Ils ne se déclarent pas prêts pour cela à renforcer le secteur public. Ceci d'ailleurs peut sembler paradoxal : ils demandent l'aide de l'Etat alors qu'ils refusent son type d'organisation de la production.

Les enquêtés du systèmes marchand se situent dans la même trajectoire que les précédents mais à un autre niveau. Ils ont plus de moyens pour rester dans l'agriculture. Ils réclament une organisation de l'amont par une aide de l'Etat pour les approvisionnements.

(ils semblent satisfaits en cela par les fonctions assurées par les C.A.P.C.S) sans modification aucune de leurs activités et de l'aval (commercialisation de leurs produits).

Leur souhait de demeurer dans l'agriculture accompagne le fait que les producteurs de ce système soient les plus préparés du Secteur Privé à la transformation de l'agriculture par l'intensification bien que les chefs de ménage soient relativement âgés. Leur relative confiance dans leur avenir n'est cependant pas suffisante pour orienter leurs enfants vers une formation qui les préparerait à leur succéder.

Les attributaires de la Révolution Agraire expriment, ceci pouvant n'être qu'une réponse formelle, le sentiment que l'Etat leur est favorable et souhaitent qu'il accentue ses interventions : soit dans le sens d'un don des terres (avec la liberté de commercialisation), soit dans celui d'une élévation de "salaires", soit pour organiser leur départ de l'agriculture dans le sens d'une promotion par rapport à leurs origines professionnelles. Venant des chantiers et bâtiments ou ayant été travailleurs agricoles saisonniers, ils souhaiteraient qu'eux ou leurs enfants travaillent dans les bureaux ou deviennent propriétaires privés.

Cela alors que leurs enfants sont les moins nombreux à être scolarisés dans le secondaire et que leur niveau de revenu est loin de leur permettre d'accumuler pour devenir propriétaires de quoi que ce soit.

Ce voeu de ne pas retourner sur les chantiers, pour la satisfaction duquel ils attendaient l'aide de l'Etat, ils l'ont peu réalisé en général. Massivement, lorsqu'ils quittent les unités de la Révolution Agraire, c'est dans le même secteur d'activité qu'ils retournent.

Les autogestionnaires, nous l'avons déjà dit, expriment nettement leurs attentes à l'égard de leur rémunération en terme d'accès à des conditions de vie meilleure qu'ils identifient à la télévision, les meubles, mobylettes, voiture, maison, services sociaux.

D'ailleurs la courbe des désistements, dans les domaines, épouse implacablement celle des résultats de l'unité. Lorsque celle-ci est déficitaire les autogestionnaires partent pour tenter de trouver un travail dans l'industrie. Et près de 25 % d'entre eux y parviennent alors que 20%, de notre échantillon trouvent un emploi dans les services, aucun ne reste dans l'agriculture et 51% travaillent sur des chantiers.

- C O N C L U S I O N -

En fait à travers les attitudes et comportements des agriculteurs enquêtés, un certain nombre de thèmes nous sont apparus comme centraux. Il s'agit d'abord de celui des prix. Les agriculteurs souhaitent tirer profit plus librement des fluctuations des prix. Même lorsqu'ils ne sont pas, par principe, opposés au marché d'Etat, ils revendiquent d'avoir accès au marché privé parceque les prix qui y sont pratiqués sont plus élevés. Ceci est vrai dans les conditions actuelles de dualité de marché. Cette dualité de marché détermine en partie la formation d'une hiérarchie de producteurs : ceux qui appartiennent au Secteur Public s'estiment défavorisés dans la mesure où ils sont contraints de s'adresser au marché d'Etat. Ce dernier qui est, en principe, un instrument de la politique de promotion des catégories rurales les plus défavorisées, engendre, aux yeux des producteurs un effet inverse. Ce rôle prêté au marché d'Etat lui vient de sa coexistence avec le marché privé. Les rapports entretenus par les agriculteurs avec l'un ou l'autre des circuits de commercialisation déterminent leurs résultats et leurs consommations productives ou improductives.

Nous disons productives aussi, dans le cas des systèmes marchand et partiellement marchand qui sont prêts à jouer la carte du projet d'Etat dans l'agriculture en échange d'un soutien de celui-ci en vue de réaliser le maximum de profit. Soutien qui comporte le risque de les voir s'ériger en bourgeoisie agraire.

Dans le cas du secteur public, nous parlons ici de l'auto-gestion, ce problème est davantage vécu en termes de dégradation des rapports de prix entre produits agricoles et produits non-agricoles. Joint au statut que s'attribuent les producteurs de ce secteur par rapport à ceux du secteur privé, ceci se traduit sous forme d'attente, que partagent les agriculteurs du système de subsistance; celle de voir l'Etat assumer des fonctions de justicier sans envisager de se rendre justice soi-même à travers les appareils créés par l'Etat (APC.UNPA.FLN).

Les propriétaires du système capitaliste n'expriment, quant à eux, aucune attente à l'égard de l'Etat. En cela, d'une part, ils sont les seuls et d'autre part, ils maintiennent une attitude constante de défiance à son encontre qui exprime le fait qu'ils n'identifient leurs intérêts à aucun de ses aspects; ~~excepté~~ toutefois, son système d'éducation.

Cette restriction signifie pour nous que toute stratégie de transformation dans cette société rurale nécessite un dépassement qu'aucun des groupes étudiés ne peut réaliser seul. Pour ce faire ils sont contraints de se référer à un autre système, de nouer des alliances avec un pouvoir extérieur à la campagne.

La seule attente à l'égard de l'Etat ne **peut** nous permettre de définir les formes de conscience de nos enquêtés. L'ensemble de notre travail nous permet d'émettre les hypothèses suivantes qui expriment le sens des transformations de la société rurale.

Si trois groupes nous semblent avoir une conscience claire de leur situation, (les autogestionnaires, les producteurs des systèmes marchand et capitaliste), seuls les deux premiers nous apparaissent comme susceptibles de jouer un rôle moteur dans les campagnes : Les premiers en exprimant des revendications claires d'élévation de la rémunération de leur travail, les seconds comme catégorie de paysans aisés s'organisant pour réaliser le maximum de profit en bénéficiant des conditions actuelles de marché.

Les propriétaires du système partiellement marchand sont dans une position moins claire : ni prolétariat rural, ni propriétaires ayant une base matérielle suffisante, ni "armée de réserve" comme les producteurs du système de subsistance, ils sont dans une position intermédiaire et peuvent devenir l'un ou l'autre selon la place qui leur sera faite dans l'agriculture.

Les propriétaires du système de subsistance nous paraissent très proches d'un semi-prolétariat dans la mesure où l'agriculture ne fournit qu'une portion de la subsistance des familles auxquelles ils appartiennent et que les chefs de ménage semblent interioriser le processus sans remettre en cause leur statut de propriétaires d'unités productrices de force de travail.

Ils apparaissent comme relativement proches des attributaires de la Révolution Agraire qui dévalorisent l'activité agricole sans revendiquer une place claire dans l'économie par l'expression d'un devenir objectivement réalisable.

Ces deux catégories ont en commun une longue histoire de salariés temporaires qui les a maintenues à des niveaux de revenus trop bas pour avoir une conscience de groupe susceptible de revendiquer une place dans la société. Toutefois l'intégration à la Révolution Agraire a correspondu chez les attributaires au désir de voir se réaliser l'aspiration à la sécurité. Est-ce la jeunesse du secteur ? est-ce l'impossibilité, à un bas niveau de revenu, d'exprimer sa foi en des rapports sociaux nouveaux qui dynamisent ces campagnes ? Nous n'avons pas, pensons-nous dans les unités de la RA une population qui se maintient comme une population d'agriculteurs organisée autour du développement de la coopération. Elle exprime surtout le désir de trouver une relative sécurité matérielle.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000
SOLVI	634.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	20.0	12.2	1891.0	17.4	55.4	23.1	1.3	0.0	0.0	65.0	0.0	0.0	7721.1	6022.3	146.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										

[illegible]

: Somme des Valeurs Ajoutees	= 47479.9 :
: Taxe Unique et Globale a la Production=	4422.1 :
: Droits de Douane	= 1744.5 :
: Production Interieure Brute	= 53646.5

T.E.S. de 1979		1.0	2.0	3.0	4.0	5.0	6.0	7.0	8.0	9.0	10.0	11.0	12.0	13.0	14.0	15.0	16.0	17.0	18.0	19.0	20.0	21.0	22.0	23.0	24.0	25.0	26.0	27.0	28.0	29.0	30.0	31.0	32.0	33.0	34.0	35.0	36.0	37.0	38.0	39.0	40.0	41.0	42.0	43.0	44.0	45.0	46.0	47.0	48.0	49.0	50.0	51.0	52.0	53.0	54.0	55.0	56.0	57.0	58.0	59.0	60.0	61.0	62.0	63.0	64.0	65.0	66.0	67.0	68.0	69.0	70.0	71.0	72.0	73.0	74.0	75.0	76.0	77.0	78.0	79.0	80.0	81.0	82.0	83.0	84.0	85.0	86.0	87.0	88.0	89.0	90.0	91.0	92.0	93.0	94.0	95.0	96.0	97.0	98.0	99.0	100.0																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
1	AGRICULTURE, PÊCHE, SYLV.	1188.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	45.5	25.2	2975.2	17.5	27.3	41.8	2.5	0.0	0.0	22.5	0.0	4099.7	9208.4	191.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

	T.E.S. de 1977	1.R	2.R	3.R	4.R	5.R	6.R	7.R	8.R	9.R	10.R	11.R	12.R	13.R	14.R	15.R	16.R	17.R	18.R	19.R	20.R	21.R	22.R	23.R	24.R	25.R	26.R	27.R	28.R	29.R	30.R	31.R	32.R	33.R	34.R	35.R	36.R	37.R	38.R	39.R	40.R	41.R	42.R	43.R	44.R	45.R	46.R	47.R	48.R	49.R	50.R	51.R	52.R	53.R	54.R	55.R	56.R	57.R	58.R	59.R	60.R	61.R	62.R	63.R	64.R	65.R	66.R	67.R	68.R	69.R	70.R	71.R	72.R	73.R	74.R	75.R	76.R	77.R	78.R	79.R	80.R	81.R	82.R	83.R	84.R	85.R	86.R	87.R	88.R	89.R	90.R	91.R	92.R	93.R	94.R	95.R	96.R	97.R	98.R	99.R	100.R	101.R	102.R	103.R	104.R	105.R	106.R	107.R	108.R	109.R	110.R	111.R	112.R	113.R	114.R	115.R	116.R	117.R	118.R	119.R	120.R	121.R	122.R	123.R	124.R	125.R	126.R	127.R	128.R	129.R	130.R	131.R	132.R	133.R	134.R	135.R	136.R	137.R	138.R	139.R	140.R	141.R	142.R	143.R	144.R	145.R	146.R	147.R	148.R	149.R	150.R	151.R	152.R	153.R	154.R	155.R	156.R	157.R	158.R	159.R	160.R	161.R	162.R	163.R	164.R	165.R	166.R	167.R	168.R	169.R	170.R	171.R	172.R	173.R	174.R	175.R	176.R	177.R	178.R	179.R	180.R	181.R	182.R	183.R	184.R	185.R	186.R	187.R	188.R	189.R	190.R	191.R	192.R	193.R	194.R	195.R	196.R	197.R	198.R	199.R	200.R	201.R	202.R	203.R	204.R	205.R	206.R	207.R	208.R	209.R	210.R	211.R	212.R	213.R	214.R	215.R	216.R	217.R	218.R	219.R	220.R	221.R	222.R	223.R	224.R	225.R	226.R	227.R	228.R	229.R	230.R	231.R	232.R	233.R	234.R	235.R	236.R	237.R	238.R	239.R	240.R	241.R	242.R	243.R	244.R	245.R	246.R	247.R	248.R	249.R	250.R	251.R	252.R	253.R	254.R	255.R	256.R	257.R	258.R	259.R	260.R	261.R	262.R	263.R	264.R	265.R	266.R	267.R	268.R	269.R	270.R	271.R	272.R	273.R	274.R	275.R	276.R	277.R	278.R	279.R	280.R	281.R	282.R	283.R	284.R	285.R	286.R	287.R	288.R	289.R	290.R	291.R	292.R	293.R	294.R	295.R	296.R	297.R	298.R	299.R	300.R	301.R	302.R	303.R	304.R	305.R	306.R	307.R	308.R	309.R	310.R	311.R	312.R	313.R	314.R	315.R	316.R	317.R	318.R	319.R	320.R	321.R	322.R	323.R	324.R	325.R	326.R	327.R	328.R	329.R	330.R	331.R	332.R	333.R	334.R	335.R	336.R	337.R	338.R	339.R	340.R	341.R	342.R	343.R	344.R	345.R	346.R	347.R	348.R	349.R	350.R	351.R	352.R	353.R	354.R	355.R	356.R	357.R	358.R	359.R	360.R	361.R	362.R	363.R	364.R	365.R	366.R	367.R	368.R	369.R	370.R	371.R	372.R	373.R	374.R	375.R	376.R	377.R	378.R	379.R	380.R	381.R	382.R	383.R	384.R	385.R	386.R	387.R	388.R	389.R	390.R	391.R	392.R	393.R	394.R	395.R	396.R	397.R	398.R	399.R	400.R	401.R	402.R	403.R	404.R	405.R	406.R	407.R	408.R	409.R	410.R	411.R	412.R	413.R	414.R	415.R	416.R	417.R	418.R	419.R	420.R	421.R	422.R	423.R	424.R	425.R	426.R	427.R	428.R	429.R	430.R	431.R	432.R	433.R	434.R	435.R	436.R	437.R	438.R	439.R	440.R	441.R	442.R	443.R	444.R	445.R	446.R	447.R	448.R	449.R	450.R	451.R	452.R	453.R	454.R	455.R	456.R	457.R	458.R	459.R	460.R	461.R	462.R	463.R	464.R	465.R	466.R	467.R	468.R	469.R	470.R	471.R	472.R	473.R	474.R	475.R	476.R	477.R	478.R	479.R	480.R	481.R	482.R	483.R	484.R	485.R	486.R	487.R	488.R	489.R	490.R	491.R	492.R	493.R	494.R	495.R	496.R	497.R	498.R	499.R	500.R	501.R	502.R	503.R	504.R	505.R	506.R	507.R	508.R	509.R	510.R	511.R	512.R	513.R	514.R	515.R	516.R	517.R	518.R	519.R	520.R	521.R	522.R	523.R	524.R	525.R	526.R	527.R	528.R	529.R	530.R	531.R	532.R	533.R	534.R	535.R	536.R	537.R	538.R	539.R	540.R	541.R	542.R	543.R	544.R	545.R	546.R	547.R	548.R	549.R	550.R	551.R	552.R	553.R	554.R	555.R	556.R	557.R	558.R	559.R	560.R	561.R	562.R	563.R	564.R	565.R	566.R	567.R	568.R	569.R	570.R	571.R	572.R	573.R	574.R	575.R	576.R	577.R	578.R	579.R	580.R	581.R	582.R	583.R	584.R	585.R	586.R	587.R	588.R	589.R	590.R	591.R	592.R	593.R	594.R	595.R	596.R	597.R	598.R	599.R	600.R	601.R	602.R	603.R	604.R	605.R	606.R	607.R	608.R	609.R	610.R	611.R	612.R	613.R	614.R	615.R	616.R	617.R	618.R	619.R	620.R	621.R	622.R	623.R	624.R	625.R	626.R	627.R	628.R	629.R	630.R	631.R	632.R	633.R	634.R	635.R	636.R	637.R	638.R	639.R	640.R	641.R	642.R	643.R	644.R	645.R	646.R	647.R	648.R	649.R	650.R	651.R	652.R	653.R	654.R	655.R	656.R	657.R	658.R	659.R	660.R	661.R	662.R	663.R	664.R	665.R	666.R	667.R	668.R	669.R	670.R	671.R	672.R	673.R	674.R	675.R	676.R	677.R	678.R	679.R	680.R	681.R	682.R	683.R	684.R	685.R	686.R	687.R	688.R	689.R	690.R	691.R	692.R	693.R	694.R	695.R	696.R	697.R	698.R	699.R	700.R	701.R	702.R	703.R	704.R	705.R	706.R	707.R	708.R	709.R	710.R	711.R	712.R	713.R	714.R	715.R	716.R	717.R	718.R	719.R	720.R	721.R	722.R	723.R	724.R	725.R	726.R	727.R	728.R	729.R	730.R	731.R	732.R	733.R	734.R	735.R	736.R	737.R	738.R	739.R	740.R	741.R	742.R	743.R	744.R	745.R	746.R	747.R	748.R	749.R	750.R	751.R	752.R	753.R	754.R	755.R	756.R	757.R	758.R	759.R	760.R	761.R	762.R	763.R	764.R	765.R	766.R	767.R	768.R	769.R	770.R	771.R	772.R	773.R	774.R	775.R	776.R	777.R	778.R	779.R	780.R	781.R	782.R	783.R	784.R	785.R	786.R	787.R	788.R	789.R	790.R	791.R	792.R	793.R	794.R	795.R	796.R	797.R	798.R	799.R	800.R	801.R	802.R	803.R	804.R	805.R	806.R	807.R	808.R	809.R	810.R	811.R	812.R	813.R	814.R	815.R	816.R	817.R	818.R	819.R	820.R	821.R	822.R	823.R	824.R	825.R	826.R	827.R	828.R	829.R	830.R	831.R	832.R	833.R	834.R	835.R	836.R	837.R	838.R	839.R	840.R	841.R	842.R	843.R	844.R	845.R	846.R	847.R	848.R	849.R	850.R	851.R	852.R	853.R	854.R	855.R	856.R	857.R	858.R	859.R	860.R	861.R	862.R	863.R	864.R	865.R	866.R	867.R	868.R	869.R	870.R	871.R	872.R	873.R	874.R	875.R	876.R	877.R	878.R	879.R	880.R	881.R	882.R	883.R	884.R	885.R	886.R	887.R	888.R	889.R	890.R	891.R	892.R	893.R	894.R	895.R	896.R	897.R	898.R	899.R	900.R	901.R	902.R	903.R	904.R	905.R	906.R	907.R	908.R	909.R	910.R	911.R	912.R	913.R	914.R	915.R	916.R	917.R	918.R	919.R	920.R	921.R	922.R	923.R	924.R	925.R	926.R	927.R	928.R	929.R	930.R	931.R	932.R	933.R	934.R	935.R	936.R	937.R	938.R	939.R	940.R	941.R	942.R	943.R	944.R	945.R	946.R	947.R	948.R	949.R	950.R	951.R	952.R	953.R	954.R	955.R	956.R	957.R	958.R	959.R	960.R	961.R	962.R	963.R	964.R	965.R	966.R	967.R	968.R	969.R	970.R	971.R	972.R	973.R	974.R	975.R	976.R	977.R	978.R	979.R	980.R	981.R	982.R	983.R	984.R	985.R	986.R	987.R	988.R	989.R	990.R	991.R	992.R	993.R	994.R	995.R	996.R	997.R	998.R	999.R	1000.R
1 : AGRICULTURES, PÊCHE ET CHASSE	645.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																

I.E.S. de 1979	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383	1384	1385	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	1414	1415	1416	1417	1418	1419	1420	1421	1422	1423	1424	1425	1426	1427	1428	1429	1430	1431	1432	1433	1434	1435	1436	1437	1438	1439	1440	1441	1442	1443	1444	1445	1446	1447	1448	1449	1450	1451	1452	1453	1454	1455	1456	1457	1458	1459	1460	1461	1462	1463	1464	1465	1466	1467	1468	1469	1470	1471	1472	1473	1474	1475	1476	1477	1478	1479	1480	1481	1482	1483	1484	1485	1486	1487	1488	1489	1490	1491	1492	1493	1494
----------------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

	T.E.S. de 1982	1.0	2.0	3.0	4.0	5.0	6.0	7.0	8.0	9.0	10.0	11.0	12.0	13.0	14.0	15.0	16.0	17.0	18.0	19.0	20.0
1 : AGRICULTURE, PECHE, SYLVIC.	1258.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.0	25.0	10.6	849.3	17.3	0.1	55.0	131.9	7.6	2.5	161.2	0.0	0.0	10025.3	17914.4
2 : EAU ENERGIE	72.0	65.3	53.2	15.7	12.5	61.1	59.7	43.0	23.5	84.4	11.4	2.4	42.5	6.6	28.4	41.7	63.6	20.1	26.7	747.0	575.0
3 : HYDROCARBONES	164.3	104.0	6936.9	347.6	34.5	165.0	135.9	492.0	59.4	75.7	15.5	3.0	38.6	3.0	877.7	262.0	26.6	35.0	45.3	9926.2	2195.9
4 : TP. PETROLIERS	0.0	0.0	7662.0	2402.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10123.2	0.0
5 : MINES ET CARRIERES	0.0	0.0	0.7	0.0	26.4	331.9	147.0	772.3	64.3	22.1	0.0	0.4	12.3	0.4	0.3	0.0	0.6	0.0	0.0	1301.4	0.0
6 : I.S.M.M.E	132.7	48.5	834.0	634.0	62.6	3601.4	185.2	3102.2	70.4	316.1	22.0	13.4	95.4	144.6	642.4	222.0	40.2	19.1	03.7	10271.3	3495.9
7 : MATERIAUX DE CONSTRUCTION	0.0	31.5	2.3	63.4	7.4	59.0	93.3	2421.5	22.3	29.1	0.0	0.1	6.0	4.9	4.3	33.6	55.2	2.7	0.0	2016.7	302.0
8 : S.T.P	1.3	6.4	109.5	12.1	7.3	55.5	13.3	202.4	12.1	42.9	17.2	3.5	28.4	5.5	16.0	33.5	24.3	7.4	4.4	403.7	202.0
9 : CHIMIE, CAOUTCHOUC, PLASTIQUE	1314.6	6.4	95.1	92.3	47.7	406.6	45.7	520.5	726.0	315.6	113.2	79.4	107.9	271.2	162.1	195.5	47.0	13.0	57.1	4716.9	2707.7
10 : ALIMENTAIRE	254.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	17.0	1496.1	4.8	34.1	1.4	0.1	16.5	0.0	454.2	0.0	2.0	2311.6	22709.0
11 : TEXTILES, CONFECTION	19.4	4.4	0.0	3.6	1.7	19.9	7.0	60.7	21.5	13.0	2654.9	52.1	72.5	14.0	20.7	140.7	7.1	0.0	2.9	3222.2	5573.3
12 : OUVRS ET CHAUSURES	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.7	19.7	401.2	6.7	0.0	0.7	0.0	0.0	0.0	432.9	1155.0
13 : BOIS, LIÈGE, PAPIER	57.3	4.9	2.3	2.0	4.9	41.9	70.2	925.2	32.4	215.9	16.6	10.0	902.3	90.6	30.2	101.0	6.2	53.9	1.1	2040.8	1627.5
14 : INDUSTRIES DIVERSES	10.5	9.0	16.1	16.0	4.3	11.1	6.9	7.6	7.2	37.4	5.0	17.4	5.2	26.6	19.4	22.0	8.5	17.7	0.1	250.2	2002.4
15 : TRANSPORT COMMUNICATION	41.5	23.1	472.0	270.2	67.2	572.7	92.1	740.9	84.3	1002.4	26.4	5.4	46.0	25.6	1134.0	3120.0	29.0	60.3	16.0	7039.5	2352.1
16 : CAFES, HOTELS, RESTAURANTS	0.0	36.3	50.4	52.1	3.5	16.9	6.3	229.5	3.7	10.2	3.7	1.4	9.3	0.7	60.4	54.2	6.4	29.4	0.0	502.2	1035.7
17 : SERVICES AUX ENTREPRISES	375.7	14.0	1551.9	495.0	10.6	759.9	253.9	620.1	106.7	113.2	19.2	2.3	59.5	27.4	300.3	557.7	3.6	247.0	1.2	5000.0	0.0
18 : SERVICES AUX MENAGES	70.6	6.2	0.2	0.9	5.2	42.4	9.9	274.2	0.4	32.4	12.0	2.6	21.7	4.5	50.0	75.5	62.4	44.3	4.9	032.3	1999.0
TOTAL CI BRANCHES	3042.1	364.0	17973.3	4400.1	322.1	6250.3	1051.5	10551.0	1350.4	12316.3	2961.3	629.6	1594.3	755.6	3356.0	4671.0	1040.9	559.6	244.2	74505.1	57016.6
VALEUR AJOUTEE BRUTE	12923.3	1242.7	51191.3	3472.7	752.7	3704.9	1540.2	16526.0	937.9	3700.4	1955.3	603.2	1163.1	209.7	7009.7	10970.0	1054.2	1133.2	2507.9	132526.0	
SALAIRES BRUTS	5203.4	400.6	11112.5	1324.1	476.3	2714.7	1003.1	11654.0	406.0	2020.5	1204.9	302.0	901.4	107.0	4202.7	3025.0	770.4	472.3	657.7	70021.1	
IMPOTS LIES A LA PRODUCTION	-329.4	29.0	13431.5	160.1	34.4	227.2	70.0	1247.0	412.0	345.5	207.3	72.6	110.1	62.7	500.0	2472.0	162.2	173.5	134.2	15545.0	
CONTRIBUTION DE FONDS FIXES	494.4	250.0	3153.2	1720.3	137.0	1301.1	613.5	2045.3	170.1	490.0	105.0	54.1	110.0	44.7	1205.5	1100.0	142.0	117.7	13.7	13514.9	
EXCEDENT NET EXPLOITATION	7474.9	479.3	33494.1	450.2	102.2	-530.1	-227.3	1570.5	-130.2	541.6	430.1	95.7	33.6	-75.5	1695.5	11509.3	779.6	369.7	1702.6	59045.0	
PRODUCTION DES BRANCHES	16705.4	1607.5	60004.6	6100.0	1072.0	12035.2	2591.7	27377.0	2200.3	16027.7	4916.6	1202.0	2757.4	1040.3	11076.5	23607.5	2903.1	1692.0	2032.1	120711.9	
TRANSFERT DE PRODUITS	0.5	-124.2	-7671.7	5031.6	0.0	-546.5	33.5	-009.3	95.0	-305.1	-110.0	13.2	-137.9	-00.3	-319.1	-374.0	-27.1	4509.3	2.5	0.0	
VENTES DES A.P	0.0	210.2	0.0	0.0	401.4												61.5	172.0	045.9		
IMPORTATIONS	4295.2	0.0	764.2	0.0	572.4	21470.7	037.7	0.0	4329.0	4531.0	1356.0	43.1	1025.9	510.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	49209.3	
DROITS DE DOUANES IMPORT	110.0	0.0	203.2	0.0	17.4	1204.0	91.9	0.0	279.7	219.4	270.7	13.5	251.3	94.4						2917.1	
T.U.S.P	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	2400.9	02.0	1232.0	343.2	510.6	1179.7	204.1	725.7	1100.4						7009.4	
MARCHES COMMERCIALES	0000.4	0.0	1610.3	0.0	100.4	3005.9	240.9	0.0	1133.1	5320.6	1430.6	194.1	007.0	639.0	0.0	-20002.0				0.0	
TOTAL RESSOURCES	20040.3	1493.5	64050.6	13090.4	2104.4	37700.0	1050.5	27740.5	0400.3	26277.2	0002.4	1702.0	6200.2	3190.0	12757.4	0.0	2937.5	10042.4	0027.4	260273.6	

Scane des Valeurs Ajoutees	=132526.0
Taxe Unique et Globale la Production=	7009.4
Droits de Douane	= 2917.1
Production Interieure Prote	=143343.3

: Somme des Valeurs Ajoutées	=132578.8
: Taux Unique et Globale la Production=	7679.4 :
: Droits de Douane	= 2817.1
: Production Interieure Brute	=143343.3 :

T.S.S. de 1991		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																				
1	AGRICULTURE, PÊCHE, SYLV.	1778.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.5	2.0	33.2	17.2	18188.1	55.9	8.1	33.1	185.2	12.3	2.0	204.8	2.0	2.2	10389.3	21388.4	174.5	2.0	21974.7	311.3	364.2	473.7	23149.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
2	EAU ÉNERGIE	85.7	11.1	125.3	15.0	16.2	92.5	57.2	53.2	32.3	85.8	31.7	5.4	55.9	8.5	28.7	56.7	25.5	37.2	979.8	613.5	428.8	2.6	1497.1	2.0	2.0	2.0	1039.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
3	INDUSTRIE	194.2	102.4	12632.7	317.8	39.2	128.0	109.3	757.5	74.1	69.7	38.6	4.9	45.3	4.2	1184.1	234.1	28.2	40.3	56.4	15450.2	3135.3	119.4	2.0	3235.7	2.0	278.6	51975.5	45238.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
4	TP. RESTAURANTS	2.0	2.0	5574.5	1470.5	8.0	3.0	2.0	2.0	8.0	8.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	12534.7	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	

[illegible]

: Douane des Valeurs Ajoutees	=155422.3
: Taxe Unique et Globale la Production=11753.4	:
: Droits de Douane	= 3891.8
: Production Interieure Brute	=131375.7

[illegible]

PRELIMINAIRES ET OBJET DE L'ETUDE.

Centre de la recherche économique
A l'usage des chercheurs et des
utilisateurs
DATE D'INSCRIPTION 18/11/1999
No D'ORDRE 6237

1929/1

Instrument de mesure pour le suivi des performances d'un pays, la Comptabilité Nationale s'avère être aujourd'hui un outil indispensable aux divers acteurs de l'économie nationale. Elle est une représentation simplifiée mais néanmoins cohérente d'une réalité économique complexe. Elle constitue un modèle réduit de l'ensemble de l'activité économique et donne une image fidèle de la globalité des flux.

C'est en effet à travers les indicateurs qu'elle fournit, qu'on se fera le plus souvent une opinion sur les performances économiques, que l'on pourra vérifier certaines hypothèses ou proposer des schémas d'orientation à même d'influer sur l'histoire économique de la nation. Le champ des utilisateurs s'est lui-même considérablement élargi. De nos jours, les tableaux d'agrégats sont demandés et utilisés non seulement par les traditionnels services du Gouvernement ou chercheurs universitaires en Sciences Economiques, mais par l'ensemble des Opérateurs et décideurs, à quelque niveau qu'ils se situent dans la hiérarchie de la décision. Il n'est pas non plus étonnant aujourd'hui d'entendre parler de P.N.B., d'agents économiques, de capacité de financement, de service de la dette, et d'argumenter avec force chiffres, son appréciation de la situation économique et sociale.

Son cadre synthétique complet, cohérent et permanent, fait de la comptabilité nationale un puissant moyen d'information. Elle devient la référence irremplaçable dès lors que l'on cherche à accéder aux grands résultats caractéristiques de la nation, soit pour procéder à une analyse des résultats d'une politique économique donnée, soit pour simuler l'impact sur le développement de certains événements ou de certaines décisions susceptibles d'être prises à un moment donné. Le développement complexe des sociétés mais aussi des enjeux au niveau international induit des besoins de plus en plus croissants en informations. La prise de conscience des pouvoirs publics de l'importance stratégique de cet instrument se manifestera par une vigilance dans le suivi du développement du système d'information statistique dans le sens d'une efficacité toujours plus grande.

L'organisation régulière d'enquêtes et de recensements statistiques, la formation de statisticiens-économistes de haut niveau, leur stabilisation dans les services statistiques, le perfectionnement des outils de travail (fichiers, nomenclatures, bases de données), l'utilisation intelligente de l'informatique, l'organisation pertinente de ce système pour une circulation optimale de l'information, vont permettre à la comptabilité nationale un fantastique essor dans les pays les plus avancés.

Dans certains de ces pays (ceux de la CEE particulièrement), l'efficacité de ce système peut se traduire par la capacité de leurs divers services statistiques à produire régulièrement de façon fiable et dans les délais raisonnables, non plus seulement les tableaux traditionnels que sont désormais les TEE, TES et TOF, mais aussi des tableaux de comptes régionaux, trimestriels, satellites, de patrimoines et autres tableaux de comptes faisant de la comptabilité nationale une véritable logistique à l'appui des décideurs du développement économique et social.

...../.....

Ver ex.

Cette situation est malheureusement loin de prévaloir dans notre pays où la comptabilité nationale parvient péniblement à établir de façon régulière un jeu de tableaux de base plus ou moins aptes à satisfaire la demande d'informations, demande devenue d'autant plus pressante et d'autant plus exigeante en qualité, qu'à la situation nse du sous-développement dans laquelle se trouve l'Algérie, viennent s'ajouter ces dernières années des mutations profondes sur le plan politique, économique et social, et dont une préoccupation légitime est d'en saisir les tenants et aboutissants.

Les carences dans ce domaine, sont en effet telles que le Chercheur en quête de tableaux d'agregats, n'a plus que le choix de se contenter des séries disponibles très incomplètes fournies par l'ex MPAI ou actuellement par l'ONS . Ces séries se résument, pour l'essentiel, à des comptes de production et d'exploitation simplifiés des secteurs d'activité, aux jeux des 8 comptes consolidés de la Nation (optique SCEA) et à 3 tableaux donnant le PIB et le revenu national (optique SCN) . Il y a lieu cependant de souligner l'effort fait par l'ONS pour rendre disponible une série de Tableaux Economiques d'Ensemble de 1974 à 1987 qui vient combler ainsi un vide sérieux pour tous ceux qui veulent se lancer dans les travaux de modélisation.

Mais c'est concernant les tableaux d'entrées-sorties que la pénurie se fait sentir de plus en plus pesante. En effet, même si des tentatives ont été faites pour élaborer un TES, les premières années de l'Algérie indépendante, TES (1967-1969), il a fallu attendre la 2ème moitié des années 70, pour disposer du premier TES publié officiellement. Ce premier tableau portant sur l'exercice 1974, a été élaboré dans l'optique CNA (Système de Comptabilité Nationale Algérien), alors en vigueur en Algérie . Les premiers comptes dans le système SCEA ayant été établis pour l'année 1978, l'exercice 1979 est retenu pour confectionner le premier TES optique SCEA. Ce TES est publié vers la fin de l'année 1982. Plus aucun TES officiel n'a vu le jour depuis; le tableau de 1984 n'ayant pu être mené à terme et celui de 1989 étant encore, en cours d'élaboration.

Jugeant opportun de pallier, ne serait-ce que partiellement, à ces lacunes en reconstituant une première série sur 10 ans de TES annuels simplifiés, le CREAD a mis en place pour cela une équipe de quatre universitaires dont 2 cadres de l'ONS. Ce sont les résultats des travaux de ce groupe qui sont présentés dans le présent document .

INTRODUCTION.

Le problème de la mise à jour des coefficients techniques d'un tableau input/output passe nécessairement par l'examen des différentes études interindustrielles effectuées.

La première tentative d'élaboration de tableaux entrées-sorties (TES) en Algérie remonte à l'année 1969(1), mais il faut attendre 1974 pour disposer d'un TES suffisamment désagrégé et 1979 pour un TES en 74 branches. L'établissement de tableaux entrées-sorties en Algérie s'effectue tous les cinq ans avec cependant un retard considérable dans leur élaboration et publication. Les tableaux de 1974 et 1979 ont été publiés; les conventions comptables, le concept de branches/produits retenu diffèrent d'un tableau à l'autre, mais il demeure cependant que les caractéristiques essentielles sont équivalentes et que de ce fait la comparabilité n'est pas impossible. L'estimation de matrices annuelles de coefficients techniques dans le cas de l'Algérie pose des problèmes méthodologiques de taille. Cette difficulté est accrue par le fait que dans le domaine des relations interindustrielles, les recherches et investigations (en dehors des TES élaborés tous les cinq ans) sont peu nombreuses. En effet, en dehors des tableaux entrées-sorties, aucune autre information n'existe quant à l'évolution des coefficients techniques dans le temps, leur durée de vie. En d'autres termes, il est très difficile de juger des modifications technologiques intervenues entre deux TES.

Ces différents éléments contraignants ne doivent cependant pas aboutir à un constat d'échec et donc à l'impossibilité de déboucher sur des matrices annuelles de coefficients techniques, dans la mesure où les problèmes ont largement été abordés dans les pays d'Europe Occidentale (qui disposent certes, de systèmes statistiques plus performants et que des méthodologies et techniques d'estimation ont été mises au point dans ce sens).

Encore plus, des méthodologies d'analyse input-output ont été développées pour les pays en développement (qui à l'évidence ne disposent ni de systèmes statistiques, ni de ressources suffisantes pour l'élaboration de tableaux entrées/sorties). C'est donc dire que le domaine n'est pas en friche et donc que les expériences sont nombreuses. Il ressort de l'expérience des différents pays que:

* L'élaboration d'un tableau entrées-sorties tous les cinq ans est amplement suffisante et que l'utilisation de méthodes itératives (type RAS) pour l'estimation de TES annuels est suffisante et significative.

* Lors de l'estimation d'un TES, les principales erreurs d'estimation seraient dues à l'évaluation de la demande finale et de sa composition et surtout de sa désagrégation par produit.

* L'évolution des prix relatifs entraîne des erreurs d'estimation sensibles surtout pour la consommation finale des ménages.

* Le degré de désagrégation des TES annuels ne saurait être aussi poussé que celui des TES établis tous les cinq ans.

...../.....

Finalement, il ressort de ces différentes considérations que, quelle que soit la technique d'estimation utilisée (méthode RAS ou autre), le problème central est relatif à la réunion d'un certain nombre de données indispensables à la mise en oeuvre de ces techniques.

C'est ainsi qu'il est absolument indispensable de disposer d'une évaluation de la production brute et des importations par secteur de production (marge en ligne du TES indiquant le total des ressources disponibles) (voir annexe 1), et d'une évaluation de la demande finale par produit (marge en colonne indiquant l'utilisation finale de chaque produit de la nomenclature), qui permet par solde de déterminer les utilisations intermédiaires par produit étant donné l'équilibre global ressources/emplois.

L'élaboration des deux évaluations ci-dessus passe par l'adoption d'une nomenclature de branches/produits harmonisée d'un TES à l'autre. Ce travail de nomenclature est décisif et nécessitera un premier travail de passage ou de correspondances anciennes/nouvelles nomenclatures. Déjà, cette phase nécessitera un certain nombre d'arbitrages et d'hypothèses.

Il faut aussi signaler que le premier passage à effectuer est celui qui devrait exister entre la nomenclature des branches adoptée lors de la confection d'un TES, et la nomenclature des secteurs utilisée pour l'élaboration des comptes annuels.

Ces problèmes rébarbatifs de nomenclature réglés, il faudra nécessairement décider du degré de désagrégation souhaité et surtout soulever le problème du type d'évaluation : prix courants/prix constants. Il est indéniable qu'une évaluation à prix constants est à privilégier, mais cette option mène à des complications méthodologiques certaines, surtout en l'absence, d'une part, des instruments nécessaires à une telle tâche, et des comptes économiques à prix constants et de la méthodologie de leur confection, d'autre part. Ces différents travaux et options choisies, il s'agira finalement d'opter pour le choix d'une technique d'estimation. De ce point de vue, l'on peut penser à l'utilisation de plusieurs techniques, pour peu que des moyens rapides de calcul soient disponibles. Ce choix de multiples techniques sera plus riche et permettra de comparer les résultats des différentes méthodes utilisées.

CHAPITRE I : PRESENTATION D'UN TABLEAU ENTREES-SORTIES

I.1 Le TES Instrument de Synthèse

L'élaboration et la construction d'un tableau entrées-sorties est sans nul doute une tâche extrêmement difficile et longue puisqu'elle nécessite l'existence d'un système d'informations performant, d'une part, et surtout la mise en place d'organisations de travail adéquates. Cependant, pour l'objet de cette étude, l'essentiel à retenir est que le TES, dans le système de comptabilité nationale, se présente comme l'instrument de synthèses par excellence pour les opérations sur biens et services. La comptabilité nationale à pour autre objet principal, de construire un agrégat central qui est la Production Intérieure Brute (ou le produit intérieur brut).

Cet agrégat peut être évalué selon plusieurs méthodes ou optiques, pouvant conduire à des résultats différents.

..../....

Le rôle du tableau entrees/sorties, et ce n'est pas l'unique, est justement de réconcilier les différentes approches de la PIB, et d'aboutir à leur synthèse sous la forme d'un tableau reconstituant ces différents approches.

1. les trois approches de la production intérieure brute (PIB)

1.1 L'optique production

Dans cette optique, la PIB est conçue comme la somme de toutes les valeurs ajoutées (VA) créées dans la sphère productive, majorée de la Taxe Unique Globale à la Production (TUGP) effectivement collectée par l'Etat, et des droits de douane (DD) collectés durant la période.

On aura donc :

$$PIB = \sum VA + TUGP + DD$$

Dans cette optique, la VA est calculée hors taxe (c'est-à-dire hors TUGP). La somme des VA (IVA) correspond à la somme sur l'ensemble des secteurs (d'activités et juridiques), des branches, ou des entreprises. Cela dépend de la classification adoptée pour le calcul de la VA. Rappelons pour mémoire que la valeur ajoutée est un solde est qu'elle est conçue comme la différence entre la production brute et les consommations intermédiaires.

1.2 L'optique revenus

Dans cette seconde approche, la PIB est conçue comme l'ensemble des coûts associés à la PIB (coûts des facteurs). Il s'agira de la rémunération des salariés (RS) (facteur travail), la rémunération du capital correspondant aux excédents bruts d'exploitation (EBE), et de la "rémunération de l'Etat" qui correspond aux impôts liés à la production (ILP). On aura donc :

$$PIB = RS + ILP + EBE \quad (1)$$

La rémunération des salariés (RS) comprend aussi bien les salaires bruts reçus "directement" par les travailleurs dans la sphère productive, que les cotisations sociales à la charge des employeurs. L'excédent brut d'exploitation correspond à la marge industrielle que préleve l'entreprise ou l'entrepreneur pour se rémunérer.

Signalons que l'excédent brut d'exploitation inclut l'amortissement du capital représenté par la consommation de fonds fixes. L'équation (1) représentant l'optique revenus peut être réécrite sous la forme suivante :

$$PIB = RS + ILP + ENE + CFF$$

L'ENE représentera l'excédent net d'exploitation.

.... /

1.3 optique dépense ou demande finale

Dans cette optique, la PIB est conçue comme une somme de demandes finales.

$$PIB + IMP = CF + ABFF + DS + EXP$$

$$PIB = CF + ABFF + DS + (EXP - IMP)$$

$$PIB = CF + ABFF + DS + SE$$

Dans cette optique, le terme SE représente le solde extérieur entre les exportations et les importations de biens et services. On retrouve avec cette dernière équation l'équilibre classique sur les biens et services. Les ressources en biens et services (PIB + IMP) sont égales aux emplois finals: consommation finale (CF), accumulation brute de fonds fixes (ABFF), la variation de stock (DS) et enfin les exportations (EXP).

La consommation finale (CF) dans le système des comptes économiques Algérien (SCEA), correspond à toute la consommation de biens et services des agents non productifs:

- Administrations publiques (AP)
- Institutions financières (IF)
- Ménages (M)
- Affaires immobilières (AI)

L'ABFF, correspond aux investissements physiques réalisés au cours de l'exercice et comprend les acquisitions en :

- Bâtiments et Travaux Publics
- Travaux Publics Pétroliers
- Matériel de Transport
- Machines et Equipements
- Animaux de Reproduction
- Forêts
- Services liés à l'ABFF

La variation de stock (DS) correspond à l'ensemble des biens matériels produits ou acquis par les entreprises et entreposés pour une utilisation ultérieure (vente, consommation dans la processus de production), mais non par leur utilisation au cours de l'exercice.

La variation de stock comprend également les stocks des entreprises de commerce. Le calcul des variations de stocks se fait sur la base des observations des stocks en début de période et en fin de période.

DS = stock en fin de période - stock en début de période

Observons finalement que cet équilibre sur biens et services peut être réécrit sous une forme plus complète qui tient compte de l'ensemble des biens et services en circulation dans l'économie.

$$PIB + IMP = CI + CF + ABFF + DS + EXP$$

$$PIB = \text{production totale brute} = PIB + CI$$

les trois optiques de la PIB étant abordées, le tableau ci-dessous présente globalement comment le TES réconcilie et synthétise ces approches.

2-La synthèse des trois optiques de la PIB : le tableau entrées-sorties (TES)

	1	j	n	ai.	CFM	CFAP	ABFF	STOCK	X	E	TE
Pdt 1	a11	a1j	a1n	a1.	CFM1	CFAP1	ABFF1	STOCK1	X1	E1	TE1
Pdt i	a1i	a1j	a1n	a1.	CFMi	CFAPi	ABFFi	STOCKi	Xi	Ei	TEi
Pdt n	an1	anj	ann	an.	CFMn	CFAPn	ABFFn	STOCKn	Xn	En	TEn
Tot.CI secteur a..j	a..1	a..j	a..n	a...	CFM	CFAP	ABFF	STOCK	X	E	TE

VA=VALEUR AJOUTEE

SUBV=SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

ILP=IMPOTS LIES A LA PRODUCTION

RS=REMUNERATION DES SALAIRES

CFE=CONSOMMATION DE FONDS FIXES

ENE=EXCEDENT NET D'EXPLOITATION

PE=PRODUCTION BRUTE

M=IMPORTATIONS

VAP=VENTES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

DD=DROITS DE DOUANE

TX=TUGP

MC=MARGES COMMERCIALES

R=TOTAL RESSOURCES

CFM=CONS. FINALE DES MENAGES

CFAP=CONS. FINALE DES ADMINISTRATIONS

ABFF=ACCUM. BRUTE DE FONDS FIXES

STOCK=VARIATION DE STOCK

X=EXPORTATIONS

E=TOTAL EMPLOIS FINALS

TE=TOTAL EMPLOIS

Relations

$R_j = PBJ + MJ + VAP_j + DD_j + TX_j + MC_j$

$E_i = CFM_i + CFAP_i + ABFF_i + STOCK_i + X_i$

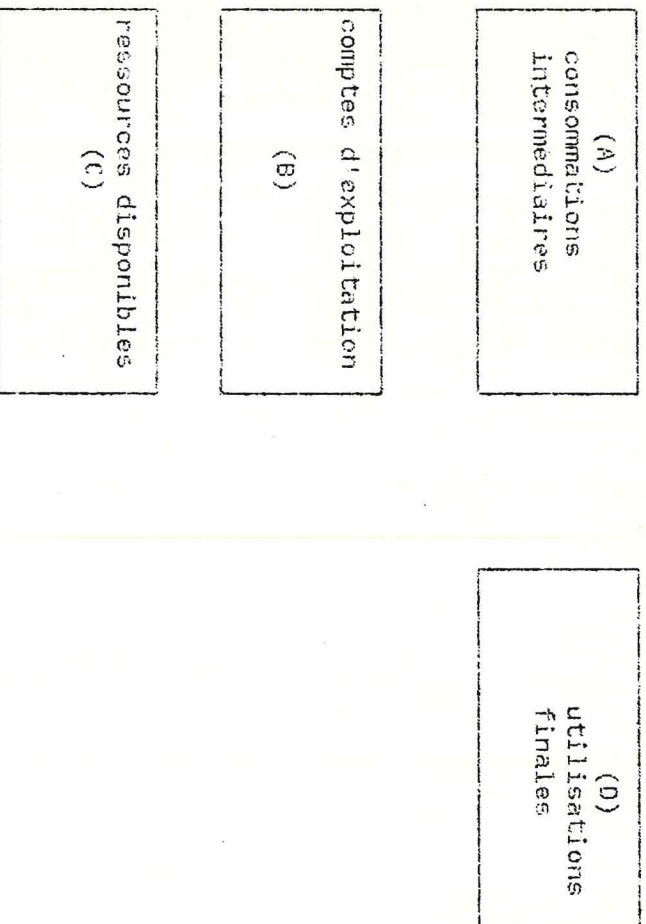
$TE_i = E_i + a_{i1} = E_i + \sum_j a_{ij}$

j

TEi=RI

.../...

Le tableau ci-dessus peut se décomposer en quatre quadrants:



Le quadrant (A) des consommations intermédiaires: C'est un tableau rectangulaire à n branches et $(n-1)$ produits (le produit commerce n'existe pas). Le terme générique de la matrice $A = [a_{ij}]$, représente la consommation intermédiaire en produit i par la branche j . De cette matrice (A), peut être déduite une matrice de coefficients techniques. Cette matrice est construite en faisant le rapport a_{ij}/P_j , P_j représentant la production de la branche ou du secteur j . Le coefficient technique renseigne sur la quantité de produit i ($i=1, n$) nécessaire au secteur j pour produire une unité de produit j .

Le quadrant (B) résume les éléments des comptes d'exploitation des secteurs d'activité en agrégats décrivant la répartition primaire de la valeur ajoutée (VA) et des subventions d'exploitation reçues (SUBV).

Ces éléments sont:

- les subventions d'exploitation (SUBV)
- les impôts liés à la production (ILP)
- la rémunération des salariés (RS)(Y.c, les cotisations sociales)
- la consommation de fonds fixes (CFF)
- les excédents nets d'exploitations (ENE)

Le quadrant (C) retrace les ressources disponibles en produit de chaque branches ou secteur d'activité. C'est ainsi que pour une branche ou secteur donné (j), les ressources seront composées de :

.../...

- la production brute (Pj)
- les importations (Mj)
- les droits de douane (DDj)
- la taxe unique globale à la production (TXj)
- les marges commerciales (MCj)
- les ventes des administrations publiques (VAPj).

La dernière ligne du tableau (C) donne le total des ressources disponibles en produit (R)

Le quadrant (D) donne pour chaque produit (lecture en ligne), ses utilisations finales qui sont :

- la consommation finale des ménages (CFM)
- la consommation finale des administrations publiques (CFAP)
- l'accumulation brute de fonds fixes (ABFF)
- la variation de stocks (stock)
- les importations (X)

5. les trois optiques de la PJS dans les TES : Présentation analytique

5.1 l'optique production

$$PIB = VA + DD + IX$$

5.2 l'optique revenu

$$PIB = RS + LLP + ENE + CFP$$

5.3 l'optique dépenses

$$PIB + X MI = \sum CFMI + \sum CFAPi + \sum ABFFi + \sum stocki + \sum Xi$$

$$PIB = \sum CFMI + \sum CFMI + \sum ABFF + \sum STOCKI + (\sum EXPi - \sum MI)$$

Il est clair que la présence des trois approches de la PIB au sein d'un même tableau, conduit à une réconciliation de ces approches et à leur synthèse. Cette réconciliation et cette synthèse sont incontournables étant donné les conditions de cohérence imposées par le TES. Signalons que la forme de TES présentée n'est pas la seule. D'autres types de présentation existent.

1.2 Problèmes de classification et harmonisation de la série de TES annuels à reconstituer.

Aborder la reconstitution de TES soulève d'emblée le problème des classifications à utiliser. Comme il a été souligné précédemment; seuls les TES de 74 et de 79 sont disponibles à l'heure actuelle. D'autre part, le TES de 74 a

..../....

été élaboré dans une optique de comptabilité nationale, différente de l'optique dans laquelle a été conçu celui de 1979. (CNA pour 1974 et SCEA pour 1979). La méthode de reconstitution des TES annuels étant itérative, une première tâche à prendre en charge est l'harmonisation des TES existants de façon à les exprimer dans la même optique de comptabilité nationale. En effet, le principe général de reconstitution étant :

$$\text{TES } (n) = f(\text{TES } (n-1))$$

ou

$$\text{TES } (n-1) = g(\text{TES } (n))$$

nous risquerons d'aboutir à des séries totalement différentes selon que l'on parte de la base 1974 ou de celle de 1979. Ayant fixé dès le départ le SCEA comme cadre de référence pour la reconstitution de TES annuels, il s'agissait donc d'exprimer, avant tout, le TES de 1974 dans l'optique SCEA.

La deuxième question posée concerne l'opportunité de reconstituer des TES par branche ou par secteur d'activité.

Le recours à des TES par branches (NAPR) se heurte à de multiples obstacles risquant sérieusement d'entraver le nécessaire aboutissement à des résultats qui, même s'ils ne constituent pas l'idéal en matière de précision et de fiabilité dans le cadre d'une analyse économique minutieuse, sont, cependant, âprement recherchés au moins par les modélisateurs.

Le volume important d'informations nécessaires et souvent la non-disponibilité de ces dernières ou leur inadéquation quand elles existent sur la période de reconstitution retenue, risquent en effet, de compromettre sérieusement les chances de concrétisation de cette série, dans les délais impartis. C'est pourquoi, d'un commun accord, les membres de l'équipe ont opté pour une reconstitution des TES, par secteurs d'activité.

Au delà des considérations soulevées ci-dessus, il s'agissait aussi pour cette équipe de lancer les travaux ne serait-ce qu'à titre d'expérience étant convaincus qu'ils demeurent largement perfectibles, mais qu'ils puissent aussi servir de base de discussion et surtout inciter d'autres équipes à prendre la relève dans cette direction de façon plus développée et significative.

En fait, ces résultats sont fortement attendus par au moins deux catégories d'utilisateurs :

- les constructeurs de modèle macro-économiques. En effet, les TES actualisées fournissent des données nécessaires à l'estimation de modèles macro-économétriques.

En outre, l'élaboration d'un modèle calculable d'équilibre général, qui facilite l'évaluation quantitative de l'impact de politiques économiques complexes, passe par l'utilisation d'un TES.

- Les gestionnaires des projets d'investissement. La plupart de ces derniers ne savent pas, faute d'un TES actualisé, procéder au choix d'investissement par la méthode des effets et se limite au mieux à celle des prix internationaux.

.../...

La reconstitution de TES annuels dans l'optique de la classification sectorielle des activités est facilitée du fait de la disponibilité pour chaque année des comptes de production et d'exploitation des secteurs 1 à 19. Encore faut-il faire subir aux agrégats de ces comptes, les traitements nécessaires à leur "purification", c'est-à-dire évacuer de chaque NSA, l'activité qui est comptabilisée dans le cadre de comptes annuels mais qui relèverait d'une NSA différente et inversement.

Pour saisir le problème d'apurement des secteurs conduisant à des transferts de produits, rappelons brièvement la procédure d'élaboration des agrégats des comptes de production et d'exploitation des secteurs d'activité dans le cadre des comptes annuels :

1- les agrégats concernés sont :

- . la production brute (PB)
- . les consommations intermédiaire (CI)
- . la valeur ajoutée (VA)
- . la consommation de fonds fixes (CFF)
- . les rémunérations de salariés (RS)
- . les impôts liés à la production (LLP)
- . l'excédent net d'exploitation (ENE)

2 - pour chaque secteur d'activité, ces agrégats sont souvent calculés à partir des informations transmises dans les bilans comptables des entreprises dans le cadre de l'enquête annuelle auprès de ces dernières. La procédure générale consistant à calculer, pour chaque entreprise, les agrégats ci-dessus et à consolider au niveau de la NSA par le cumul de ces agrégats suivant les entreprises qui sont classées dans ce secteur d'activité. La convention de passage des opérations PCN (Plan Comptable National) au calcul des agrégats de la comptabilité nationale pour une entreprise est illustrée par les 2 tableaux ci dessous :

...../.....

COMPTE DE PRODUCTION

PCN	EMPLOIS	PCN	RESSOURCES
61	Matières et fournitures consommées (+)	70	Ventes de marchandises (+)
62	Services (+)	60	Marchandises consommées (-)
621	Loyer terrains et Immeubles (-)	80	Marge Brute (=)
205	Frais d'étude et de recherche (+)	80	Marge Brute (+)
	Consommation productive(=)	71	Production Vendue (+)
		72	Production Stockée (créd-déb) (+)
		73	Production pour elle-même (+)
		74	Prestations Fournies (+)
	SOLDE= Valeur Ajoutée VA = PB - CP	6420	TUGP sur ventes (-)
		62	Sous-traitance achetée (-)
			Production Brute de l'Entreprise (PB) (=)

COMPTE D'EXPLOITATION

PCN	EMPLOIS	PCN	RESSOURCES
630	Rémunér. du personnel (+)	790	Valeur ajoutée Subventions d'exploitation
631	Rémunér. des associés (+)		
632	Indemnités (+)		
634	Contributions aux activités sociales (+)		
635	Cotisations sociales (+)		
	Rémunér. des salariés (=)		
640	Versement forfaitaire (+)		
641	Autres impôts liés à la production (hors TUGP ou ventes) (+)		
648	Impôts liés à la prod. (=)		
682	Consommation fonds fixes		
	SOLDE= Excédent net d'exploitation		
	ENE=VA+SURV-RS-ILP-CFF		

Pour chaque entreprise E qui transmet son bilan comptable, les agrégats ci-dessus sont calculés à partir des opérations PCN. Cette entreprise est classée dans le secteur d'activité S, si l'essentiel de son activité consiste en la vente de produits S. L'évaluation des agrégats du secteur S se fera donc par cumuli des agrégats des entreprises qui lui sont affectées.

la production brute du secteur S s'exprime donc par

$$PB_S = \sum PR(E_i) \quad , \text{ idem pour les autres agrégats.}$$

Ei E S

Mais étant donnée l'entreprise E, classée dans le secteur S, en fonction de son activité principale, elle peut, et c'est souvent le cas, produire ou vendre des produits classés dans d'autres secteurs d'activité autres que S. Il y a donc lieu de transférer ces produits dans leur secteur respectifs et y procéder aux corrections nécessaires concernant les autres agrégats de ces secteurs. Ce transfert de produits ne concerne pas seulement les produits dits "fatals", définis en comptabilité nationale, mais est lié à la nature même des données disponibles sur lesquelles s'appuie la procédure de reconstitution de ces TES annuels.

...../....

Si, pour une année donnée, (cela a été le cas de 1974 et 1979) , les enquêtes sont conçues pour élaborer un TES, les observations se font d'abord au niveau des "unités" des entreprises et un questionnaire spécifique à remplir leur est demandé. La production des branches et des secteurs se fait donc par produit et les problèmes soulevés ci-dessus ne se posent pas.

CHAPITRE II: CADRE METHODOLOGIQUE GENERAL DE RECONSTITUTION ANNUELLE DES TES

La reconstitution annuelle de TES, impose à l'évidence le choix d'un cadre méthodologique général servant de fil conducteur. A cet égard, il a été jugé que la procédure de travail la plus pertinente et cohérente devrait être celle s'inspirant de la logique des équilibres ressources/emplois par produits tels qu'ils apparaissent dans les TES de 1974 et de 1979. Bien entendu , ce cadre méthodologique n'est pas un carcan et il sera toujours possible pour des raisons de difficultés particulières de déroger à la règle, ou tout simplement d'adopter une procédure jugée plus pertinente pour la reconstitution de certains agrégats.

II. 1. La logique des équilibres ressources /emplois dans les tableaux entrées/sorties .

Rappelons qu'un tableau entrées/sorties se présente sous une forme articulée de quatre tableaux (voir chapitre I), dont la forme analytique est proposée en annexe de ce chapitre.

1. Le tableau (A) des consommations intermédiaires (a_{ij}). C'est un tableau rectangulaire à n branches et $(n-1)$ produits (le produit commerce n'existant pas)(*). a_{ij} = consommation intermédiaire en produit i par la branche j

Le tableau (A) comporte une colonne de marges donnant le total des consommations intermédiaires en produits par toutes les branches de l'économie. Pour un produit i donné on aura:

$$a_{i.} = \sum_j a_{ij}$$

Il comporte également une ligne de marges correspondant aux totaux des consommations productives des diverses branches:

$$a_{.j} = \sum_i a_{ij}$$

2. Le tableau (B), résume les éléments des comptes d'exploitation par branches (ou secteurs d'activité) (la valeur ajoutée, la rémunération des salariés , les impôts liés à la production, etc...).

..../....

3. Le tableau (C) des ressources en produits retrace les ressources en produits de chaque branche ou secteur d'activité. Nous pouvons lire sur le tableau en annexe que pour la branche (i), les ressources en produits sont constituées par:

- la production brute P_i en produit i
- les ventes VAPI des administrations publique le produit i
- les importations M_i en produit i
- les droits de douanes DD_i sur les importations en produit i
- la TUGP TX_i sur le produit i
- les transferts de produit i, TRANSFI
- les marges commerciales MCI sur le produit" i" avec la relation suivante:

$$\sum MCI = PB \text{ (commerce)}$$

La somme des marges commerciales sur l'ensemble des produits correspond à la production du secteur commerce.

La dernière ligne du cadre (C) nous donne le total des ressources en produit i

$$R_i = P_i + VAPI + M_i + DD_i + TX_i + MCI + TRANSFI \quad (1)$$

4. Le tableau (D) retrace les utilisations finales de chaque produit qui se compose de :

- la consommation finale des ménages (CFMI) en produit (i)
- la consommation finale des administrations publiques en produit i (CFAPI) (*)
- l'accumulation brute de fond fixes en produit (i) (ABFFI)
- la variation de stock en produit i (stock i)
- les exportations en produits i (X_i)

L'avant-dernière colonne du tableau (D) donne la somme des utilisations finales

$$E_i = CFMI + CFAPI + ABFFI + STOCK_i + X_i \quad (2)$$

La dernière colonne du tableau (D) donne la somme des emplois intermédiaires et finals du produit, soit TEI:

$$TEI = a_i + E_i = \sum_j a_{ij} + E_i \quad (3)$$

Les différents rappels et relations dérivées d'un tableau entrées/sorties, sous forme analytique, nous amène à poser l'équation fondamentale d'un tableau entrées-sorties qui consiste à considérer, quelque soit le produit, l'égalité entre le total des ressources et le total des emplois; en d'autres termes l'on aura :

$$TEI = Ri$$

...../....

ou encore :

$$PI + VAPI + MI + DDI + TXI + MCI + TI \\ = CFMI + CFAP1 + ABFF1 + STOCK1 + XI + a1. \quad (4)$$

avec
$$a1. = \sum_j a1j$$

II 2 . Procédure générale de reconstitution de TES annuels

Sans anticiper sur les fondements et le fonctionnement proprement dit de la méthode RAS, qui permet de reconstituer un tableau à partir de la connaissance de ces marges, signalons seulement que le travail de reconstitution sera essentiellement basé sur la possibilité de reconstituer les colonnes des marges du tableau (A); autrement dit, pour chaque TES à reconstituer, il s'agira de disposer de la colonne des consommations intermédiaires totales par produits et de la ligne du total des consommations intermédiaires des secteurs d'activité.

La disponibilité des lignes et colonnes des marges du tableau (A) permet, par méthode matricielle ou algorithmique, d'aboutir à une estimation de la matrice des consommations intermédiaires recherchée.

Soit A(t) la matrice des consommations intermédiaires de l'année t qui est supposée connue.

Soit A(t+1) la matrice des consommations intermédiaires de l'année t+1 qui est supposée inconnue.

Soit R(t+1)=[Rj(t+1)], la matrice diagonale des consommations intermédiaires totales par secteurs d'activité à l'année (t+1).

Soit S(t+1)=[Sj(t+1)], la matrice diagonale des consommations intermédiaires totales en produits à l'année (t+1), avec :

$$R(t+1) = \sum_i a_{ij} = a_{.j} \quad \text{pour le TES de l'année } t+1 \\ S(t+1) = \sum_j a_{ij} = a_{i.} \quad \text{pour le TES de l'année } t+1$$

La méthode RAS permet d'estimer la matrice A(t+1) de consommations intermédiaires à l'année (t+1) en effectuant l'opération suivante :

$$A(t+1) = R(t+1) \cdot A(t) \cdot S(t+1) \quad (5)$$

II.3. Le déroulement de la procédure de la reconstitution.

Les informations existantes, pour chaque année, faisant partie de la reconstitution sont celles qui existent sous forme de comptes consolidés de la nation ou de comptes sectoriels (qui retracent les comptes de production et d'exploitation par secteur d'activité).

..../...

Cela signifie que si l'on adopte (et c'est ce que l'on fera) une présentation par secteurs d'activité des TES à reconstituer, nous avons résolu le problème de la disponibilité de la ligne de marges retraçant le total des consommations intermédiaires par secteurs d'activité ou encore les matrices diagonales (Rt). Finalement, la plus grosse tâche résidera dans la reconstitution de la matrice diagonale S(t) correspondant à la colonne de marges du tableau (A) retraçant le total des consommations intermédiaires en produite.

Cependant, signalons qu'une harmonisation devra être réalisée entre le concept du secteur tel qu'il apparaît dans le TES et celui retenu dans les comptes annuels (cet aspect est traité dans le chapitre relatif aux problèmes de classification).

Ces quelques aspects préliminaires abordés, nous pouvons maintenant examiner les différentes séquences relatives à une reconstitution d'un TES pour une année donnée. Si l'on reprend l'équation (4) retraçant l'équilibre général ressources/emplois:

$$\begin{aligned} P_i + VAPI + M_i + DDi + TVi + MCI + TRANSFi \\ = CFMi + CFAPi + ABFFi + STOCKi + Xi + ai. \end{aligned} \quad (4)$$

Nous pouvons dériver à partir de cette formule quels seront les éléments constitutifs de notre inconnue principale qui est constituée par la colonne des marges du tableau (A).

On aura donc:

$$\begin{aligned} ai. &= \sum_j a_{i,j} \\ &= P_i + VAPI + M_i + DDi + TXi + MCI + TRANSFi - CFMi - CFAPi \\ &\quad - ABFFi - STOCKi - Xi \end{aligned}$$

Dans ce qui suit, nous allons examiner quels sont les termes de cette équation qui sont connus calculés et ceux pour lesquels il faudra procéder à une reconstitution ou estimation

* les productions (Pi). Il s'agit de productions brutes par secteur d'activité. Ces productions sont disponibles pour tous les secteurs et pour l'ensemble des années de la période considérée : [1974-1983]

* les ventes des administrations publiques (VAPI) : la reconstitution des ventes des administrations publiques se fera parallèlement à la consommation finale des administrations publiques (CFAPi)

* les importations (Mi) et les exportations (Xi) : ce type d'informations est disponible sur l'ensemble des années de la période considérée. Il suffira seulement d'effectuer les traitements adéquats sur les données de base élaborées par la Direction Générale des Douanes.

* les droits de douanes sur importations (DDi). Les droits et taxes sur importations sont disponibles selon la nomenclature des secteurs d'activité sur

..../....

toutes les années de la période . Il s'agira d'extraire les droits de douane par NSA, en calculant la valeur des droits de douanes considérée comme donnée et telle qu'elle apparaît dans le document relatif aux recettes fiscales du ministère des finances.

5 - Les TUGP (TXI) : La TUGP globale existe pour chaque année. D'autre part, le TES de 79 nous donne les taux de TUGP par branche et par secteur. La reconstitution de la série des TUGP se fera sur la base des structures dégagées dans ces TES et par la réexploitation des lois de finances pour certaines années particulières . D'autre part, les informations données par la douane (droits et taxes sur les importations) devraient nous aider à améliorer nos estimations.

6 - Les marges commerciales MCI : on s'attachera à la reconstitution des marges commerciales globales par produit. L'éclatement de ces marges suivant les marges sur consommations finales, sur consommations productives, export etc., pouvant être par la suite obtenu par la reprise des structures dégagées par les TES de 74 et 79.

En respectant la présentation faite pour le TES de 79, le traitement des marges sera facilité par la disponibilité de la production brute de la branche commerce . En effet PB (commerce) = FMCJ

J

7 - Les consommations finales des ménages CFMI: La reconstitution des séries CFMI se fera sur la base des structures dégagées par les divers TES existants et sur la base des enquêtes consommation de 1979 et de 1988.

8 - Les consommations des Administrations Publiques (AP) et des Institutions Financière (IF) (CFAPI) : la consommation des IF sera reconstituée en reprenant les bilans des IF et en nous appuyant sur les structures des TES. Pour les administrations publiques (y.c les affaires immobilières) comme pour les ventes VAPI, les traitements se feront en reprenant les comptes des administrations de certaines années, en plus des années 74 et 79, pour adopter les structures définitives de reconstitution des séries.

9 - L'accumulation brute de fonds fixes ABFFI, ne pose pas de problème en principe, puisque les séries existent. L'ABFF étant obtenue par la méthode des flux de produits, nous disposons pour chaque année d'un compte consolidé "composition de l'accumulation brute" qui pourrait répondre à nos besoins .

10 -La variation de stock (STOCK I) : pour chaque année, la variation de stock globale existe au niveau des comptes consolidés; les difficultés de la répartir par produit nous amènera cependant à la nécessité de consulter les bilans des entreprises.

II.4 Les principes d'évaluation et le type de désagrégation adoptés.

Comme il a été souligné dans l'introduction de ce travail, il est nécessaire de trancher sur deux problèmes particuliers, pour les travaux d'estimation de TES annuels qui sont précisément, le choix du degré de désagrégation et le type

...../.....

d'évaluation retenu pour la reconstitution (à prix courants ou à prix constants).

Il est clair que le choix de la désagrégation est décisif, en ce sens, que plus la désagrégation est poussée, plus les résultats obtenus sont significatifs et utiles. Cependant, devant les difficultés de collecter l'information nécessaire et surtout l'argument qui prône que pour de tels travaux, une approche par secteur d'activité est suffisante, le choix de la désagrégation retenue est celle du secteur d'activité.

Concernant maintenant la nature des évaluations à prix constants ou à prix courants, le problème est d'une dimension différente puisque l'alternative ne s'est pas présentée. En effet, devant l'absence quasi-absolue d'instruments nécessaires à la conduite d'évaluation à prix constants, nous avons été obligés d'effectuer l'ensemble de la reconstitution à prix courants.

Finalement, les TES qui seront reconstituées seront les TES dont le niveau de désagrégation sera le secteur d'activité évalués à prix courants.

III . LA RECONSTITUTION DES EQUILIBRES RESSOURCES/ EMPLOIS ANNUELS

INTRODUCTION

Dans le chapitre II, nous avons introduit brièvement la procédure de reconstitution des TES annuels, en donnant les équations générales génératrices des matrices d'agréats à reconstituer.

L'objet de ce chapitre est de décrire de façon plus détaillée les étapes de travail et de préciser comment sont faite les arbitrages jusqu'à l'arrêt définitif des résultats.

Rappelons d'abord les équations génératrices des équilibres :

$$R_i = P_i + VAP_i + M_i + DDi + TX_i + MC_i + I_i \text{ (ressources)} \quad (1)$$

$$E_i = CFM_i + CFAP_i + ABFF_i + STOCK_i + X_i \text{ (emplois finales)} \quad (2)$$

$$a_{ij} = \sum_j a_{ij} \text{ (emplois intermédiaires)} \quad (3)$$

L'équilibre ressources-emplois en produits s'écrit :

$$a_{ij} = \sum_j a_{ij} = R_i - E_i \quad (4)$$

On devine à partir de ces équations les étapes successives de travail et comment vont se présenter les arbitrages.

En effet, les premières étapes vont consister à estimer individuellement les éléments des équations (1) et (2).

Dans ces étapes, les éléments de (1) et (2) vont être reconstitués sous la forme de matrices années-secteurs.

Par exemple, le traitement sur les droits de douanes doit aboutir au résultat illustré ci-après :

	S1	S2		Sj		Sn	Total
Année 74							
Année 75							
Année i				DDij			DDi.
Année n							

Cela signifie que, du point de vue des arbitrages de cohérence, on tiendra compte, aussi bien des distributions des éléments reconstitués par secteur d'activité, que de leurs évolutions durant la période de [1974-1983].

Une fois tous les éléments des équations (1) et (2) reconstitués, on procède au calcul des vecteurs colonnes a_i , en utilisant l'équation (4). Pour chaque année de 1974 à 1983, on disposera d'un vecteur a_i d'emplois intermédiaires des produits.

Les arbitrages sont alors faits pour chaque TES, notamment, en comparant aux données des comptes annuels la somme des éléments du vecteur reconstitué $\sum a_i$ = consommations intermédiaires totales i

Un processus d'aller-retour permettra d'ajuster les estimations des a_i sur la valeur totale des CI considérées comme une donnée, (cf comptes annuels).

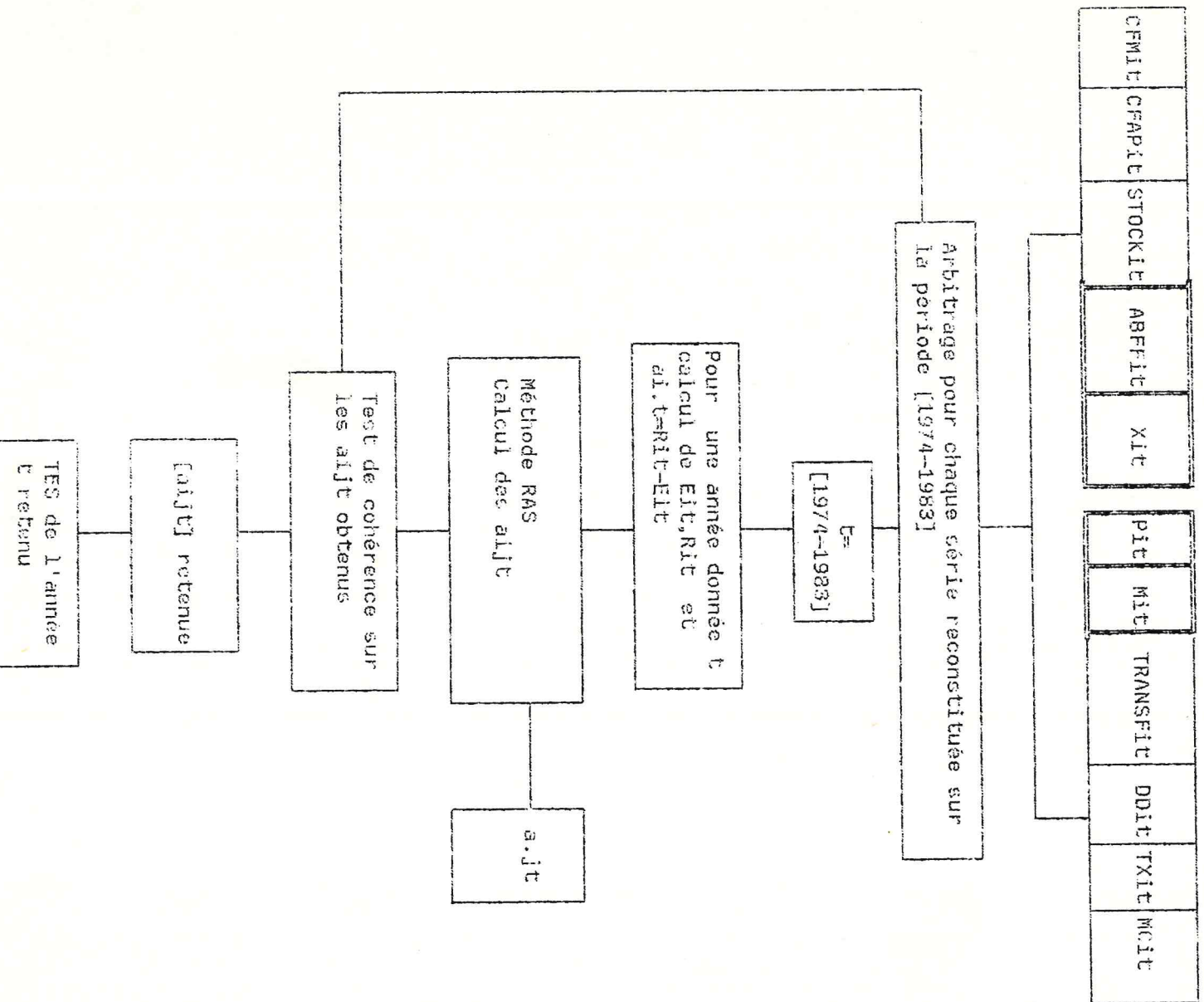
L'aboutissement de ce processus permet de définir même provisoirement les vecteurs-colonnes, a_i , recherchés.

Les étapes suivantes vont alors consister à appliquer l'algorithme de la méthode RAS pour chaque année afin d'aboutir à des estimations de matrices [aij] des consommations intermédiaires.

Ces matrices seront elles-mêmes soumises à des tests de cohérence structurelle à partir de l'analyse des coefficients techniques induits et de leur évolution dans le temps afin d'éliminer l'ensemble des résultats jugés aberrants.

La découverte de résultats aberrants implique un retour systématique au début du processus d'estimation. (Voir le schéma ci-dessous illustrant ces étapes de traitement).

Dans ce schéma les encadrés doubles sont des données, les encadrés simples sont des estimations :



Signaux cependant que les premiers travaux de reconstitution ont concerné spécifiquement l'année 74 puisque ce TES devait subir un traitement en vue de son harmonisation avec celui de 79.

III. 1 Harmonisation des TES 1974 et 1979

- La disponibilité des TES pour les années 1974 et 1979, constituent des repères pour la reconstitution des TES des années intermédiaires.

La première tâche a été l'homogénéisation de ces TES. En effet, le TES de 1974 établi dans le cadre de l'ancien système de comptabilité nationale (CNA) , il a été nécessaire de le retranscrire dans le nouveau système (SCEA) et sous la forme du TES de 1979. Rappelons que la présentation de 1979 sera celle que l'on adoptera pour l'ensemble des TES reconstitués.

Ce travail se justifie du fait particulièrement des différences entre l'ancien et le nouveau système de comptabilité nationale. Ces différences ressortent à deux principaux éléments :

- la méthode d'évaluation des agrégats des comptes de production (notamment la comptabilisation de la TUGP).
- le champ de la production. La CNA inclut la branche "affaires immobilières" dans son champ de la production alors que le nouveau système considère que le service loyer est plus un revenu de la propriété (compte revenu et dépense) qu'un service productif.

Il s'agissait donc de recalculer les agrégats du compte de production des secteurs, en isolant la TUGP et de rebrancher la production de loyer et les consommations de ce service par les branches productives, ceci devant être fait, sans une modification sensible des structures dégagées en 1974.

Du fait de la disponibilité des comptes consolidés définitifs de 1974 à 1978 selon le SCEA, cette retranscription a été effectuée en s'appuyant sur les comptes de l'année 1974. Finalement nous disposons d'un TES de 1974 dans l'optique SCEA et selon la forme du TES de 1979 (voir dans les annexes, les résultats de ce travail).

III. 2 la reconstitution des ressources par produits

III.2.1 les productions (Pi).

Il s'agit essentiellement des productions brutes par secteurs d'activité. Ces productions brutes sont disponibles pour tous les secteurs et chaque année de la période de référence [1974-1983].

Les chiffres de production brutes annuels sont élaborés chaque année, dans le cadre des comptes annuels et de ce fait, les chiffres disponibles ne recouvrent pas des secteurs d'activité "purs" (voir chapitre 1). Il faudra de ce fait affectuer un certain nombre de traitements qui consisteront à faire des évaluations des postes "transfert de produits" -

.../...

Le transfert de produit signifie simplement que l'on retranche ou l'on ajoute d'un secteur d'activité considéré la part de production relevant de son activité. Ce biais systématique introduit dans les chiffres disponibles est dû à la nature et au type d'agrégation effectuée lors de l'élaboration des comptes annuels. La production des comptes sectoriels se réalise à partir d'une agrégation des données issues de bilans d'entreprise, ou chaque entreprise est classée dans un secteur particulier.

III.2.2 les ventes des administrations publiques (VAP)

La reconstitution des ventes des administrations publiques se fera parallèlement à l'évaluation de la consommation finale des administrations publiques. Introduisons dès maintenant la notion de consommation finale brute et nette en considérant que la différence entre la consommation finale brute et nette correspond aux ventes de biens et services effectuées par ces administrations. En ne tenant pas compte des marges commerciales et des taxes l'équilibre s'écrit globalement pour les produits concernés:

Production + Importation + vente des administrations = utilisations
finales (dont CFAP) et intermédiaires

Signalons que la consommation finale des administrations est exprimée dans le cadre des comptes annuels en net. Le TES exige que la CFAP soit exprimée en brut du fait de la mise en évidence des ventes des AP. (VAP)

L'estimation des ventes des administrations publiques s'est réalisée d'une manière indirecte, en prenant pour valeur de départ celle figurant dans le TES de 1979. A partir de 1979, une série 1974-1983 a été rétropolée et extrapolée.

Signalons que nous avons considéré que les ventes des administrations publiques sont essentiellement composées des produits:

- Hôtels, cafés, restaurants
- Mines et carrières
- Eau et énergie
- Services fournis aux ménages

Pour le produit hôtels, cafés, restaurant l'évolution des ventes des administrations publiques est résumée dans le tableau ci-dessous:

Signalons seulement que l'année de base de la reconstitution est l'année 1979 qui est considérée comme donnée. Ceci sera valable pour tous les autres produits. Les ventes des administrations pour les autres produits seront disponibles en annexe.

	1979	1974	1975	1976	1977	1978	1980	1981	1982	1983
Nombre d'élèves bénéficiaires des cantines scolaires 10*6	1,05	0,84	0,88	0,93	1,02	1,06	1,11	1,20	1,20	1,20
Nombre de repas/an 10*9 repas (1)	0,20	0,16	0,17	0,18	0,19	0,20	0,21	0,23	0,23	0,23
Indice 100 en 1979	100	79,5	83,5	87,7	95,5	100,2	105,5	113,6	113,6	113
Vente biens hotels, cafés, resto. 10*6 DA	58,3	46,4	48,7	51,1	55,7	58,5	61,5	66,2	66,2	66,2

(1) Année scolaire: (2*12*75) Jours de vacances: 99 Jours de vacances

(365-99)=266 Jours=38 semaines ce qui donne 76

Jeudi et vendredi

* Le nombre de jours ou les repas sont servis est égal à 190 Jours

* Le nombre de repas par an est égal au nombre de bénéficiaires* 190 Jours

III. 2.3 les importations (Mj) et les exportations (Xi)

Pour ces deux agrégats, l'information est entièrement disponible sur la période (1974-1983). Seulement, il a été nécessaire d'effectuer les traitements adéquats sur les données élaborées par la Direction Générale des douanes, et celles issues des balances des paiements pour les importations et les exportations de services. Le travail a consisté à présenter les importations (respectivement les exportations), selon la nomenclature utilisée dans les TES, notamment la nomenclature des secteurs d'activité (NSA).

II.2.4 les droits de douane DDj

Les comptes annuels nous donnent la valeur totale des droits de douane recouvrés par l'Etat. Par conséquent, l'estimation des droits de douane par secteurs d'activité sera contrainte par la condition suivante :

$$(A) \quad \sum_{j=1}^J DDj = DDT$$

Où DDT représente les droits de douane issus des comptes annuels et considérés comme donnés et DDj étant les droits de douane par secteurs d'activité (NSA).

.....

III. 2.6 Les marges commerciales

La reconstitution des marges commerciales par secteur et par année s'appuie sur les principales données et hypothèses suivantes :

1) L'évolution, au cours de la période 74 à 83, des marges commerciales pour un bien considéré, est le résultat d'un double effet :

a - un premier effet assimilable à l'évolution des disponibilités des ressources en produit au cours de la période.

b - Un second effet déterminé par l'indice des prix à la consommation, compte tenu de l'importance des marges commerciales sur consommation finale dans le total des marges commerciales.

2) pour un secteur donné, les ressources commercialisables ou disponibilité en biens de ce secteur sont globalement calculées par $RCs = Is + Ps$, ou Is sont les importations CAF des biens du secteur et Ps est la production brute du secteur s.

3) pour une année t , la somme des marges commerciales sur les biens des secteurs est égale à la production brute du secteur "commerces", donnée par les comptes annuels.

4) la disponibilité des TES 74 et 79 nous permet de calculer les taux de marge par secteur pour ces 2 années particulières. Ces taux constitueront successivement la base d'amorçage pour reconstituer les séries sur toute la période 74-83.

5) les secteurs concernés sont les secteurs de 01 à 14 (Agriculture à Industrie diverses) Hors BTP (08) et STPP (04) (s/travaux publics pétroliers)

6) les taux de marges de 74-79 sont donnés par le tableau ci-dessous :

NSA	01	03	05	06	07	09	10	11	12	13	14
Taux de 74	0.295	0.036	0.122	0.162	0.079	0.17	0.095	0.420	0.458	0.254	0.62
Taux de 79	0.432	0.026	0.061	0.112	0.072	0.19	0.259	0.278	0.371	0.233	0.408

La formule de calcul pour la reconstitution de la matrice de base de marges commerciales est alors :

$$MC(i,t) = RC(i,t) \times TMC(i,t_0) \times I \text{ Prix } (i,t)$$

$MC(i,t)$ Marge commerciale du secteur i à l'année t
 $RC(i,t)$ Ressource commercialisable de i à l'année t
 $TMC(i,t_0)$ Taux de marge commercial pour le secteur i à l'année t_0 .
 L'année de base t_0 est soit 1974 ou 1979.
 $I \text{ Prix}(i,t)$ Indice de prix à la consommation du secteur i à l'année t base 74 ou 79 selon, $TMC(i,t_0)$

Nous joignons en annexe un tableau de résultats intermédiaires auquel aboutit cette procédure .

Une fois calculées les $MC(i,t)$ les premiers arbitrages commencent à se faire sur la base de la comparaison des résultats obtenus avec la base 74 puis avec 79, particulièrement en testant 74 sur 79 et inversement puis, pour chaque année t , on évalue la différence

$$PSt(\text{commerce}) = \sum_i MC(i,t)$$

Cette différence, suivant son importance, est répercutée sur un secteur particulier de façon à ne pas changer sensiblement les taux de marges obtenus ou bien répartis de façon pondérée suivant l'importance des secteurs dans le total de marges commerciales.

III. 3 ESTIMATION DES EMPLOIS PAR PRODUITS

III.3.1 Estimations de la consommation finale des ménages par année et par secteur/ produit.

1) On prendra connaissance de l'enquête consommation de 79/80

2) L'objet est de reconstituer la valeur de la consommation des autres années à partir de cette enquête et des structures 79/80

3) La reconstitution des valeurs de consommation par année et par secteur se fera de la façon suivante :

Pour une année n et un produit i posons :

$\sum_j Cn =$ Consommation des ménages en produit i à l'année n .

$$Cn = \sum_i C79 \times Iv_n \times Ipn$$

Indice	Indice
Volume	Prix

$Iv_n =$ Indice calculé sur l'évolution de la population

$Ipn =$ Indice des prix à la consommation obtenu par traitement de

l'indice des prix à la consommation d'Alger. Le traitement a consisté à effectuer un passage entre la nomenclature de biens et services utilisée pour

.../...

l'indice des prix à la consommation à la nomenclature des secteurs d'activité (NSA). Les produits ayant posé des difficultés particulières sont les produits de l'agriculture et de l'agro-alimentaire.

Ceci nous permet d'avoir une matrice des consommations finales en produits et par années.

	74	75	76		..n.	79		82	83
Agriculture									
i					$\sum_i C^n_i$				
Services									
	C74	C/5	C/6		Cn				C83
	C'74	C'75	C'76		C'n				C'83

$C^n = \sum_i C^n_i$ obtenue par estimation comme ci-dessus

et $C'n =$ consommation finale individuelle des ménages.

Sources : comptes annuels

- 5) C^n et $C'n$ seront probablement différents soit : $D C^n = C'n - C^n$
- 6) Le premier problème consistera à annuler : $\sum_i D C^n$ sur les différents produits C^n

- 7) La répartition de $D C^n$ se fera sur la base des accroissements en disponibilité de produit i , avec :

$$D C^n = P^n_i - M^n_i \quad \text{ou} \quad P^n_i = \text{Production brute du produit } i \text{ à l'année } n$$

$$M^n_i = \text{Importation CAF du produit } i \text{ à l'année } n$$

...../....

8) Il s'agira donc de reconstituer la matrice des taux de variation annuels des consommations $[Vn] = V$

$$\text{ou } Vn = (Cn - Cn-1) / Cn-1$$

	75/74	76/75		83/82
Agriculture	$\frac{A}{C75-C74}$ $\frac{A}{C74}$			
.				
.				
.				
.				
Services				

et la matrice des taux de variations annuelles des disponibilités $d=[dn]$

$$\text{Soit, } dn = (dn - dn-1) / dn-1$$

	75/74	76/75		83/82
Agriculture	$\frac{A}{d75-d74}$ $\frac{A}{d74}$			
.				
.				
.				
.				
Services				

9) Au préalable, il faudra classer les produits consommés par les ménages, suivant leur importance relative.

..../....

premier produit ou produit dont $(C_n / C'n)$ est le plus important.

10) Si $D C_n \neq 0$, on ajuste le premier produit en reprenant le taux d'accroissement donné par la disponibilité d.

ex : 1 produit = Agro-Alim ($i=10$)

$$V'n = \begin{bmatrix} 1 & 1 & 1 \\ C_n & - C_{n-1} & / C_{n-1} \\ 1 & 1 & 1 \\ d_n & - d_{n-1} & / d_{n-1} \end{bmatrix}$$

Il s'agira pour diminuer $D C_n$, de recalculer C_n en prenant

$$\begin{aligned} d_n &= [C_n - C_{n-1}] / C_{n-1} \\ C_n &= d_n \times C_{n-1} + C_{n-1} \end{aligned}$$

$$C_n = (d_n + 1) \times C_{n-1}$$

$$V'n = C'n - C_{n-1} \quad V'n = C'n - C_{n-1} / C_{n-1}$$

11) Le processus consistera à faire converger par la méthode ci-dessus:

$$V'n \rightarrow V'n$$

CHAPITRE IV: LA METHODE RAS APPROCHE CONCEPTUELLE ET ALGORITHMIQUE

L'estimation d'une matrice Input-Output et par conséquent la reconstitution de tableaux entrées-sorties sur la base de données et d'informations incomplètes peut être réalisée par l'usage, entre autres de la méthode RAS. (la méthode RAS tire son nom du fait qu'une matrice A₁ pour une année à venir se déduit de la matrice A₀ à l'année de base, en la multipliant par une matrice diagonale R, retragant l'effet de substitution d'inputs, et en multipliant par une matrice diagonale S traduisant l'effet de modification des proportions d'inputs par secteurs. D'où le nom de la méthode R A S)

Comme cela a été souligné dans les chapitres précédents, l'usage d'une méthode mathématique n'est pas le seul objectif, la difficulté réside en fait dans la masse considérable d'informations statistiques qu'il faut brasser. La phase de collecte et de mise en cohérence achevée, il s'agit d'opter pour une méthode d'estimation de la matrice des consommations intermédiaires. De ce point de vue, il existe différents modèles pour ce qui nous concerne, nous tenterons de restituer l'essentiel. Pour la compréhension de la méthode RAS d'une part, et, d'autre part, montrer les possibilités d'automatisation de l'algorithme de solutions en utilisant des progiciels commerciaux tel que les tableurs.

...../.....

IV.1 la Méthode RAS

La méthode RAS est une méthode mathématique mise au point par R. STONE et S. AC BROM pour suivre l'évolution des coefficients techniques d'un tableau entrées-sorties. (Cette méthode a été également utilisée pour suivre des matrices d'échanges extérieurs).

Cette procédure mathématique consiste à estimer une matrice At à partir d'une matrice de base A_0 , minutieusement élaborée pour une année qui sera l'année de référence. La technique consiste à projeter les marges de la matrice A_0 à la période t (c'est-à-dire le vecteur ligne des consommations intermédiaires de chaque secteur, et le vecteur colonne des consommations intermédiaires en chaque produit).

$$\text{soit } x_i \text{ et } x_{.j}$$

(1) Guy Caire la planification : édition Cujas 1972.

$$\text{avec : } x_i = \sum_{j=1}^n x_{ij} \quad x_{.j} = \sum_{i=1}^t x_{ij}$$

Ce travail effectué, il s'agit de formuler une estimation de la matrice At $= [x_{ij}]$ en faisant l'hypothèse que les structures observées par le passé (sur la matrice A_0), se déformeront par des lois simples, notamment en appliquant des indices de double proportionnalité relatifs les uns aux consommations intermédiaires totales de chaque secteur (coefficient s = effet de substitution), les autres aux consommations intermédiaires totales en produit (r = coefficient de fabrication).

1.1 Approche matricielle de la méthode RAS

soit A_0 , la matrice de l'année de base supposée connue.

soit At , la matrice de coefficients techniques à estimer

soit $R(t)$ = matrice diagonale des consommations productives correspondant aux consommations productives par secteurs à l'année t .

$$\text{avec } R(t) = [r_{ij}(t)]$$

soit $S(t)$ = matrice diagonale des consommations intermédiaires en produits à l'année t .

$$\text{avec } S(t) = [s_{ij}(t)]$$

la méthode RAS consiste à prémultiplier la matrice A_0 , par la matrice diagonale $R(t)$ et la postmultiplier par la matrice diagonale $S(t)$ pour obtenir At

$$At = R(t) \times A_0 \times S(t)$$

..../....

IV.2 Présentation algorithmique de la méthode RAS

L'algorithme de résolution de la méthode RAS se présente de la manière suivante. Notons simplement que les symboles entre parenthèses indiquent le nombre d'itérations, et que les symboles, sans parenthèses, indiquent la période.

Algorithme de résolution

$$\bar{x}_{i,j}^{(2m+1)} = x_{i,j}^{(2m)} * \left(x_{i.} / \bar{x}_{i.}^{(2m)} \right) \quad (m = 0, 1, 2, \dots)$$

$$\bar{x}_{i,j}^{(2m)} = x_{i,j}^{(2m-1)} * \left(x_{.j} / \bar{x}_{.j}^{(2m-1)} \right) \quad (m = 1, 2, \dots)$$

La première itération consiste à effectuer le calcul suivant:

$$\bar{x}_{i,j}^{(1)} = x_{i,j}^{(0)} * \left(x_{i.} / x_{i.}^{(0)} \right)$$

qui conduira à une estimation des valeurs $x_{i,j}$, qui obéissent aux contraintes de lignes, c'est-à-dire :

$$\sum_j \bar{x}_{i,j}^{(1)} = x_{i.}, \quad \text{mais pas à contrainte de colonne, c'est-à-dire:}$$

$$\sum_i \bar{x}_{i,j}^{(1)} = x_{.j}$$

Dans la seconde itération, il faudra que la contrainte colonne soit observée.

On peut donc écrire

$$\bar{x}_{i,j}^{(2)} = \bar{x}_{i,j}^{(1)} * \left(x_{.j} / \bar{x}_{.j}^{(1)} \right)$$

cette seconde itération produira donc une matrice des consommations intermédiaires qui obéira aux contraintes colonnes, c'est-à-dire :

$$\sum_i \bar{x}_{i,j}^{(2)} = x_{.j}, \quad \text{mais pas à la contrainte de lignes } \left(\sum_j \bar{x}_{i,j}^{(2)} = x_{i.} \right)$$

Cette procédure itérative se poursuivra jusqu'à ce que les conditions de convergence soient satisfaites et qui sont :

$$\lim_{m \rightarrow \infty} \bar{x}_{i,j}^{(2m+1)} = \lim_{m \rightarrow \infty} \bar{x}_{i,j}^{(2m)} = x_{i,j}$$

$$\text{avec } \bar{x}_{i,j}^{(1)} = x_{i.} \quad \text{et} \quad \bar{x}_{i,j}^{(2)} = x_{.j}$$

A (1)

11,7	23,3	35
33,3	16,7	50
45	40	

Cette première itération conduit à une matrice qui obéit aux contraintes colonnes mais pas aux contraintes lignes.

Deuxième itération: Le travail en colonne

$$1(2) \quad 1(1) \quad 1(1) \\ x_{11} = (50/45) * x_{11} \quad x_{12} = (35/40) * x_{12}$$

$$1(2) \quad 1(1) \quad 1(2) \quad 1(1) \\ x_{21} = (50/45) * x_{21} \quad x_{22} = (35/40) * x_{22}$$

A (2)

13,0	20,4	33,4
37,0	14,6	51,6
50	45	

Troisième itération:

A (3)

13,6	21,4	35
35,9	14,1	50
43,5	35,5	

Quatrième itération:

A (4)

13,7	21,1	34,8
36,3	13,9	50,2
50	35	

.....

Cinquième itération

(5)
A

13,8	21,2	35
36,2	13,8	50
50	35	

Dans ce cas simple le processus a convergé au bout de la cinquième itération. Le déroulement de l'algorithme de résolution sur un exemple très simple montre que la procédure peut aisément s'automatiser. De ce point de vue on choisira de travailler sur un tableau classique.

Le progiciel Lotus 123, permet grâce à son langage de programmation composé de macro instructions, d'automatiser la procédure d'une manière transparente d'une part, et d'autre part de contrôler pas à pas si on le désire le déroulement de l'algorithme de résolution.

Le programme utilisé n'est pas une boîte noire dans laquelle on introduit des données et qui restitue des résultats.

Ce programme est basé simplement sur les capacités de calcul du tableur qui permet, par une utilisation judicieuse des formules de calcul de restituer d'une manière très simple un processus itératif.

Principe d'utilisation du tableur 123 pour la programmation de l'algorithme de la méthode RAS

Le tableur se présente en règle générale sous la forme d'un écran ayant la forme d'un tableau où il est possible de repérer les colonnes du tableau (tableau indexé). Cette particularité et les différentes possibilités offertes par ce type de tableur permet de résoudre d'une manière très simple et surtout contrôlée des problèmes qui paraissent parfois très compliqués en termes de programmation informatique.

La programmation de la méthode RAS se présenterait de la manière suivante:

	A	B	C		B	E	
1	10	15	35		$A1.(C1/(A1+B1))$	$B1.(C1/A1+B1))$	
2	20	10	35		$A2.(C2/(A2+B2))$	$B2.(C2/A2+B2))$	I
3	40	30	(1)	(2)			
4	$D1.(A3/(D1+D2))$				$E1(B3/E1+E2)$		
5	$D2.(A3/(D1+D2))$				$E2(B3/E1+E2)$		(II)

.... /

la formule dans le cadre (1) représente ce que l'on a nommé "le travail en ligne" dans l'algorithme de résolution

$$\begin{matrix} (2m+1) & (2m) & 1 & (2m) \\ \text{soit } x_{ij} & = x_{ij} \cdot x_i. & / & x_i. \end{matrix}$$

la formule dans le cadre II correspond à ce que l'on a appelé "le travail en colonnes"

$$\begin{matrix} (2m) & (2m-1) & 1 & (2m-1) \\ \text{soit } x_j & = x_{ij} & \cdot & x_{.j} / x_j \end{matrix}$$

(1) et (2), nouvelles marges du tableau.

Ces formules introduites, il s'agira uniquement d'écrire une "macro" qui permettra d'amorcer le processus après les deux premières itérations. Autrement dit, de transférer le contenu des cellules du tableau de coordonnées (A4, B4, A5, B5) dans les cellules (A1, B1, A2, B2). Comme les formules de calcul sont liées entre elles et se font référence simultanément, il suffit d'attendre que l'algorithme converge.

CENTRE DE RECHERCHE EN ECONOMIE
APPLIQUEE POUR LE DEVELOPPEMENT

C.R.E.A.D

EQUIPE DE RECHERCHE

' ACTUALISATION DE T.E.S '

- VOLET I -

ACTUALISATION DE TABLEAUX ENTREES-SORTIES
ANNUELS (1974 - 1983)

- Rapport final -

Par: • A. SOUAMES

Directeur de Recherche

• R. BOUMGHAR
Consultant de Recherche

• M.A MOHAMMEDI
Consultant de Recherche